

ça bouge en u.r.s.s.

**SPÉCIAL
PERESTROÏKA**

la réforme économique
le rôle de l'opinion publique

septembre 1987

153

sommaire

claudé renard

le souvenir de René Noël 1

dossier urss

— une nouvelle révolution? 3

— **gérard roland**

la perestroïka de l'économie soviétique: incertitudes et espoirs 5

— **jean-marie chauvier**

1956-1987: la renaissance de l'opinion publique soviétique 26

— **rosine lewin**

interviews recueillies sur le terrain 46

— **hubert cambier**

la jeunesse et les media 68

— **françoise nice et didier schretter**

cinéma: les sentiers d'une réforme en chantier 78

— indications bibliographiques 90

livres:

— essai sur la destruction des villes et des campagnes,
par r. schoonbrodt 93

— de marx au marxisme, collectif sous la direction de g. labica 95

Comité de patronage:

Jean Blume, Edmond Dubrunfaut, Augustin Duchateau, Robert Dussart,
Roger Somville.

Comité de rédaction:

Jacques Aron, Francis Chenot, Claudine Cyprès, Pascal Delwit, J.M. De
Waele, Anne Drumaux, Pierre Gillis, Michel Godard, Serge Govaert, J.J. Heir-
wegh, J.-P. Keimeul, Rosine Lewin, Jacques Moins, Jacques Nagels, Marc
Rayet, Claude Renard, Christian Vanderमotten, Benoit Verhaegen.

Rédacteur en chef: Rosine Lewin.

Édité sous le patronage de la Fondation Joseph Jacquemotte

le souvenir de rené Noël

René Noël est mort le 21 mai. Enseignant, syndicaliste, résistant (dirigeant du Front de l'Indépendance, il fut de l'équipe du faux «Soir», en 1943), chef de cabinet du ministre Terfve, conseiller provincial puis sénateur communiste, il fut aussi bourgmestre de Cuesmes et promoteur de l'Union démocratique et progressiste.

René Noël était membre du comité de patronage des *CM* et l'est resté jusqu'à sa mort. Nous reprenons ci-après l'article que lui a consacré Claude Renard dans «La Nouvelle Gazette».

Il n'est pas trop tard pour évoquer le souvenir de René Noël, disparu en mai dernier.

Peu commune et pas commode, la personnalité de René Noël ne se prête guère à des éloges posthumes qui se voudraient récupérateurs. Lors de sa démission du PC, en 1980, il avait d'ailleurs exprimé publiquement ses motifs; il ne s'agissait pas de divergences attribuables à un mouvement d'humeur. Parmi elles, une grande place était donnée à l'échec sur la plan wallon de l'expérience de l'Union démocratique et progressiste. René Noël avait le sentiment très vif de ne pas avoir été soutenu par son parti comme il l'aurait fallu après les succès initiaux de l'UDP au début des années '70. On peut assurément encore en débattre, mais en prenant un peu de recul et en évitant l'un ou l'autre accent polémique qui serait, en l'occurrence incongru.

En fait, le véritable angle d'approche du sujet est européen, car l'expérience de l'UDP fit partie d'une dynamique politique ayant des dimensions européennes dans une période bien déterminée. Cette dynamique, qui prolongea celle de 1968, fut nourrie par des succès politiques indéniables: aggiornamento démocratique en Grèce, au Portugal et en Espagne; aboutissement positif des négociations d'Helsinki. Elle prit des formes diverses selon les pays: très spéculatives en France avec l'Union de la Gauche; plus subtiles mais non moins tangibles en Italie avec la recherche du «compromis historique»; chez nous, elle n'aurait pas dépassé le stade de l'abstraction pure — le rassemblement

des progressistes proposé par Léo Collard en 1969 — si, précisément, René Noël et quelques autres n'avaient tenté d'aller plus loin en s'appuyant sur les résultats d'une bataille politique remarquable menée d'abord localement, à Cuesmes puis à Mons.

On admettra que cette approche du sujet, y compris dans la mesure où elle prend en compte quelques grandes déceptions dont l'analyse doit encore être approfondie, n'est certainement pas de nature à minimiser l'importance du rôle politique joué à l'époque par René Noël. Il serait au surplus surprenant que quelques-unes des idées qu'il a semées ne germent pas un jour. Ces graines-là durent longtemps...

claudio renard





une nouvelle révolution ?

Nous avons promis pour septembre un dossier sur ce qui bouge en URSS.

Le voici, assurément incomplet, puisque TOUT bouge là-bas. En moins de trois ans, la société soviétique s'est remise en mouvement, brassant des problèmes immenses et complexes, mettant à nu contradictions et goulets d'étranglement. Il n'est pas un secteur de la vie sociale où les habitudes — à commencer par la passivité — ne soient secouées.

Après l'immobilisme, des réformes avortées, de longues recherches, après des violations durables de la légalité, le pays s'est, comme dit Mikhaïl Gorbatchev, « mis à l'école de la démocratie ».

Un peuple se repolitise, réapprend à identifier socialisme et démocratie. Longtemps acritique, la parole redevient incisive et se fait volontiers iconoclaste. Le renouveau est contagieux. Contagieux au point de susciter un effet de mode, qu'A. Yakovlev appelle « mimé-

tisme socio-politique». Contagieux au point de donner le vertige, car il est extrêmement difficile de maîtriser cette effervescence.

De fait, rien n'est joué et le sort de la « perestroïka » n'est pas scellé. Même si la dynamique est puissante, elle butte sur des résistances, des freins, des oppositions. Le processus de restructuration sera long, probablement tourmenté. Mais déjà, l'URSS respire mieux...

Septante ans après la révolution d'octobre, est-ce une nouvelle révolution qui s'affirme ? On peut le croire. Nous l'espérons. Autant pour les 280 millions de Soviétiques que pour l'avenir du socialisme, et — dès demain, dès aujourd'hui — pour le désarmement et la paix.

En tout état de cause, l'indispensable aujourd'hui est d'investir sans critique, expérience, vigilance dans un véritable travail de connaissance.

Le dossier que nous vous présentons tente de cerner la portée des réformes en cours, les promesses et les interrogations dont elles sont porteuses. Il est centré sur deux thèmes : la réforme économique, le rôle de l'opinion publique.

Gérard Roland, assistant à l'ULB, analyse la réforme économique, « ses espoirs et incertitudes » Partant de la situation actuelle, il montre la nécessité du changement et les difficultés de la transition.

Le rôle de l'opinion publique est traité en plusieurs volets.

Jean-Marie Chauvier, auteur de nombreuses publications sur l'URSS et journaliste à la RTBF, intitule sa contribution : « 1956/1987 - renaissance de l'opinion publique en URSS ».

Rosine Lewin, qui a enquêté sur cette renaissance avec J.M. Chauvier à Moscou et à Leningrad (*) présente les témoignages recueillis sur le terrain.

Hubert Cambier, correspondant du « Drapeau rouge » à Moscou, évoque les nouveaux rapports entre jeunesse et media.

Françoise Nice, journaliste et *Didier Schretter*, vidéaste, fournissent un texte sur le renouveau du cinéma soviétique, à partir de reportages effectués cette année sur place.

(*) Entre le 23 juin et le 4 juillet 1987, Lewin et Chauvier ont rencontré des journalistes de la presse écrite et télévisée (*Pravda*, *Ogoniok*, *Nouvelles de Moscou*, *Leningradski Rabotchi*, Télé centrale à Moscou, Télé à Leningrad), des sociologues (Choubkine, Kohn, Batyguine, Korobeinikov, Cheregui) des écrivains (Proskourine et Pompéiev). Le secrétaire de l'Union des cinéastes et le vice-président de Goskino, la vice-présidente de l'Union des femmes, des militants du Komsomol à Moscou et à Leningrad, le vice-président du Conseil central des syndicats. Sans compter les journalistes de l'Agence Novosti, dont l'aide a été très efficace.

la perestroïka de l'économie soviétique : incertitudes et espoirs

gérard roland *

«Je mettrais un signe d'égalité entre les mots *perestroïka* (restructuration) et révolution» (1). Cette déclaration de Gorbatchev indique clairement l'enjeu des transformations de l'économie et de la société soviétique. Il ne s'agit pas de se contenter d'«améliorer» le système économique existant, mais d'effectuer une rupture radicale et qualitative avec les rapports de production existants. Une clarification théorique de cet enjeu est indispensable pour pouvoir apprécier les changements économiques en cours en URSS du point de vue de l'optique émancipatrice du marxisme. Dans une première section, nous décrirons brièvement la logique et la cohérence du mode de production existant. Dans une deuxième section, nous esquisserons les traits essentiels du projet d'une économie réformée. Dans une troisième section, nous indiquerons les problèmes et contraintes éminemment complexes de la transition du premier mode de production vers le second. Ceci nous permettra alors d'évaluer, dans une dernière section, l'ampleur des changements déjà effectués.

1. LE MODE DE PRODUCTION EXISTANT

un double défaut

L'essentiel de l'activité économique tourne autour des objectifs quantitatifs de croissance du plan. Ces derniers sont répercutés de façon désagrégée au niveau des entreprises, sous forme de directives obligatoires. L'objectif principal de ces dernières consiste par conséquent à chercher à remplir à tout prix les indices quantitatifs du plan, que ceux-

(*) Gérard Roland est assistant à l'Université libre de Bruxelles.

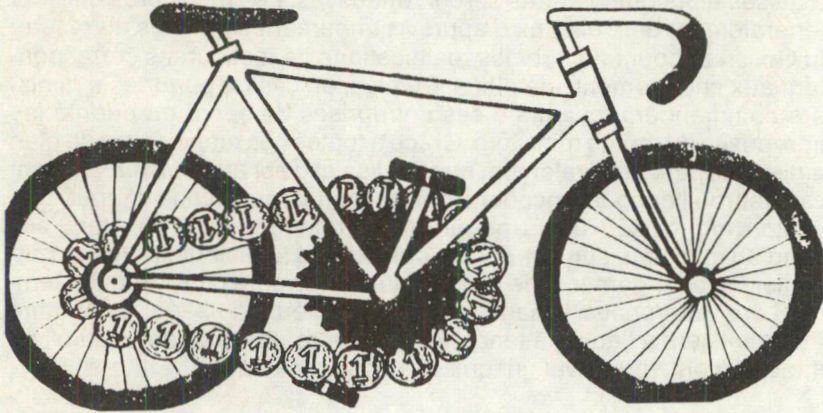
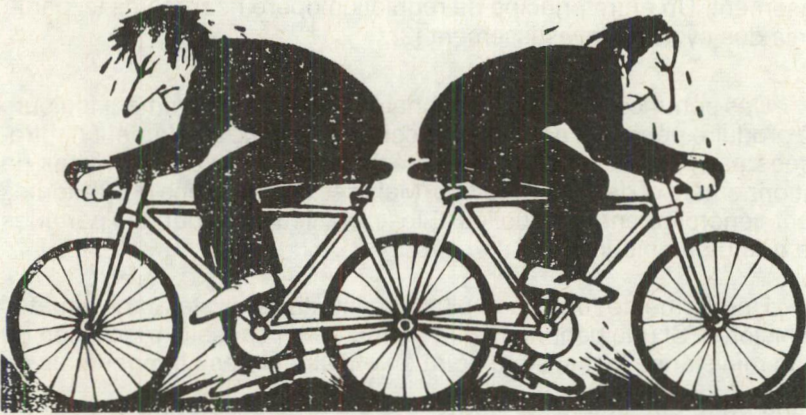
(1) Discours de Gorbatchev du 31.7.1986 devant l'Actif du Parti de la région de Khabarovsk, *Ekonomitcheskaja Gazeta* n° 33 1986, p. 2.

ci soient exprimés en tonnes, en pièces ou en roubles. Ce système a un double défaut. Premièrement, la production n'est pas orientée vers la satisfaction des besoins des consommateurs, car les indices quantitatifs ne tiennent pas compte de la valeur d'usage. Il s'agit là d'une des raisons fondamentales de la mauvaise qualité des produits soviétiques. L'existence d'indicateurs quantitatifs agrégés ne fait que renforcer l'inadéquation des valeurs d'usage produites par rapport aux valeurs d'usage demandées, car les entreprises biaisent alors la production en faveur des produits «avantageux» du point de vue de l'indicateur du plan, ce qui lèse la plupart du temps l'intérêt des consommateurs (2). Deuxièmement, ce système engendre une indifférence des entreprises à la réduction des coûts et aux économies. Le calcul des prix sur base de la «valeur», c'est à dire sur base de l'arithmétique des dépenses renforce puissamment cette tendance anti-économique : plus un produit a un prix de revient élevé, plus il est avantageux à produire du point de vue des indicateurs du plan. L'inadéquation des valeurs d'usage reçues par les entreprises clientes ne fait qu'augmenter le gaspillage dans la production et crée des pénuries chroniques. L'absence d'intérêt des entreprises pour les indicateurs de coûts est logique dans un système où la réalisation des objectifs quantitatifs de production passe avant le reste. On ne sacrifiera jamais la réalisation du plan au profit de la recherche d'économies.

La priorité absolue des objectifs quantitatifs est absolument nécessaire et inévitable, car l'offre et la demande sont égalisées au niveau du plan central. Cela joue surtout pour les plans annuels qui sont le véritable horizon opérationnel de la planification et de la gestion économique. Le principe d'équilibrage fondamental est celui des indices quantitatifs du plan. Or, on ne peut faire abstraction des principes d'équilibrage quand on traite d'un système économique. Ce principe d'équilibrage centralisé, lié à la poursuite d'objectifs quantitatifs de croissance, fait que les plans sont nécessairement imposés à l'entreprise et que celle-ci doit les respecter. Que produire, combien, à qui vendre et à qui acheter, tout cela est déterminé par le plan. D'où impossibilité systématique de développer des initiatives quelque peu fondamentales au niveau des entreprises et des collectifs de travail, les seules initiatives existantes étant liées à l'exécution des tâches centralisées.

Le comportement des entreprises, qui peut paraître absurde à première vue, ne découle pas d'une «mauvaise conscience» des directeurs ou d'une volonté de nuire, mais résulte d'un apprentissage à une conformité sociale qui a sa logique propre. Si les entreprises ne respectent pas le plan «à tout prix», il y aurait, en l'absence d'un autre principe glo-

(2) Soulignons en passant que la revendication, formulée très souvent par les directeurs d'entreprise, de réduire le nombre d'indicateurs obligatoires du plan a pour effet, dans la pratique, de renforcer le biais en faveur des produits «avantageux».



Variations sur le thème de la productivité. (caricature de la revue sibérienne EKO)

bal d'équilibrage, un risque de chaos généralisé et de paralysie de l'activité économique.

régulations

Dans la réalité cependant, les plans désagrégés ne sont pas équilibrés. Il faudrait 400 milliards d'années à un ordinateur moderne pour calculer un plan annuel équilibré pour les 12 millions de produits finals que compte l'URSS. Comment n'y a-t-il pas alors le chaos et l'anarchie ? Parce que le système possède différentes formes de régulation. Les plans macroéconomiques agrégés sont plus ou moins équilibrés au niveau des secteurs. Ceci constitue un avantage sur les pays capitalistes. Il y a toutefois une exception de taille à ce niveau : les plans d'invest-

tissement. Un autre principe de régulation opère néanmoins ici par le biais des cycles d'investissement (3).

Des pénuries sectorielles en chaîne peuvent évidemment toujours se produire pendant l'année, mais celles-ci sont généralement neutralisées par l'intervention des autorités qui élaborent des schémas de rationnement et de priorité *ad hoc*. Mais ces interventions des autorités sont généralement ponctuelles. Elles n'ont lieu que pour des pénuries de grande ampleur.

Une forme de régulation plus décentralisée existe au niveau des ministères. Si une pénurie risque de mettre en cause la réalisation du plan ministériel, le ministère agira en effectuant des changements de plans entre ses entreprises en cours d'année : certains plans seront abaissés alors que d'autres seront rehaussés. Les ministères utilisent généralement des réseaux d'approvisionnement parallèles au réseau du Gosstab pour effectuer les réallocations de ressources correspondant aux changements de plans. De plus, en cas de pénurie, le ministère commandera toujours à ses entreprises de servir en priorité les entreprises du même ministère. Grâce à toutes ces manœuvres, le plan ministériel peut généralement être réalisé et c'est au ministère suivant à se débrouiller pour procéder à des substitutions forcées d'input, une gestion improvisée de la pénurie, des changements de plan, etc. jusqu'au ministère suivant. Toutes ces actions ministérielles, et en particulier les changements de plans réduisent encore plus l'horizon temporel des entreprises. L'inadéquation des valeurs d'usage, répercutée d'un ministère à l'autre, a tendance à prendre un caractère multiplicatif, de l'amont vers l'aval, jusqu'aux consommateurs.

Si la régulation ministérielle porte surtout sur les changements de plan et d'approvisionnement, la régulation au niveau des entreprises se fait surtout par les modifications de qualité. Si l'entreprise respecte à la lettre les normes de qualité, les plans tendus et les pénuries en amont risquent de l'empêcher de réaliser son plan. La baisse de qualité permet non seulement de réaliser le plan, mais également d'éviter une rupture dans les livraisons aux clients. Ceux-ci préfèrent recevoir les inputs nécessaires avec une qualité inférieure plutôt que de ne rien recevoir du tout. La baisse de la qualité permet ainsi, en cas de pénurie à la marge, d'égaliser l'offre et la demande. En outre, les échanges parallèles, le troc, les opérations sur le marché gris permettent de réaliser des échanges avantageux du point de vue de la réalisation du plan. Ce facteur ne doit cependant pas être surestimé.

(3) Voir G. Roland, « Les crises économiques de type soviétique », *Cahiers Marxistiques*, n° 139/140, janvier-février 1986, pp. 46-58.

le prix de la cohérence

Il y a donc une grande cohérence interne aux différents mécanismes économiques et les différentes formes de régulation permettent la reproduction du système ainsi que la croissance économique. Le plein emploi macroéconomique des ressources et de la force de travail est réalisé en permanence et il n'y a jamais de danger de surproduction généralisée. L'existence d'une pénurie « normale » permet aux autorités de vérifier cet état de plein emploi. La planification à partir du niveau atteint, qui consiste à calculer les plans en majorant le plan de l'année précédente d'un certain taux de croissance, a deux avantages importants : premièrement, elle permet d'assurer toujours une croissance de la production et d'éviter une décroissance, deuxièmement elle permet d'améliorer l'équilibre des plans. Le plein emploi et la croissance sont cependant obtenus au prix d'innombrables gaspillages microéconomiques ainsi qu'au détriment de la satisfaction des besoins, car les besoins s'« adaptent » à la production. Les gaspillages ont évidemment des conséquences macroéconomiques. La mauvaise qualité pose un problème de compétitivité sur les marchés mondiaux et l'importe par conséquent les possibilités d'importation. La consommation élevée de ressources par unité produite implique la prépondérance du secteur de moyens de production. L'absence d'intérêt pour le progrès technique et les dépenses élevées de ressources donnent à la croissance son caractère extensif. Le progrès technique doit être injecté d'en haut, ce qui entraîne également toutes sortes de gaspillages et un taux d'investissement élevé, au détriment de la consommation qui ne croît que faiblement.

La régulation, les objectifs de croissance et l'injection du progrès technique dépendent du dynamisme et de l'autorité du pouvoir. La hiérarchie pyramidale de bureaucratie n'est pas un élément parasitaire, mais est l'épine dorsale du système économique. Le rapport de production fondamental est celui d'un rapport de subordination du bas en haut de l'appareil. Les pénuries reproduisent la nécessité d'un pouvoir fort qui fait respecter ses décisions d'allocation et qui puisse jouer son rôle de régulation. Les chaînons hiérarchiques doivent être suffisamment dociles que pour jouer le rôle qui leur est prescrit par le rapport de subordination. Si le pouvoir était contesté ou son autorité sapée, si les injonctions d'en haut et les directives obligatoires du plan n'étaient pas suivies, il y aurait un danger évident de dérapage, de paralysie de la prise de décision, d'absence d'exécution des ordres, de déchirements entre des particularismes sectoriels et régionaux porteurs d'aucun principe de régulation globale, avec au bout du chemin l'implosion sociale.

découragement

Les effets négatifs du rapport de subordination sont surtout ressentis au niveau de la production directe par les travailleurs individuels. D'une

part, ils sont les témoins des gaspillages microéconomiques les plus évènements. L'arythmie de la production, la mauvaise qualité des inputs, les substitutions forcées, les équipements déficients, l'obligation de remplir le plan à tout prix au détriment de la qualité et du bon sens apparent, sont des facteurs de démoralisation. Tout ouvrier communiste enthousiaste finirait par se décourager, face à de telles conditions de production. Les travailleurs ne peuvent influencer le cours des choses par leur propre initiative, car ils sont enserrés dans le rapport de subordination et les phénomènes négatifs dont ils sont les témoins dépendent de facteurs interdépendants qui remontent jusqu'au sommet de l'appareil. Le sommet n'a évidemment pas la possibilité de redresser l'état des choses dans chaque unité de production. Il peut seulement réagir au plus pressé et intervenir uniquement dans les cas graves. D'où l'apparition d'un gaspillage, d'une arythmie et d'une pénurie « normales ». D'où également une grande aliénation et une insatisfaction extrême au travail qui favorisent le développement de comportements amoraux et asociaux, de fuites individuelles dans l'alcool, d'une irresponsabilisation et d'un détachement total vis-à-vis des problèmes de la production. Il serait totalement exagéré de présenter ces comportements comme des formes de résistances collectives à la bureaucratie. De nombreux économistes et sociologues, à la suite de T. Zaslavskaïa, se rendent compte que l'aliénation, l'impossibilité de déployer sérieusement son initiative et ses potentialités professionnelles sont la cause principale de l'« indolence » sur le lieu de travail.

La pénurie de main d'œuvre crée la possibilité d'espaces de liberté individuels dans ce cadre aliéné. Le travailleur indiscipliné ne craint pas les représailles à cause de la pénurie de main d'œuvre. L'entreprise tend à thésauriser la main d'œuvre excédentaire pour faire face à l'arythmie de la production et à des augmentations anticipées du plan. Les directeurs tendent même à donner toutes sortes d'avantages aux travailleurs pour freiner la mobilité volontaire.

La pénurie de main d'œuvre renforce une distribution égalitaire des revenus, indépendamment de la volonté des autorités centrales. Cette pénurie crée en général une pression à la hausse des salaires, mais l'évolution globale des salaires est contrôlée par les autorités. La pression pénurique des salaires a donc un effet redistributif. Les travailleurs les moins qualifiés, les plus indisciplinés, les plus instables et les plus mobiles, dans la mesure où ils donnent le coup de pouce nécessaire qui fait toute la différence entre un plan réalisé à 99 % et un plan réalisé à 100 %, verront leurs demandes de hausses de salaires satisfaites plus facilement, car cette petite différence en termes d'effort fait une grande différence pour l'entreprise, en termes de primes, prestige, possibilités de carrière pour le directeur et les cadres. Comme il y a un contrôle global des salaires, les concessions salariales en faveur de ceux qui tra-

vailent le moins — mais qui rapportent le plus — sont faites au détriment des travailleurs plus qualifiés, moins mobiles et dont le travail donne plus de résultats à long terme que des résultats immédiats : ingénieurs, techniciens, etc.

le besoin croissant de démocratie

Mais il y a une chose fondamentale qu'il importe de saisir : tout comme le système économique fonctionne avec cohérence et se reproduit lui-même constamment tout en assurant la croissance, il y a aussi un équilibre social qui assure la pérennité du mode de production. Le pouvoir monolithique, l'absence de démocratie ainsi que tous les phénomènes négatifs dans la société sont subis relativement passivement, bien que non sans grogne et frustration, car il existe toute une série d'avantages et d'acquis très tangibles. La sécurité d'emploi est absolue, il n'y a pas de crainte du chômage, la sécurité d'existence est assurée par un accès garanti à un niveau de consommation minimal pour tous les besoins de base : logement, nourriture, éducation, santé, etc. La distribution relativement égalitaire est conforme aux valeurs très égalitaristes de la société soviétique et le fait que les bureaucrates doivent se cacher derrière des rideaux pour jouir de leurs privilèges n'infirmes pas, mais confirme cet égalitarisme. La crainte du changement traverse des couches très importantes de la population, pas seulement des parties importantes de la bureaucratie, mais également des couches importantes de travailleurs. A des degrés divers et selon les groupes de référence auxquels les individus se rattachent, la crainte du changement signifie la peur qu'à court et à long terme, les risques de pertes soient plus importants que les gains anticipés : risque de perdre son emploi, de mobilité économique forcée, de détérioration du revenu et des conditions de vie, de pertes de privilèges particuliers et de rentes de situation, etc.

Cet équilibre social tend à s'éroder au fur et à mesure que le mode de production s'essouffle de plus en plus et tend vers ses limites qui forment un obstacle de plus en plus puissant au développement des forces productives. La croissance de la production et du niveau de vie stagne de plus en plus. Les nouveaux investissements perdent de plus en plus d'efficacité au fur et à mesure que se renforce la pénurie de la main d'œuvre : il y a de moins en moins de travailleurs pour occuper les nouveaux postes de travail créés. Le système de planification existant, c'est à dire la gestion ultracentralisée de la production courante, devient de moins en moins capable de faire face à la complexification croissante des valeurs d'usage et à la croissance de plus en plus diversifiée, spécialisée et individualisée des besoins. Les inefficacités et gaspillages multiples au niveau de la production et de la consommation sont de plus en plus mal vécus. L'autorité du pouvoir tend de plus en plus à s'affaiblir

face aux particularismes des ministères et à subir l'érosion de la corruption, du clientélisme et de l'économie « de l'ombre ». Les travailleurs soviétiques, de plus en plus qualifiés et instruits, sont de plus en plus insatisfaits de ne pouvoir déployer leurs initiatives, leur créativité et leurs talents. Le besoin de démocratie, de liberté d'expression et d'association se font de plus en plus sentir. Dans toutes les couches de la population et à des degrés divers selon la place occupée dans la hiérarchie, les forces sociales en faveur d'un changement radical tendent à croître.

2. LE MODELE D'UNE ECONOMIE « REFORMEE »

équilibre par le marché

Le modèle d'un nouveau système économique, tel qu'il se dégage de la critique du mode de production existant, des discussions entre économistes depuis trente ans et de l'expérience positive et négative des tentatives de réformes, en URSS et à l'étranger, pourrait en gros avoir les traits suivants, dans l'hypothèse optimiste d'une transition aboutie.

L'équilibre de la production courant ne se fait plus par les organes de planification centraux et sectoriels, mais par le marché. Les entreprises autogérées décident elles-mêmes de leur production et de leurs achats. Leur activité n'est plus évaluée par un quelconque système d'indices du plan, mais par la demande solvable des consommateurs. L'offre et la demande sont régulées par le mouvement libre des prix. Une hausse (baisse) des prix informe les producteurs d'une hausse (baisse) des besoins sociaux pour les valeurs d'usage particulières produites et la recherche du profit les pousse à prendre des décisions de production conformes à l'évolution des besoins. Les prix informent les consommateurs du coût pour la société des produits offerts et fixent leur demande en conséquence. La limitation des moyens financiers à leur disposition les poussent à prendre des décisions d'achat qui donnent l'effet utile maximal tout en minimisant, à structure de production donnée, la dépense en travail de la société.

Ce mécanisme d'équilibre ne peut fonctionner de façon satisfaisante que dans le court terme et au voisinage de l'équilibre, c'est à dire quand les différences entre l'offre et la demande sont relativement marginales. C'est pourquoi la planification est tout à fait indispensable, à la fois pour veiller aux équilibres dynamiques de long terme et pour éviter des dérapages substantiels par rapport à ces sentiers d'équilibre. Au plus les investissements requièrent des immobilisations importantes d'un coût et d'une interdépendance croissants, au plus l'horizon temporel des anticipations des entreprises et des agents économiques doit bénéficier d'une stabilité de long terme, et cette stabilité des anticipations peut de moins en moins être fournie par les indicateurs de prix de court terme

des marchés, dont la variabilité et la volatilité croissent avec le degré des déséquilibres de long terme. Contrairement à la planification actuelle qui correspond surtout à une gestion centralisée de la production dans le court terme (plan annuel et trimestriels), ce type de planification sera beaucoup plus axée sur le long terme, en fonction de choix de société démocratiques sur les taux de croissance et d'accumulation macroéconomiques, sur les rythmes d'introduction du progrès technique, en fonction des décisions concernant le développement des régions, les choix de macroprojets d'infrastructure économique, sociale et écologique. Il s'agira donc d'une planification stratégique incorporant tant les préférences sociales intertemporelles que les contraintes dynamiques liées aux prévisions démographiques, technologiques et écologiques ainsi qu'aux prédictions relatives au commerce extérieur. Cette planification ne s'ingèrera pas dans la gestion courante des entreprises, mais fournira des prévisions de long terme, basées sur la désagrégation relative des plans choisis ainsi que sur des extrapolations des tendances courantes pour dégager les goulets d'étranglement futurs. Des règles fiscales et monétaires (règles de taxation et de subvention, taux d'intérêt à long terme, etc.) veilleront à influencer les décisions des entreprises en fonction des choix sociaux de long terme. Cette planification va bien au delà de la politique macroéconomique keynésienne d'ajustement conjoncturel de court terme, car elle intègre le long terme et permet d'harmoniser en longue période les taux d'accumulation, les rythmes de développement du progrès technique et la croissance de l'offre de travail. Elle peut donc permettre d'éviter l'alternance de périodes de croissance accélérée et de chômage massif qui caractérisent le développement du capitalisme. Ce type de planification est beaucoup plus compliquée que la planification soviétique actuelle, car elle doit incorporer dans ses prévisions ainsi que dans la fixation de règles fiscales et monétaires la «réponse» macro- et mésoéconomique des entreprises à ces règles ainsi qu'aux informations fournies par les planificateurs. On a ainsi tout un jeu d'anticipations croisées dont il faut tenir compte. Une fois adoptées après mûres réflexions et études, les règles en vigueur doivent être stables et respectées. Ceci est également très compliqué, car aucun système de règles n'est parfait et on trouvera toujours des cas concrets où l'application des règles aboutit à des absurdités évidentes. Cela est inévitable dans n'importe quel système économique et social. Le respect des règles choisies démocratiquement est néanmoins tout à fait nécessaire pour garantir leur stabilité, condition indispensable pour la qualité des anticipations des différents acteurs de la vie économique.

et la répartition des revenus ?

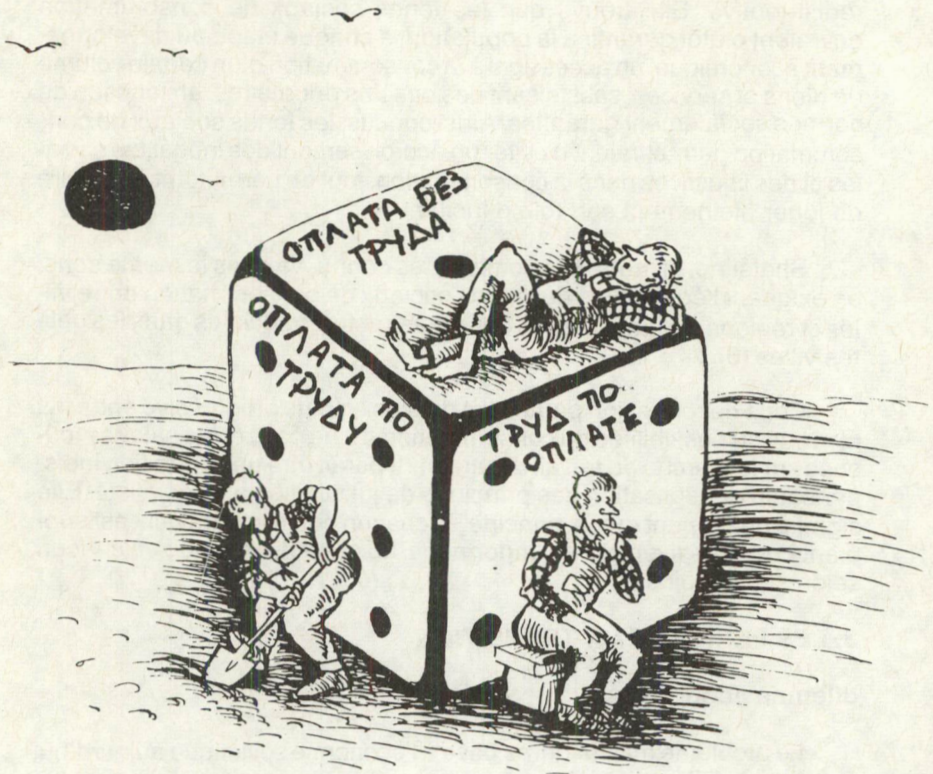
Ce nouveau type de planification pose de nombreux problèmes théoriques et pratiques qu'il est impossible d'aborder ici en détail. Néan-

moins, si cette planification dispose de bases solides et jouit d'une crédibilité suffisante auprès des entreprises, elle peut permettre d'utiliser avantageusement les mécanismes régulateurs du marché comme instruments du Plan, sans entraîner des déséquilibres et fluctuations majeures. Cela signifie également que les organes responsables de la politique économique doivent veiller, dans le cadre du sentier de croissance du Plan, au maintien des conditions normales de fonctionnement du marché. En d'autres mots, il faut veiller à ce qu'il y ait constamment un léger excédent de l'offre sur la demande, de façon à stimuler une saine concurrence entre les producteurs, à les pousser à améliorer la qualité des produits, à réduire les coûts et introduire des innovations technologiques.

Ce nouveau modèle économique pose néanmoins un problème majeur qu'il convient d'aborder en toute lucidité : celui de la répartition des revenus. L'amélioration des conditions permanentes des biens de consommation ne peut qu'améliorer le bien-être des citoyens soviétiques. Pour un très grand nombre de biens et services, le choix libre des consommateurs représente un « vote par le Rouble » qui permet un choix démocratique et efficace de la structure de consommation. Ceci n'est toutefois valable que si les « votes » sont égaux, c'est à dire s'il y a égalité des revenus. Cependant, la structure des revenus est déterminée à court et moyen terme par l'offre et la demande pour les différentes qualifications. Les offres et demandes dépendent à leur tour du degré de pénibilité des postes de travail ainsi que de leur rendement utile pour la société. Or, les conditions différentes d'offre et de demande pour les différentes qualifications ne permettent pas d'obtenir l'égalité des revenus. De plus, les stimulants matériels jouent un rôle fondamental dans une société où le bien-être matériel est placé très haut dans la hiérarchie des valeurs. Or, la stimulation matérielle va à l'encontre de l'égalitarisme. Son efficacité requiert même d'accroître l'éventail des salaires, par rapport à la situation actuelle. Toujours du point de vue de la répartition des revenus, un autre élément fondamental doit être mentionné : même si la planification peut permettre en général d'éviter l'apparition d'un chômage massif, il sera impossible de garantir l'absence de chômage à tout moment pour tous. Le plein emploi garanti nécessite une pénurie de main d'œuvre qui a soit un effet inflationniste, soit neutralise les mécanismes de stimulation matérielle, ce qui entraîne des effets très négatifs sur les résultats de la production. Etant donné ces facteurs, il semble totalement indispensable, du moins si on se place dans l'optique du socialisme, de déconnecter partiellement, et de plus en plus au fur et à mesure où cela est possible, la distribution des revenus de la structure des salaires résultant des mécanismes du marché du travail.

Ce problème est abordé par de nombreux économistes soviétiques. Dans un article qui a suscité de nombreuses réactions (4), N. Rimas-

(4) N. Rimashevskaja, «Raspredelenie i spravedlivost», *Ekonomičeskaja Gazeta* n° 40 1986, pp. 6-7.



Le dé et les salaires. Au dessus : salaire sans travail, à gauche : salaire selon le travail, à droite : travail selon le salaire (caricature de la revue sibérienne EKO).

hevskaja, éminente spécialiste des problèmes de la répartition, a posé explicitement le problème de la justice sociale dans la distribution des revenus. Elle note que le salaire a deux fonctions : une fonction de répartition sociale de la consommation et une fonction d'incitant au travail, correspondant au principe « à chacun selon son travail ». Pour elle, les salaires doivent jouer pleinement leur rôle d'incitant, alors que les fonds sociaux de consommation doivent fournir la fonction de répartition (5). Or, ce n'est pas le cas actuellement. La répartition notamment des fonds sociaux de consommation des entreprises, servant à financer crèches, logements, activités sportives, culturelles et touristiques, obéit à la logique de la répartition selon le travail et non à une logique de justice sociale

(5) Les fonds sociaux de consommation concernent non seulement les pensions, assurance-maladie, etc. mais servent à financer les nombreuses consommations individuelles ou collectives fournies gratuitement ou presque.

redistributive. Elle trouve que les fonds sociaux de consommation devraient plutôt garantir à la population, à chaque étape du développement économique, un accès égal à la consommation d'un certain volume de biens et services, satisfaisant des besoins prioritaires, en fonction de normes socialement garanties. Ainsi conçus, les fonds sociaux de consommation permettraient d'éviter un accroissement des inégalités sociales et des injustices dans la consommation, tout en permettant au salaire de jouer pleinement son rôle d'incitant.

Shataline, un autre économiste très connu, va dans le même sens, en exigeant l'égalisation des fonds sociaux de consommation entre villes et régions et l'amélioration des infrastructures sociales dans les petites villes (6).

Cette déconnexion partielle et de plus en plus progressive entre les revenus ou possibilités de consommation d'une part, et les salaires touchés sur le marché du travail d'autre part, paraît être une condition indispensable de réalisation des principes de justice sociale socialiste. Elle signifie également que le principe «à chacun selon son travail» est supplanté progressivement en importance, au profit du principe «à chacun selon ses besoins».

3. LES PERILS DE LA TRANSITION

dilemne économique...

Le problème majeur qui se pose à l'économie soviétique aujourd'hui est celui de la transition entre les deux systèmes économiques. Ce problème est extrêmement difficile, car rien ne garantit la stabilité d'un processus de transition graduel. Au contraire, les obstacles et embûches sont très nombreux.

La transition doit résoudre un dilemne économique fondamental et respecter une contrainte socio-politique très astreignante.

Le dilemne économique est le suivant. D'une part, tout ensemble de réformes partielles sera privé d'effet économique majeur si elles ne font pas sauter le carcan des rapports de production existants. Au contraire, ces réformes seront «récupérées» et «neutralisées» par les rouages économiques existants. La régulation simultanée de la production par le plan impératif dans certains secteurs et par le marché dans d'autres secteurs est incompatible dans le cas de secteurs fortement interdépendants. D'autre part, toute réforme «globale» et brusque ris-

(6) S.S. Shataline, *Effektivnoe ispol'zovanie resursov: interesy i stimuly*, EKO n° 12 1986, pp. 12-13.

que d'engendrer dans un premier temps des désordres économiques plus ou moins importants que le système économique existant permettait d'éviter : baisse absolue de la production, dérapage inflationniste des prix, fluctuation des revenus.

... et contrainte socio-politique

A ce dilemme s'ajoute une contrainte socio-politique fondamentale : à tout moment du processus de transition, le rapport de forces dans la société entre partisans et opposants de la réforme doit pencher en faveur des premiers et cette tendance doit se renforcer constamment. Or, il est fondamental d'intégrer cette contrainte socio-politique dans le raisonnement économique. Cela signifie, entre autres, qu'une réforme purement technocratique n'aurait aucune chance d'aboutir. Une minorité de la population est favorable à la réforme, sait qu'il n'y a pas d'autre issue à long terme et est prête à endurer des sacrifices provisoires dans ce but. Mais il y a une grande masse d'indécis qui appuie la réforme dans l'espoir qu'elle améliorera les conditions de vie immédiates, mais qui pourrait rejoindre le camp des opposants à la réforme si des changements tangibles ne se produisent pas ou si certains des acquis existants sont remis en cause, aboutissant à anticiper une détérioration des conditions de vie. Même si la démocratisation de la vie politique constitue une condition indispensable au succès à long terme de la réforme économique, elle ne peut nullement garantir qu'il n'y aura pas un « retour de manivelle » qui bloque la réforme économique pour un temps plus ou moins long.

Cette contrainte socio-politique est d'autant plus forte qu'indépendamment du progrès de la réforme, la situation macroéconomique actuelle de l'URSS exige rapidement une série de mesures de redéploiement. En effet, il y a un déséquilibre entre la main d'œuvre trop rare et les équipements, trop nombreux et vieillissants qui englobent chaque année une part considérable de ressources matérielles et humaines. La solution évidente à ce déséquilibre macroéconomique est de mettre hors service une partie importante des équipements vieillissants et usés et de redéployer la main d'œuvre vers les équipements les plus modernes et les plus rentables. Socialement, cela signifie le passage au travail en équipes dans les entreprises les plus performantes, la fermeture des usines les plus délabrées et la réaffectation d'une partie de la main d'œuvre. Ces mesures sont économiquement indispensables et urgentes, mais ne peuvent recevoir le soutien de la population si les conditions sociales de ces réaffectations ne sont pas réunies : le passage au travail en équipes doit s'accompagner d'avantages salariaux, mais aussi de la possibilité de pouvoir trouver les biens et services que l'on désire acquérir avec son revenu supplémentaire; les travailleurs contraints de déména-

ger doivent pouvoir trouver des conditions de logement et de consommation aussi bonnes qu'avant, etc.

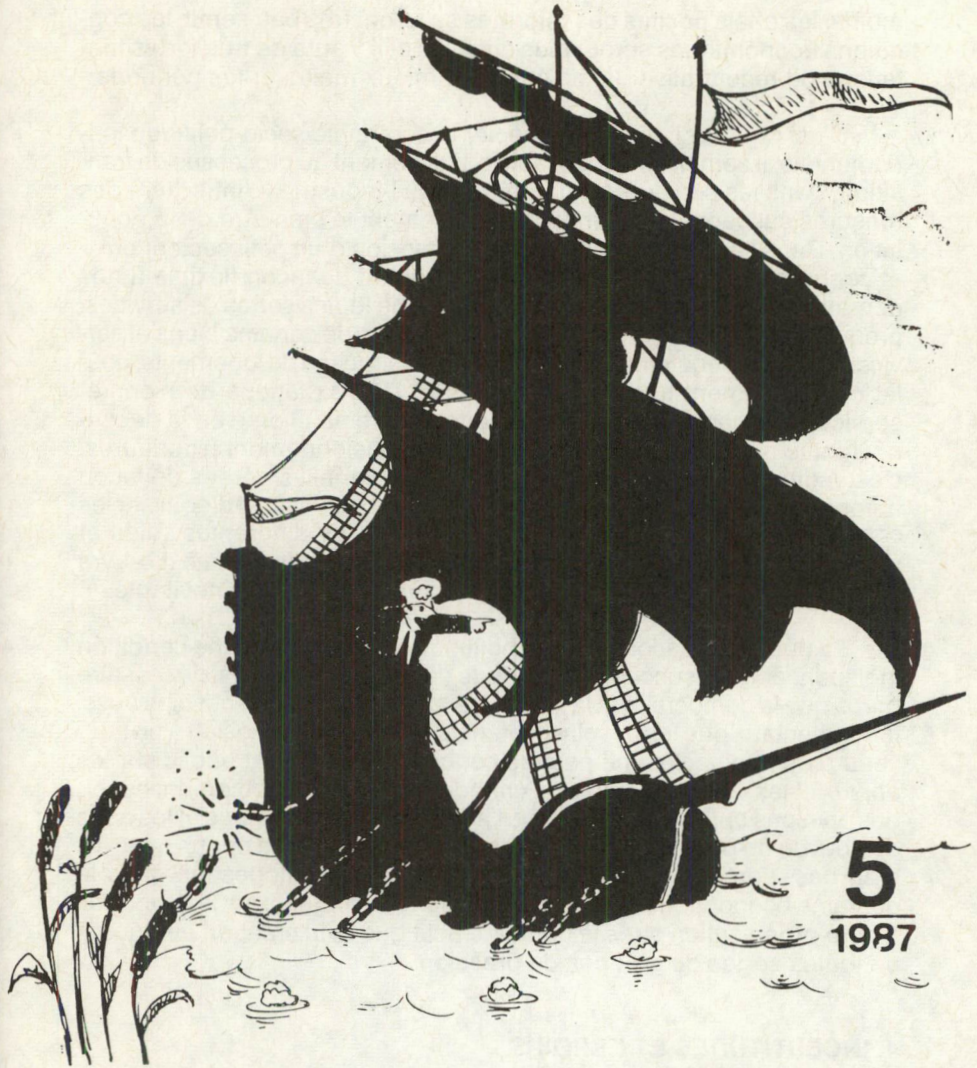
Au vu de ce dilemne économique et de cette contrainte socio-politique quelle est la stratégie de transition porteuse de la plus grande probabilité de succès ?

un parcours hybride ?

Un passage brusque et total au nouveau modèle semble exclu. Même précédé d'une réforme des prix intelligente, un passage immédiat et total de tous les secteurs à une régulation décentralisée par le marché aboutirait dans le court terme à un processus inflationniste, étant donné la situation prévalente de pénuries chroniques. Toujours dans le court terme, cette inflation ne pourrait être contenue que de deux façons : soit par un gel des prix qui équivaudrait à paralyser les mécanismes marchands, soit par une politique monétaire et financière très stricte qui aboutirait à la faillite indiscriminée d'un trop grand nombre d'entreprises, étant donné le trop grand écart des prix relatifs par rapport aux prix d'équilibre assurant une reproduction économique stable. Un tel scénario est plus que probablement voué à l'échec car il se heurterait de front à la contrainte socio-politique fondamentale.

La période de transition semble donc condamnée à suivre un parcours hybride : le maintien d'une gestion centralisée de fait pour les secteurs et produits où les déséquilibres sont encore trop importants, et libération des prix et liberté contractuelle pour d'autres secteurs et produits où les déséquilibres sont moins graves, et surtout où la réadaptation de la structure de la production à la demande solvable nécessite des investissements relativement faibles avec mises en services rapides et rotation accélérée des fonds fixes immobilisés. Cette condition permet que la hausse des prix, inévitable dans un premier temps pour les produits les plus demandés, soit rapidement neutralisée par une hausse rapide de l'offre.

Quoi qu'il en soit, cette période de transition présentera nécessairement des aspects insatisfaisants sous plusieurs aspects. De nombreux producteurs confrontés aux conditions du marché du côté de leur offre, ne pourront s'adapter correctement à la demande qui leur sera adressée, car leur propre approvisionnement en inputs sera encore déterminé par le plan centralisé d'approvisionnement. Habitues aux conditions actuelles de production, ces entreprises risquent de produire, à partir des approvisionnements planifiés, des biens qui iront grossir les stocks d'invendus. Une rigueur dans l'octroi des crédits par les organismes financiers est donc nécessaire pour pousser ces entreprises à refuser les approvisionnements inadéquats. Ces refus soulageront partiellement



Le voilier en détresse s'appelle Autonomie financière (caricature de la revue sibérienne EKO).

les pénuries et permettront une extension de la réforme à d'autres produits. En tout état de cause, il paraît inévitable qu'il y ait une période d'adaptations structurelles pendant laquelle la croissance sera faible, voire réduite, et où l'adaptation de l'offre à la demande restera relativement lente. Pendant toute cette période, qui durera plusieurs années au

moins, les effets positifs des réformes se feront très peu sentir, les conditions économiques seront plus difficiles et il y aura de très fortes tentations de recentraliser la gestion pour mieux maîtriser les pénuries.

C'est pourquoi, afin de respecter la contrainte socio-politique fondamentale, il semble indispensable parallèlement au processus de transition, dans les secteurs fondamentaux de l'industrie, d'introduire des mesures susceptibles d'améliorer rapidement le bien-être de la population. Dans l'immédiat, cela signifie l'extension d'un petit secteur privé et coopératif pouvant s'adapter rapidement et de façon flexible à des demandes localisées précises : fournitures de toutes sortes de services, production et/ou commercialisation coopérative de certains biens et services. Il importe également d'accroître la construction de logements, goullet d'étranglement traditionnel en URSS. L'offre étatique de biens et services aux consommateurs peut encore être améliorée en la déconnectant le plus possible de sources d'approvisionnement extérieures, c'est à dire par la création de filières intersectorielles gérées de façon autonome. De façon générale, un objectif fondamental est d'égaliser les conditions d'accès à la consommation dans les différentes villes et régions. Sans cela, le redéploiement indispensable de la main d'œuvre se heurtera à une opposition sociale compréhensible et inévitable.

La démocratisation de la vie politique est également une condition indispensable au succès de la période de transition. Elle est nécessaire parce que la démocratie et la liberté d'expression sont des besoins aussi fondamentaux que les besoins matériels, parce que l'adhésion à un nouveau projet de société ne peut se concevoir sans débat public sur les enjeux et les voies concrètes du changement, sans affrontement ouvert des opinions opposées, parce que l'arbitraire bureaucratique et les abus de pouvoir ne peuvent être combattus efficacement que par un contrôle d'en bas, parce que le combat pour une réelle autogestion dans le domaine économique nécessite l'éclosion et l'apprentissage de formes d'auto-organisation dans le domaine politique et la création autonome de toutes sortes de groupes de pression.

4. INCERTITUDES ET ESPOIRS

qu'est-ce qui est déjà changé ?

Il importe de bien saisir le dilemme économique et la contrainte socio-politique fondamentale dont nous avons parlé dans la section précédente, afin d'avoir une vue lucide et réaliste sur les changements économiques actuellement en cours en URSS. La situation actuelle peut brièvement être caractérisée de la façon suivante : d'une part, il n'y a jusqu'à présent dans la pratique aucun changement significatif par rap-

port à la logique du mode de production existant, d'autre part, la volonté politique du changement, en particulier chez M. Gorbatchev, est de plus en plus forte, déterminée et résolue.

Depuis avril 1985, l'action économique de la nouvelle direction soviétique a été essentiellement dans deux directions : premièrement une extension et un élargissement de l'expérience économique de 1984, lancée par Andropov; deuxièmement, une série de mesures disciplinaires spectaculaires créant un certain choc psychologique dans l'opinion.

L'«expérience de grande échelle» lancée en 1984 dans cinq ministères et appliquée à l'ensemble de l'économie depuis le 1.1.87 n'a consisté pour l'essentiel qu'à remodeler les traditionnels «indicateurs de succès». La planification directe du nombre de travailleurs a été abandonnée au profit d'une planification directe d'un fonds salarial de base, dont les accroissements dépendent, selon un «normatif» stable, d'une mesure de la croissance de la production. Les principaux indicateurs «formateurs de fonds» devaient dépendre de l'indice de réalisation des contrats (7) et de la baisse du prix de revient. De plus, un système plus sévère de majorations et de rabais sur les prix de gros devait encourager la production d'articles de qualité supérieure. L'innovation la plus importante, introduite par le décret du 12 juillet 1985, consistait à laisser aux entreprises la liberté d'utiliser leurs fonds de développement de la production pour financer des petits investissements auxiliaires. Les entreprises devaient théoriquement également pouvoir décider de façon autonome de l'affectation du fonds socio-culturel et d'habitation. C'est même dans ce domaine que la démocratie ouvrière était appelée à jouer le plus grand rôle.

L'appréciation par la plupart des économistes de l'expérience de 1984 est plutôt négative. Une discussion du «club des directeurs» de la revue *EKO* sur la *perestroïka* fait ressortir des avis très négatifs (8). Les entreprises n'ont pas pu utiliser les possibilités du fonds de développement de la production, et l'immixtion des ministères et des organes supérieurs dans la gestion courante est restée inchangée. Une enquête commandée par les syndicats et menée en 1985 auprès de 3.000 ouvriers de 20 entreprises participant depuis 1984 à l'expérience a montré que 40% avaient entendu parler de l'expérience mais ne se représentaient pas concrètement de quoi il s'agissait. Seulement 16% avaient eu des séances d'information à ce sujet. Seuls 6,4% des ouvriers et 4,5% des ingénieurs et techniciens disent avoir participé à des décisions concernant l'affectation du fonds de développement de la production et

(7) Il s'agit de la production planifiée de laquelle on soustrait la somme des violations de contrats vis-à-vis des clients. La limite supérieure de cet indice est 100%, correspondant à une violation nulle des contrats.

(8) *EKO* n° 3 1987, pp. 55-71.

du fonds socio-culturel et d'habitation (9). Une enquête menée en 1984 et 1985 dans l'industrie électro-technique montre une certaine désillusion progressive concernant cette expérience. En 1984, 39% des cadres interrogés pensaient que l'expérience allait accélérer l'intensification. En 1985, ce chiffre n'était plus que de 18% (10). Cette enquête a permis, à travers les réponses aux questions, de dresser un tableau d'opinion des directeurs : 21% sont des partisans conséquents de la réforme, 15,8% sont des conservateurs et 56,7% ont des vues incohérentes, appréciant positivement le changement, mais se détournant en fait en même temps de la plupart des nouveautés (11).

Outre les résultats peu probants de l'expérience de 1984, certaines mesures disciplinaires ont eu pour effet de créer un choc psychologique dans la population. Andropov avait déjà lancé en 1983 une campagne pour renforcer la discipline du travail. La campagne de Gorbatchev contre l'alcoolisme a été menée avec une poigne de fer. On peut citer également la campagne contre les revenus illégaux qui s'est attaquée vigoureusement à la corruption dans l'appareil, même si cette campagne a par moments dévié et eu un effet négatif sur les marchés kolkhoziens. Particulièrement significative est l'introduction de la Gospriemka, un corps d'inspecteurs indépendant des entreprises et des ministères, chargés de vérifier le respect des normes de qualité dans les entreprises. Instaurée depuis le 1.1.87 dans 1.500 entreprises, la Gospriemka a suscité de nombreux conflits. Fin janvier, on a constaté qu'il n'était pas rare que 10 à 20% de l'output soit renvoyé à la production pour violation des normes du Gosstandart. Les conséquences se sont fait rapidement sentir : augmentation du prix de revient, non réalisation du plan, baisse des revenus de l'entreprise, diminution des primes et dans certains cas, baisse des salaires. Les inspecteurs de la Gospriemka ont subi des pressions de tous côtés pour être plus «laxistes» dans leur contrôle (12). Les chiffres de production du mois de janvier ont été catastrophiques : la plupart des secteurs ont connu une baisse absolue de la production par rapport à janvier 1986, allant jusqu'à - 7,9% dans le complexe de construction mécanique, le fer de lance du 12ème Plan quinquennal (13). L'impréparation de nombreux secteurs aux rigueurs de l'hiver en est en grande partie responsable, mais l'introduction de la Gospriemka a également joué un rôle. Ceci n'est pas étonnant. Comme nous l'avons vu plus haut, la baisse de qualité est un élément régulateur de la production en cas de pénurie marginale. La Gospriemka sup-

(9) V.G. Veretennikov, «Khoziaistvennyi mekhanizm i samoupravlenie», *EKO*, n° 2 1987, pp. 48-49.

(10) N. Ia. Petrakov, E.G. Lasin, «Snatchala-eksperiment, zatem-koreennaia perestroïka: mnenia, fakty, komentarii», *EKO*, n° 4 1987, p. 32.

(11) *Op. cit.*, pp. 37-38.

(12) *Ekonomiticheskaïa Gazeta*, n° 7 1987, p. 9.

(13) *Ekonomiticheskaïa Gazeta*, n° 8 1987, p. 2.

prime cet élément régulateur. Il y a d'ailleurs de grandes chances pour qu'au bout d'un certain temps, les inspecteurs de la Gospriemka cèdent aux pressions en vue de réaliser à tout prix les indices quantitatifs du plan. Dès le mois de février, la presse a fortement mis l'accent sur la nécessité de «rattraper le retard» par rapport au plan. Au bout du premier trimestre de 1987, on a relaté de nombreux exemples d'entreprises où la Gospriemka avait relâché ses exigences (14). Toute mesure disciplinaire visant à corriger tel ou tel défaut du système économique existant ne donne généralement que des effets de court terme. Il en sera probablement de même avec la Gospriemka si des changements plus substantiels ne font pas leur apparition.

Plus prometteuse est l'instauration de l'autofinancement dans 400 entreprises et Unions de cinq ministères depuis le début 1987. Dans les entreprises en autofinancement, l'activité n'est en principe plus gérée par des indicateurs de plans obligatoires, mais par un système de «normatifs». Les fonds salariaux sont déterminés sur base de règles analogues à ceux de l'expérience de 1984. Après paiement des salaires, de la charge sur les fonds fixes et après amortissements, le profit de l'entreprise est réparti selon des normatifs stables en versements au budget de l'Etat et au ministère. Le profit restant est à la disposition de l'entreprise et est réparti, également selon des normatifs, entre les trois fonds : le fonds de développement de la production, le fonds socio-culturel et d'habitation et le fonds de stimulation matériel. L'entreprise décide librement de l'affectation de ces fonds. La réalisation à 100% de l'indice de contrat permet d'obtenir un profit supplémentaire défalqué des versements au budget. Des pénalités à verser à d'autres entreprises doivent être payées sur base du profit restant à la disposition de l'entreprise et vont grossir la rubrique correspondante de l'entreprise indemnisée. En principe, les entreprises en autofinancement chercheront à réaliser les achats et ventes les plus favorables pour leur profit, mais elle supporteront également le fardeau des méventes et erreurs de gestion. Il est trop tôt pour tirer un bilan de l'activité des entreprises en autofinancement, mais les résultats des premiers mois de 1987 sont tout sauf concluants. Les entreprises n'arrivent pas à obtenir les commandes voulues à cause des pénuries et de la planification de l'approvisionnement, et dans beaucoup de cas, le prix de revient a augmenté et le profit diminué (15).

forte volonté politique

Dans la pratique, il n'y a donc pas encore de changements notables. Cette appréciation réaliste de la situation a été reprise en toute

(14) *Ekonomitcheskaja Gazeta*, n° 22 1987, p. 14.

(15) *Ekonomitcheskaja Gazeta*, n° 18 1987, p. 8, n° 25 1987, p. 9.

lucidité par M. Gorbatchev lors du Plénum du Comité Central du PCUS du mois de juin. Il ne s'est pas privé de critiquer vertement l'«inertie» d'un grand nombre de responsables économiques, cités nommément. On peut dire sans exagération que le ton du rapport du secrétaire général est en diapason avec le sentiment de larges masses de l'opinion qui n'ont pas encore vu le début de la perestroïka annoncée, dans leur vie quotidienne comme producteurs et consommateurs. Le Plénum dresse en fait, pour la première fois depuis l'accession de Gorbatchev au pouvoir, un vaste programme de réforme économique qui permet d'espérer que le processus de transition va enfin s'amorcer à une vitesse minimale. La nouvelle loi sur les entreprises étatiques qui sera d'application dès 1988 à deux tiers de l'industrie et dès 1989 à toute l'économie, redéfinit les rapports entre entreprises et organes supérieurs. L'autogestion des entreprises, considérée il y a peu en URSS comme une hérésie profonde, devient le principe moteur des nouveaux rapports de production. Cette loi contient certes toute une série de zones d'ombres et d'ambiguités qui devraient être levées au cours du processus de transition, mais elle fournit une base légale permettant aux entreprises de contrer la tutelle et l'ingérence des ministères dans l'activité courante. Les ordres de production d'en haut sont notamment remplacés par des «commandes gouvernementales» contractuelles qui joueront encore un rôle relativement important pendant toute la période de transition. Deux mesures fondamentales pour le succès de la réforme sont prévues pour avant 1990: la réforme des prix et la réforme du système d'approvisionnement. La réforme des prix se veut globale de façon à permettre à tous les secteurs de s'auto-financer. Elle donnera raison aux économistes mathématiciens qui préconisent depuis longtemps une augmentation du prix des combustibles et de l'énergie. Quant au système centralisé d'approvisionnement, il doit faire place progressivement au commerce de gros des moyens de production, condition indispensable pour assurer la liberté des achats. Il est également prévu que d'ici le prochain plan quinquennal, les organes du Gosplan doivent passer aux nouvelles méthodes de planification, basées beaucoup plus sur le long terme et détachées de la gestion courante de la production.

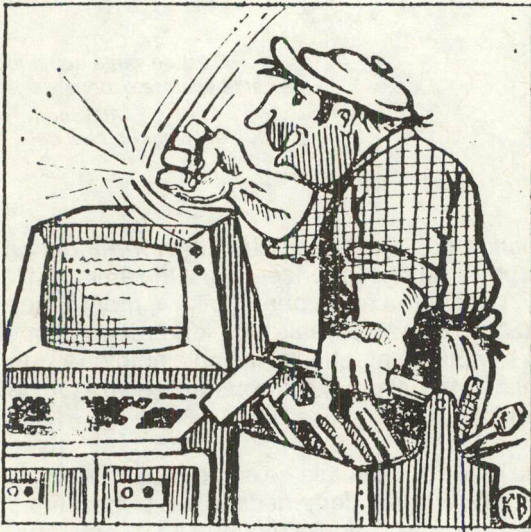
Les mesures annoncées par le Plénum sont donc extrêmement prometteuses. La volonté politique du changement se renforce au fil des mois et le projet de réforme prend de plus en plus une forme précise dans le chef des autorités. Les changements réels sont cependant encore à venir. Un point fort préoccupant actuellement est le fait que la situation des consommateurs ne connaît pas d'amélioration sensible. Les mesures prises en vue d'autoriser des activités privées et coopératives sont soit trop timides (16) soit sabotées en partie par

(16) Ne sont autorisées par exemple à rejoindre une entreprise coopérative que ceux qui n'ont pas ou plus d'emploi. Un travailleur ne peut donc quitter son emploi

l'administration. Etant donné l'importance et l'ampleur de tous les obstacles que le processus de transition devra encore franchir, l'avenir est pour le moment des plus incertains, mais pour la première fois depuis très longtemps, tous les espoirs sont permis.

juillet 1987

Les intertitres sont de la rédaction des CM.



*L'avènement des nouvelles technologies.
(Caricature de la revue sibérienne EKO)*

pour rejoindre une coopérative. Les nouvelles mesures concernent donc surtout les pensionnés et les inactifs ainsi qu'éventuellement les travailleurs du secteur étatique, en dehors de leurs heures de travail normales.

1956-1987 : la renaissance de l'opinion publique en urss

jean-marie chauvier

« C'est de vérité que nous avons besoin, de vérité épaisse et dense, si amère soit-elle. »

Alexandre Tvardovski (1965)
rédacteur en chef de la revue *Novy Mir*.

« Une opinion publique en URSS ? A proprement parler, il n'y en a pas ». Cette petite phrase, énoncée dans une émission télévisée française de 1987, consacrée à la « perestroïka », montre que les changements en URSS n'ont pas ébranlé une idée reçue bien établie : celle d'une société soviétique muette, où la seule opinion « publique » serait celle du Kremlin, fût-il devenu « réformateur » et artisan de la « transparence » (glasnost).

Cette idée reçue occidentale ne contredit pas la propagande soviétique traditionnelle et spécialement dans ses publications pour l'étranger, du type de la revue « Union soviétique » : l'« opinion publique » n'y est jamais qu'une masse anonyme et unanime, « étroitement unie au parti », avant comme pendant la perestroïka (1).

A sa manière, cette propagande paraît confirmer une image massivement répandue chez nous pendant l'année de célébration du fameux « 1984 », l'ouvrage d'anticipation de George Orwell où beaucoup de commentateurs occidentaux ont vu, pour l'essentiel, les traits de la société soviétique : totalitaire, étroitement surveillée par le « Big Brother », asservie jusque dans la vie et les pensées intimes par la « novlangue » — « lan-

(1) Exception faite depuis peu de quelques publications, notamment « Les Nouvelles de Moscou » éditées par l'agence Novosti, et qui témoignent de la nouvelle vitalité interne de l'URSS et d'une partie de ses contradictions.

gue de bois » ou « langue soviétique » qui aurait façonné l'« homo sovieticus ».

Caricature ? Sans doute. Non pas « mensonge », mais « caricature » au sens où certains traits du système soviétique sont sélectivement et grossièrement appuyés.

L'observation personnelle, la lecture des journaux, les conversations en révèlent beaucoup d'autres. Et d'abord, cette contradiction au sein même de « ce qui est officiel » : entre le discours de propagande stéréotypé et la multitude d'articles, de livres, d'ouvrages scientifiques soviétiques qui nous familiarisent avec un monde fourmillant de contradictions, d'opinions contrastées, de douleurs, d'interrogations, d'espairs, bref de *réalités humaines*. Sinon où donc les chercheurs occidentaux auraient-ils puisé les matériaux d'étude de ce que beaucoup nomment depuis longtemps « l'opinion publique soviétique », en tant que catégorie bien distincte du discours officiel ?

Opinion publique ou pas ? La question ne peut avoir de réponse univoque, ni définitive : elle a déjà une histoire, elle est au cœur d'une actualité en pleine effervescence, et elle donne lieu en URSS, dans le discours officiel comme chez les chercheurs, à des... opinions diverses.

« Pour qu'il y ait opinion publique, nous dit par exemple Guennadi Batyguine, rédacteur en chef de la Revue de recherches sociologiques, *il faut qu'il y ait diversité des opinions, qu'on prenne intérêt à cette diversité, qu'on soit tolérant, qu'on apprenne à penser alternativement, que ces opinions aient des canaux pour s'exprimer* »(2).

Effectivement, il ne suffit pas qu'il y ait « des opinions » pour qu'elles forment une « opinion publique », a fortiori pour que celle-ci ait un rôle reconnu et nettement défini. *Diversité, publicité et rôle des opinions* sont trois questions distinctes.

La diversité des opinions, des croyances, des sensibilités a toujours existé — même aux pires moments de la dictature stalinienne. Comment s'en étonner, d'ailleurs, à une époque (années 30) ou, moins homogène qu'aujourd'hui, la société soviétique est majoritairement constituée de paysans, d'ex-petits producteurs collectivisés ou déracinés, profondément imprégnés de cultures, de foi religieuse et de croyances populaires pour le moins très éloignées de l'idéologie officielle (3). Oppositions politiques, religieuses et nationalistes ont été traquées par l'Etat stalinien avec une brutalité inouïe et des prétentions totalitaires évidentes. Les témoignages et les rares archives officielles dont on dispose

(2) Entretien à Moscou, juillet 1987.

(3) Voir Moshe Lewin *La formation du système soviétique*, Editions Gallimard, 1986.

aujourd'hui sur cette histoire tragique nous disent pourtant combien les résistances et les « dissidences » ont été considérables. Depuis les oppositions de gauche, à l'intérieur et à l'extérieur du parti communiste, jusqu'aux diverses fractions nationalistes dont certaines, pendant la guerre, se sont alliées aux occupants nazis.

D'autre part, le tableau ne se résume pas à une confrontation entre un « pouvoir totalitaire » et une société rebelle. Le pouvoir domine, réprime et en même temps se construit d'adhésions populaires, liées aux réalisations sociales, culturelles et même à la « souplesse » manifestée à l'égard d'une certaine « diversité » des cultures nationales. On peut aussi rappeler que les concessions staliniennes à la morale traditionnelle, à la famille patriarcale — si elles ont heurté les conceptions révolutionnaires — ont très certainement rapproché le pouvoir des « opinions » de la grande masse.

La résistance aux envahisseurs nazis — cette « barbarie venue d'Occident » contre laquelle se sont rassemblés les peuples soviétiques — a été l'occasion de réhabiliter, pour la cause, une Eglise orthodoxe durement affectée par les campagnes athéistes. Et dans le même élan : le culte des héros et du passé national russe dont un internationalisme généreux mais sommaire avait cru devoir faire « table rase ». Procès de restauration du patrimoine qui s'est poursuivi et constituera, dans les années 70-80, un « mouvement d'opinion » particulièrement vaste et diversifié.

Il ne faut pas oublier non plus qu'en marge de l'idéologie des organisations soviétiques (où l'« idéalisme » révolutionnaire, la ferveur communiste ou patriotique coexistent avec les mentalités bureaucratiques et policières les plus cyniques), à côté des cultures nationales et religieuses plus ou moins tolérées, il y a toute la vie « souterraine » des subcultures paysannes, sectaires (religieuses) et délinquantes, celles des vagabonds et des forçats, le folklore « blatnoi »... Ces composantes non strictement politiques de la vie sociale, souvent négligées dans nos études, sont indispensables à la compréhension d'une époque très complexe.

En des temps que les historiens et chroniqueurs ont englobés dans le « stalinisme » ou la « déstalinisation » par exemple, qui aurait prêté attention à la vie et au monde mental des jeunes ouvriers banlieusards d'Ukraine dont témoigne Edouard Limonov dans son « Autoportrait d'un bandit dans son adolescence » ? (4) Dans Kharkov à peine relevée des ruines de la guerre, hantée de vagabonds et d'invalides, les jeunes voyous que fréquente « Eddy-baby » jouent aux héritiers du grand ban-

(4) Editions Albin Michel. Paris, 1986.

ditisme décimé, s'adonnent à la dérive du kif et aux viols collectifs. Nous sommes décidément loin des bouillonnements intellectuels d'après le 20^e Congrès qui agitent l'intelligentsia, les médias et le communisme international. L'adolescent des années 50 avec Elvis Presley pour héros — comme nous l'a raconté E. Limonov — ne peut reconnaître son passé, pas plus que l'expérience vécue de ses parents et connaissances sous les traits simplificateurs de la « terreur stalinienne » ou de la « libéralisation khrouchtchéviennne ». Voilà qui remet en place, d'ailleurs, la « glasnost » de l'ère Gorbatchev : avant d'être indicatrice d'une crise et d'une « dégradation », n'est-elle pas lumière projetée sur des réalités (adolescences en crise, marginalités, criminalité, drogue, « désordre sexuel ») qui étaient tout simplement tenues dans l'ombre, voire — dans les années 40-50 — totalement occultées par les médias officiels ?

Parler d'« opinion publique » en ces temps-là, (les années 40 et 50) paraît absurde ou prématuré, encore qu'il faille s'entendre sur les mots. Le terme russe « obchtchestvennost » ou « obchtchestvennoe mnenie » (opinion publique) désigne la « communauté » ou le caractère social de l'opinion, non sa publicité. Il est parfaitement légitime de dire que l'expérience historique a forgé en URSS une communauté d'opinions, de sentiments et un consensus avec le pouvoir — dans la résistance à l'Allemagne nazie, la victoire de 1945 et ses conséquences géopolitiques, et de façon plus diffuse, les idéaux de 1917 d'égalité et de justice sociale dont se réclamait (même s'ils étaient en pratique violés) le parti communiste. Ce consensus ne s'exprimait pas obligatoirement dans la « langue de bois » triomphaliste. Sur le thème de la guerre et dans des genres très divers, les reportages sur le front (de Constantin Simonov ou Ilya Ehrenbourg), les vers d'Alexandre Tvardovski (« Vassili Tiorkine », exprimant la vision du simple soldat) ou la bataille de Stalingrad racontée par Viktor Nekrassov, parlaient dans une langue vivante des réalités vécues, des souffrances endurées, de l'héroïsme au quotidien — tout au contraire des « super-productions » qui ont embelli l'exploit par la suite sur les écrans (5).

La littérature russe sera, du reste, le lieu privilégié d'expression d'opinions bannies du champ politique. Avant même le « dégel » post-stalinien, la « Vie quotidienne d'un district » (1952) de Valentin Ovetchine et les critiques littéraires de Fedor Abramov inaugurent la vague du « récit rural » (des écrivains paysans) qui, pendant trois décennies (50-60-70) décrypte les maux de l'agriculture, exprime la détresse, parfois les nostalgies, et les espoirs de vie meilleure de la paysannerie. (Voir le recueil « A l'écoute des villages soviétiques », en langue française, aux Editions La Table ronde, Paris, 1986).

(5) Voir J.-M. Chauvier, « Le grand débat sur la guerre et la paix dans la société soviétique ». *Le Monde diplomatique*, août 1985.

Dans la foulée de la déstalinisation, les « grosses revues » tirant à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires romans, nouvelles, reportages et réflexions sociologiques, deviendront les tribunes d'une opinion publique renaissante. C'est le cas de *Novy Mir* (Nouveau Monde) sous la direction d'Alexandre Tvardovski jusqu'en 1970 (6). « La revue reflétait et formait l'opinion publique. Le champ de ses lecteurs n'était pas limité à l'élite intellectuelle de la capitale ou à une jeunesse promptement enthousiasmée. On la lisait autant dans les allées du pouvoir que dans les coins perdus, dans la province la plus reculée : ouvriers qui s'engagent sur les chantiers, bibliothécaires, instituteurs de campagne, agronomes, tous les hommes passionnés de vérité et, chacun pour sa part, en quête d'une foi. Quand ils ouvraient le tout dernier numéro à couverture bleue, c'était pour eux comme s'ils entendaient une voix familière, attentive à leur pensée et à leurs sentiments, qui ne leur mentait pas, qui les reconfortait, qui leur proposait d'égal à égal des idées neuves et leur faisait voir de nouveaux problèmes » (7).

Parmi ces problèmes, ceux des « dégâts du progrès », du progrès technique trop souvent divinisé, auxquels réagissent les tenants d'une autre façon de penser le rapport nature-culture (les « écologistes »).

A côté de la veine paysanne, une littérature urbaine met en scène les acteurs de la modernité, confrontés à ces complexités de la vie auxquelles ne préparait guère l'éducation socialiste. Où l'on découvre, par exemple, tel bâtisseur des années 50-60 relativiser sa « grande voie » : « Autrefois, il se connaissait, il n'avait jamais de doutes sur lui-même, ni sur ses actes. Mais après tout peut-être n'avait-il toujours fait qu'opter pour le seul choix possible, tandis que tous les autres lui resteraient à jamais inconnus. Pourtant, la terre n'était pas traversée par une voie unique et droite, mais par une multitude de sentiers, piétinés par des millions d'êtres eux-mêmes entraînés par la roue de la vie. Nombreux étaient ceux qui vivaient de l'instant et se passaient parfaitement d'une « grande voie ». Leur vie semblait même meilleure et plus simple » (8).

(6) Poète, communiste, Alexandre Tvardovski fit connaître la plupart des grands auteurs soviétiques contemporains et s'efforça de maintenir contre vents et marées le dialogue entre le parti et l'intelligentsia artistique. Exemple de probité et d'intelligence politique, il fut privé de sa revue en 1970 et finalement brisé par la machine bureaucratique. Tvardovski est mort d'un cancer du poumon en 1971 et repose au cimetière de Novodiévitchi. A l'ère de la « glasnost » (1987), la direction de « *Novy Mir* » a été confiée à Sergueï Zalyguine, héritier spirituel de Tvardovski et l'une des figures de proue de la contestation écologique.

(7) Vladimir Lakchine « Réponse à Soljénitsyne », Editions Albin Michel, Paris, 1977.

(8) Elena Kaplinskaïa. Histoire moscovite. Editions Messidor, 1983.

RENAISSANCE ET... RESISTANCE AUX RECHERCHES SOCIALES

La résurrection d'une opinion véritablement publique et contradictoire se vérifie non seulement dans la littérature, mais, de plus en plus, à travers la presse, les courriers des lecteurs, des enquêtes-reportages, des débats de société tels que les publie par exemple la « Literatournaja gazeta » — un hebdomadaire par ailleurs resté très ennuyeux dans la fonction « littéraire » qui lui est théoriquement impartie.

Au-delà de l'expression des opinions, c'est leur étude systématique qui commence, dans le sillage des sciences sociales renaissantes. Qui-conque a vécu l'URSS des années 60 se souvient de l'enthousiasme né de cette « révélation du pays à lui-même », des premières grandes percées de la sociologie, sous la conduite de quelques pionniers célèbres, à Moscou, Léningrad, Novossibirsk :

— Grigori Proudenski : les premiers budgets-temps établis en 1958.

— Boris Grouchine : la création en 1960 de l'Institut d'opinion publique de la Komsomolskaïa Pravda, quotidien du Komsomol, qui va multiplier les enquêtes sur les aspirations de la jeunesse, les loisirs, le couple et la famille.

— Vladimir Choubkine : l'enseignement et la formation de la jeunesse, les problèmes de qualification et d'emploi

— Igor Kohn : la psychologie sociale.

— V. Iadov : l'insatisfaction au travail.

— O. Chkaratan : l'évolution de la classe ouvrière.

etc, etc...

Renaissance ? En effet, on revient de loin. Si l'URSS a fait figure de pionnière dans les sciences sociales, jusqu'au seuil des années trente, elle s'est enfoncée par la suite dans un obscurantisme lourd de conséquences. Tout comme la génétique ou la cybernétique, la sociologie a été décrétée « bourgeoise » et « réactionnaire » par les idéologues staliniens. Il n'y avait plus de place pour des recherches qui auraient contredit soit le déterminisme vulgaire qui tient lieu de « marxisme-léninisme », soit les réussites de la « construction du socialisme ». C'est l'époque où l'on tord le cou aux réalités gênantes, tout comme on déporte ou extermine les « gêneurs » — vrais ou faux opposants, mais surtout vastes couches sociales dont les résistances (à l'industrialisation accé-

lérée, à la collectivisation forcée) sont attribuées à des complots plutôt qu'à des contradictions sociales désormais innombrables. Le résultat, ce ne sont pas seulement de terribles pertes humaines, c'est un gâchis intellectuel (perte de cadres scientifiques, arrêt prolongé des recherches, coupure dans les échanges internationaux) dont les conséquences se feront sentir pendant plusieurs décennies, c'est l'incapacité pour l'économie soviétique d'affronter valablement quantité de problèmes nés de son propre développement. C'est, pour une part, à cette tragédie des sciences sociales que remonte la perte de dynamisme constatée dans les années 60-80.

Pourquoi ce retour aux sciences sociales après le 20^e congrès ? Précisément en raison des problèmes accumulés, par exemple, ceux d'une gestion de l'emploi qui renonce après 1956, par humanisme et par efficacité) aux méthodes autoritaires de fixation de la main-d'œuvre. A l'époque de Staline, note Choubkine en 1966, « tous les services du travail qui existaient dans notre pays ont été anéantis : suppression du ministère du travail, des instituts de recherche scientifique, de revues, interruption des recherches sociologiques (en matière de démographie, de psychologie sociale, de statistique sociale, d'hygiène sociale, etc) ainsi que des recherches dans le domaine de l'organisation scientifique du travail et de la direction. En conséquence, nous n'avons pas les informations nécessaires concernant les ressources en main-d'œuvre, leur emploi et leur utilisation, la demande et l'offre de main-d'œuvre par région, par branche et par profession. L'état d'abandon des services du travail a, encore aujourd'hui, des conséquences extrêmement négatives sur l'augmentation de la productivité, la planification de l'instruction publique, la formation des cadres qualifiés, l'emploi; il est source de nombreuses complications pour les jeunes gens et les jeunes filles qui entrent dans la vie active » (9) . A l'époque, Choubkine est à la cité scientifique (Akademgorod) de Novossibirsk, véritable phare intellectuel du pays. Il y préside la filiale sibérienne de l'association des sociologues. Il dit à quel point les recherches concrètes sont indispensables pour aborder les problèmes nés du progrès technique, de la nouvelle « charge mentale » liée à l'automatisation, de l'expansion des villes et de l'exode rural, de l'extension du temps libre, du développement de la personnalité... Des recherches concrètes comme « domaine autonome de la connaissance » exigeant, par exemple, la création de « chaires de sociologie » et de « sections auprès des facultés de sciences humaines » dans les universités (10).

Les sociologues soviétiques sont, la plupart, philosophes de formation (comme Choubkine et Grouchine) ou économistes (comme Tatiana

(9) In « Ouvertures sur l'URSS ». Démocratie nouvelle, novembre 1966.

(10) « Za naukou v Sibiri », Novossibirsk, 11 et 18 juillet 1967.

Zaslavskaja). Il n'y a pas d'enseignement supérieur spécifique. L'obstacle est en grande partie d'ordre idéologique. Le dogme prévaut que la théorie marxiste du matérialisme historique « est » la sociologie. Deux écoles, deux types de « sociologues » vont dès lors coexister, et, souvent, se contredire : les « théoriciens » et les « empiriques ». Les premiers reprocheront aux seconds leur tendance à l'« empirisme étroit », à la « manie des sondages », et les seconds tiendront souvent les premiers pour des « idéologues » se complaisant dans les généralités. Le fait est qu'entre ces deux « défauts », l'empirisme n'est certainement pas le plus répandu : vu l'état de scolastique stérile où s'est enfoncée la « théorie », la société soviétique a surtout besoin d'un « vent frais » de connaissances concrètes, d'un « miroir » qui lui fait terriblement défaut. La question du besoin de théorie (passage du concret à l'abstrait, de la description des apparences à la compréhension de l'essence des phénomènes) n'est pas superflue, mais elle est mal posée : c'est un *renouvellement* de la théorie, une « *pensée nouvelle* » (comme dira Gorbatchev) qui s'impose, et le développement autonome des recherches concrètes en est l'un des préalables. Et c'est le blocage dogmatique des « théoriciens » qui condamne largement la sociologie soviétique à l'empirisme.

Tout cela paraît l'évidence, mais cette « évidence », vingt ans plus tard, doit encore lutter pour se faire admettre. En 1987, il y a quelque quinze à vingt mille sociologues en URSS, « une trentaine de milliers si l'on met des guillemets », car la sociologie reste encore largement un « mythe » (11).

Il existe une dizaine d'instituts et de centres dignes d'être pris en considération. Quelques revues, dont « Recherches sociologiques » publiées six fois par an à dix mille exemplaires. On n'en est qu'aux premiers pas dans la création d'un enseignement supérieur. Dans le domaine de la sociologie appliquée, il y a cinq à huit doctorats par an, vingt-cinq dissertations de candidatures. La première centaine de sociologues professionnels sortiront des établissements supérieurs en 1989. Par comparaison, il y a aux USA 260 facultés sociologiques formant 6.000 spécialistes par an, pour un pays qui en compte déjà quelque 90.000. « Parmi les pays développés, nous occupons l'une des dernières places pour le niveau des statistiques sociales », observe Tatiana Zaslavskaja. La situation s'est aggravée dans la deuxième moitié des années 70. Et d'énumérer les interdits qui pèsent sur une série de domaines : criminalité, suicides, consommation d'alcool, situation écologique, structure de la morbidité, accidents du travail, etc... Sans parler du peu de participation des sociologues dans les grands projets (tels que le détournement des fleuves sibériens ou la mise en valeur des régions du

(11) Entretien à Moscou, avec G. Batyguine, juillet 1987.

deuxième transsibérien). Avec de telles limitations, « on ne peut sérieusement attendre de la science des recommandations efficaces ». Pour Zaslavskaja, tout cela relève de l'habitude de la « demi-vérité qui est, dans un certain sens, pire que le mensonge » (12).

Et pourtant, les fragments de vérités accumulés n'ont pas été inutiles. Ils ont constitué une masse d'informations sans précédent, auxquelles ont largement puisé des chercheurs étrangers. Mais on reste en deçà des espoirs soulevé par la « renaissance » des années soixante. L'institut de recherches sociologiques concrètes créé en 1968 a perdu en 1972 son appellation « concrètes » et nombre de ses responsables et membres ont été « purgés » et relégués sur des voies de garage. Les données publiées se sont de nouveau raréfiées.

AUX ORIGINES DE LA « PERESTROIKA » : PRESSE ET ENQUÊTES D'OPINION

« Le 20^e congrès est venu d'en haut. Khrouchtchev a parlé. Aujourd'hui, la révolution vient d'en bas... Il y a un accord social général : on ne peut plus vivre comme auparavant ». Ce que dit Batyguine en juin 1987 peut surprendre : la « perestroïka » de Gorbatchev n'est-elle pas avant tout perçue comme une « révolution d'en haut » ? Sinon, pourquoi parlerait-on si souvent de la « passivité », de l'« inertie » sociales ? La réponse est simple : l'initiative et la stratégie du changement viennent effectivement d'« en haut », mais elles ne sont pas tombées du ciel, et elles sont incompréhensibles si l'on ignore que, précisément, l'opinion publique les a précédées. Quelles que soient les tentatives officielles, sous Brejnev, d'occulter quantité d'informations gênantes, l'opinion n'a pas cessé de s'exprimer et d'être prise en considération. Occultée sans doute, ignorée, non ! Etouffée, dans une certaine mesure, oui, mais supprimée, impossible ! Le rapport entre les dirigeants et l'opinion était plus complexe qu'une confrontation pure et simple entre les « censeurs » et ceux qui voulaient s'exprimer. La direction se montrait depuis longtemps soucieuse de réveiller l'initiative des citoyens. Comment faire, sans connaître leurs aspirations, libérer l'expression ? On y allait un peu, puis on revenait en arrière. Exemplatif, à cet égard, le débat écologique. La pollution du lac Baïkal suscitait une vague de protestations. Suivaient des décisions et des règlements imposant aux pollueurs des normes plus strictes. Simultanément, la critique était étouffée. Quelques années plus tard, comme d'évidence la pollution n'avait pas cessé, ni les protestations, celles-ci finissaient par refaire surface dans les journaux, et la controverse repartait.

(12) « Pravda » du 6 février 1987.

Elle mettait aux prises des groupes d'intérêts opposés, dont chacun avait ses entrées au plus haut niveau. Il en fut de même avec le projet de détournement des fleuves sibériens vers l'Asie centrale : outre les arguments échangés sur les questions purement écologiques (modifications du climat en Sibérie et problèmes de la sécheresse en Asie centrale) des intérêts puissants étaient en jeu, ceux du lobby bureaucratique des chantiers hydrauliques (Hydroprojekt), ceux des riverains des fleuves concernés et des régions promises à l'irrigation sans oublier les intérêts des finances de l'Etat que ce projet entraînait à des dépenses colossales.

Comme mode d'expression de l'opinion, le plus fameux est le courrier des lecteurs, auditeurs, téléspectateurs. Son ampleur est impressionnante : 200.000 lettres par jour, 60 à 70 millions par an, note un ouvrage paru en 1986. Environ 10 % de la population adulte s'adresse ainsi aux journaux, 2 % aux rédactions de la radio, 3 % à celle de la TV (13).

Mais que contient ce courrier, en vertu de quels critères ces lettres sont-elles divulguées (et dans quelle proportion ?), quelles sont leurs fonctions ?

Dans « *Ivan Ivanovitch écrit à la Pravda* » (paru aux Editions sociales en 1980), Christine Revuz a fait une analyse du courrier publié par la Pravda à une époque (1978) où l'organe du comité central du parti, tirant à 10 millions d'exemplaires, a reçu en un an 524.498 lettres, la quasi-totalité en russe. « Un déluge quotidien de réflexions, critiques, souvenirs, plaintes ». Des choses les plus anodines aux plus graves. Le traitement de ce courrier est effectué par 70 collaborateurs du journal. Une partie des lettres sont publiées, d'autres transmises aux organes et administrations mis en cause, d'autres encore inspirent des articles, déclenchent des enquêtes sur le terrain, parfois des interventions directes de la Pravda dans la situation évoquée. « La lettre publiée », certes, participe « d'une autre logique que la même lettre à son arrivée dans la boîte aux lettres. Nous n'avons pas affaire à l'expression spontanée des masses soviétiques mais à une forme d'expression médiatisée par le journal ». C. Revuz a regroupé ses choix par thèmes : avenir des campagnes, situation de l'industrie, des services, etc., et même la question « où est le pouvoir ? ». Qu'en ressort-il ? Que le journal est plus qu'un journal : une sorte d'« instance d'appel ». Certaines lettres donnent lieu à des sanctions contre des responsables mais il arrive (et le fait est également dénoncé) que les auteurs soient eux-mêmes victimes de mesures répressives, contre lesquelles le journal peut intervenir, avec ou sans succès. A certains moments, face aux abus, aux illégalités révélées, la Pravda fait pression sur les institutions (justice, syndicats...) normalement dévolues à la défense des droits des citoyens.

(13) V.S. Korobeinikov. « *Pressa i obchtchesvennoe mnenie* », Nauka, Moskva, 1986.

Cette façon (pour le lecteur qui se plaint ou pour le journal qui intervient) de « passer par dessus la tête » des tribunaux ou des pouvoirs locaux pose question : le courrier n'est-il pas un palliatif au manque de droits démocratiques réels ? Faudrait-il tant écrire si les juges, les avocats ou les syndicats pouvaient faire leur travail en toute indépendance ? L'arbitrage des journaux n'est-il pas une autre forme d'arbitraire, le Prince accordant à son humble sujet assistance et miséricorde face à l'aristocratie vassale ? Une sorte de « soupape de sécurité » ?

Pas seulement. « Au-delà des dénonciations plus ou moins personnelles — observe C. Revuz — les lettres abordent des aspects plus généraux de la vie soviétique ». Et de citer en exemples des débats fondamentaux auxquels le courrier a donné lieu : sur le recrutement social des universités, ou l'avenir de la campagne.

L'organe du gouvernement, Izvestia, le reconnaît : les gens écrivent le plus souvent faute d'avoir pu résoudre les problèmes sur place (14).

De fait, et cela vaut pour une grande partie de la presse fin des années 70-début des années 80. L'accumulation des plaintes contre le gâchis, les abus de pouvoir, etc... suggère de plus en plus — au-delà des situations localisées et des « méchants » montrés du doigt — une vision synoptique du mécontentement social et des problèmes récurrents qui le suscitent. Sont mis en cause non plus seulement tel ou tel responsable local, mais telle ou telle institution (syndicat, tribunal, parti) locale, régionale, voire républicaine ou fédérale (ministères).

Au-delà de la rogne et de la grogne, vont aussi se produire des chocs d'idées sur des problèmes de société. A propos d'enseignement et de sa réforme (1984), les dispositions visant à renforcer l'enseignement professionnel et technique suscitent des approbations d'ordre général mais, simultanément de fortes réticences lorsqu'il s'agit d'y orienter ses propres enfants, et des critiques parfois fondamentales quant au « technocratie » des réformes destinées à adapter l'école aux besoins de la production.

L'écologie, la « crise des idéaux » parmi les jeunes, l'aménagement des villes, la mode, les médecines douces ont fait l'objet de semblables controverses.

Quant aux études d'opinion publique, leur essor est freiné sous Brejnev, mais elles se répandent, et connaissent quelques moments forts.

• « *L'information de masse dans la ville industrielle soviétique* », par exemple, est une enquête complexe réalisée à Tanganrog, Rostov-sur-

(14) Izvestia, 21 octobre 1983.

le-Don et Moscou, en 1967-1974, sous la direction de Boris Grouchine (15). Elle étudie les effets des médias dans la population, différenciée selon les groupes d'âge, caractéristiques socio-professionnelles, d'engagement ou non dans la vie sociale active, etc. Le « déficit de l'information » est souligné comme largement ressenti, plus spécialement parmi les ingénieurs-techniciens et autres groupes intellectuels. Dans les journaux, certains textes à caractère socio-économique sont « mal interprétés ou incompris » par les trois quarts des lecteurs. La presse est très faiblement appréciée pour ce qu'elle dit des rapports de la population au travail, alors qu'elle est le plus louangée pour ses campagnes en faveur de la préservation de la nature (type : défense du lac Baïkal). Les questions posées sur l'image des pays étrangers révèlent d'étonnantes perceptions (pour nous). La majorité des personnes interrogées citent comme pays

— « les plus développés » : USA, Tchécoslovaquie, Japon.

— « Les plus démocratiques » : Tchécoslovaquie, Bulgarie, Pologne. Mais sont cités en deuxième position, le plus souvent : RFA, Chine, Etats-Unis.

— « les plus cultivés » Tchécoslovaquie, France, RDA.

Etant donné les idées reçues et les possibilités de contacts avec l'étranger, il n'y a pas de surprise à voir la Tchécoslovaquie emporter la plupart des bonnes cotes, et les Etats-Unis encaisser de très médiocres, sauf pour le niveau de développement économique. On peut s'étonner, par contre, de l'image plutôt favorable de la Chine (à l'époque tellement décriée) et des vertus démocratiques attribuées à l'Allemagne fédérale.

L'enquête confirme en tout cas que les Soviétiques se forment des opinions personnelles qui, souvent, ne sont ni le reflet fidèle ni l'antithèse de la propagande officielle.

• Depuis 1975, le *Comité central du PC de Géorgie* s'est doté d'un centre, réputé « pilote », pour l'étude de l'opinion publique (16). Les enquêtes, axées sur une multitude de phénomènes « négatifs » ont instruit la direction du parti et nourri des émissions télévisées, avec des effets jugés très positifs lorsque, suite à ces enquêtes, les décisions prises ont respecté « le point de vue de la population sur ses problèmes quotidiens ». Exemple : « En 1981, nous avons procédé à une enquête dans les villages du district d'Akhméta située dans une zone qui, en raison de la prochaine construction d'un barrage, devait être immergée.

(15) « Massovaïa informatsija v sovietskom promychlennom gorode », Moskva 1980.

(16) « Conseil » de l'opinion publique dès 1970, sous la direction d'Edouard Chevardenadze, alors ministre de l'Intérieur.

Il est apparu que la majorité de la population (plus de deux mille personnes) préférerait demeurer là où elle avait vécu, sur les lieux de son histoire, alors même que l'Etat lui promettait des terres plus fertiles et des avantages divers. Dans une région multinationale comme celle dont nous parlons, il convenait d'agir avec doigté... Ainsi les résultats du sondage ont-ils été transmis au premier secrétaire de Géorgie qui a décidé de choisir un autre site pour construire le barrage (17).

L'exemple géorgien a été suivi, en 1982, en Azerbaïdjan et en Estonie. Il est symptomatique que dans les deux républiques caucasiennes (Géorgie et Azerbaïdjan) l'impulsion des études ait été au moins partiellement inspirée par les forces de l'ordre : le conseil géorgien naquit sous la tutelle du ministère de l'Intérieur, alors dirigé (1970) par Edouard Tchévernadze, futur premier secrétaire et futur ministre des Affaires étrangères — en Azerbaïdjan, l'impulsion vint de Geïdar Aliev, chef du KGB, avant de devenir premier secrétaire du parti. Cette remarque n'a rien d'anecdotique. Ces deux personnalités, de profils sans doute différents, ont mené l'assaut contre la corruption et les « mafias » qui avaient gangréné l'appareil dirigeant dans leurs républiques. Sous la direction de Youri Andropov (dans les années 70 et lors de son bref mandat de secrétaire général du PC) les services de sécurité ont joué un rôle décisif dans l'assainissement de la vie politique dont des proches de L. Brejnev ont fait les frais et qu'on peut considérer comme l'impulsion première de la « perestroïka ». Il est probable (et l'opinion en est répandue en URSS) que le KGB fut l'une des institutions les mieux renseignées sur l'état réel de l'opinion, et les dangers que faisait courir au pouvoir soviétique la métastase de la corruption.

• « En 1977, nous dit V.S. Korobeïnikov, nous avons interrogé environ dix mille personnes dans septante localités de toute l'Union sur ce qui les préoccupait le plus ». Il s'agissait d'un sondage effectué sous l'égide de la « Pravda ». Les problèmes d'approvisionnement, de consommation, de logement y occupaient une place importante — on pouvait l'imaginer — mais pas prépondérante. Deux groupes de questions l'emportaient. Le premier : la paix, la peur de la guerre, l'inquiétude devant le peu de progrès dans la voie du désarmement. Le deuxième : les problèmes éthiques. Affirmation surprenante ? Si l'on s'en réfère à la littérature soviétique des années 70, non : la « dégradation morale » obsède les écrivains les plus connus. Mais ces auteurs traduisent-ils avec fidélité les états d'âme du grand nombre ? D'après l'enquête et selon Korobeïnikov, oui, du moins dans les termes où les résultats des sondages circonscrivent ces « problèmes éthiques ».

(17) Interview du responsable du centre géorgien, T.-M. Djafari, dans « Problèmes politiques et sociaux ». La documentation française, 21 septembre 1984, n° 495.

1) « Les rapports entre les gens dans la production, entre dirigeants et subordonnés, entre cadres et jeunes, entre "vainqueurs" et retardataires de l'émulation socialiste ». L'exigence d'une démocratisation est clairement formulée.

2) Les relations familiales. Le nombre élevé de divorces. Le fait que la plupart ne se remarient pas, que le célibat se répand. « Les gens demandent : pourquoi cela se passe-t-il comme ça ».

3) Les relations entre les gens dans les lieux publics, au cinéma, dans les transports, sur les plages. « La grossièreté, la vantardise... ».

Dans ces trois sphères, un mal commun : l'alcoolisme. Et une constatation : « son lieu d'élection n'est pas l'usine, mais avant tout la famille, l'école ».

Cette enquête de 1977, et d'autres, ont attendu de longues années avant d'être publiées. Elles confirment, si besoin est, à quel point les changements ont été de longue date préparés, à quel point les milieux dirigeants étaient informés de l'état d'esprit de la « base ».

L'OPINION PUBLIQUE À L'ÈRE DE LA « GLASNOST »

L'ère de la « glasnost » inaugurée par Mikhaïl Gorbatchev — à laquelle la catastrophe de Tchernobyl a donné le coup d'envoi décisif — répond à un besoin d'informations dans de multiples domaines : économiques, scientifiques, technologiques ou sociales, cloisonnées par les bureaucraties qui en disposent et bloquées par des censures d'un autre âge. Plutôt qu'une « opération de charme » pour le système, il s'agit d'une « opération survie » sans laquelle le pays s'enfoncerait dans le retard technologique et le sous-développement. C'est donc l'heure d'une reconnaissance sans précédent de l'opinion publique. Oui, mais pour jouer quel rôle ?

Le vocabulaire du changement, chargé de polyvalences, n'aide pas à clarifier la situation. « *Perestroïka* » peut être traduit par « reconstruction », « restructuration » ou « refonte ». Selon les contextes où il est énoncé, le mot peut être compris comme changement *dans* le système ou changement radical *du* système. « *Perelom* », autre terme volontiers utilisé au lendemain du 27^e congrès, est parfois traduit par « moment crucial », alors que présenté au dictionnaire comme « brusque changement », voire « fracture ». *Glasnost*, généralement traduit par « transparence », désigne la publicité, ou sens de rendre public. L'étymologie renvoie à « *golos* » ou « *glas* » (vieux slave), la voix. C'est donc aussi la *prise de parole* qui est importante ici.

Le « mensonge » et la « demi-vérité », le « double langage » dénoncés avec insistance ont fait place à une libération de l'information qui avance par vagues successives : d'abord les maux de l'économie, le gaspillage et la corruption dénoncés depuis tant d'années. Ensuite, dans le courant de l'année 1987, les phénomènes de drogue, de prostitution, les erreurs judiciaires, le fonctionnement de la justice. Et puis, la censure, le déblocage dans la littérature, le cinéma, voire, bientôt, l'évocation des « taches blanches » de l'histoire.

La transparence n'est pas sans rivages. Le procès des responsables de la catastrophe de Tchernobyl n'a pas donné lieu à la clarté souhaitable, ni au débat approfondi et public sur les centrales nucléaires. (Mais fallait-il imaginer que l'URSS ferait mieux que la France ou la Belgique ?) Les nationalistes kazakhes, auteurs des émeutes et dont l'un des meneurs a été condamné à mort, n'ont pas pu faire connaître leur opinion. Les objecteurs de conscience et les adversaires de la guerre en Afghanistan (pacifistes indépendants) doivent taire la leur et même les parents des soldats tombés en Afghanistan se plaignent du mutisme qui leur est imposé. On pourrait allonger la liste des défauts de transparence... Pour en dénoncer la « supercherie », « démasquer » Gorbatchev en attendant que la parenthèse du changement soit enfin refermée ? Il ne manque pas de polémistes en Occident, et de bureaucrates en URSS pour souhaiter cette issue, où les uns et les autres retrouveraient tous leurs jouets. Selon qu'on regarde le « verre à moitié vide » ou le « verre à moitié plein », on insistera plutôt sur les carences, ou davantage sur le chemin parcouru. Mais la balance n'est pas égale entre les deux points de vue. Ce qui est vraiment nouveau, digne d'interrogations et de nouvelles réflexions, ce qui fait de l'URSS aujourd'hui à nouveau un pôle d'attraction — c'est évidemment le chemin parcouru !

Les grandes orientations de l'offensive « glasnost », et ses limites politiques, confirment la formule souvent entendue : il s'agit de réveiller, de mobiliser l'opinion publique dans la réalisation des tâches de la « perestroïka ». La restauration — et non l'affaiblissement du contrôle du parti sur la société — est donc l'objectif. Lequel ne contredit pas l'extension relative de la sphère des libertés.

Dans son ouvrage (1986) « La presse et l'opinion publique », V.S. Korobeiniv ne laisse aucune équivoque quant à cette démarche « mobilisatrice », et plusieurs dirigeants, dont Mikhaïl Gorbatchev, n'ont pas manqué de faire observer que la « glasnost » au service du socialisme n'était nullement conçue pour « plaire » à l'Occident ou se rapprocher de son modèle politique.

Mais la conception du rôle de l'opinion publique est en pleine évolution, et celle-ci se noue autour de trois notions-clefs : les intérêts, les contradictions, le pluralisme.

La notion d'*intérêts* est désormais retenue en URSS comme principal critère des choix d'étude de l'opinion. C'est le fruit d'une évolution théorique considérable. Autrefois, l'« opinion » était réduite à un phénomène de « conscience sociale », à la charnière des intuitions, croyances, etc... et de la « connaissance rationnelle ». Un auteur comme A.K. Ouledov voyait dans la diversité ou l'immaturation des opinions la marque du « retard de la conscience » des masses sur l'avant-garde incarnée par le parti. Au contraire, Boris Grouchine (et d'autres de ses collègues) lie les phénomènes d'opinion aux *intérêts immédiats* et plus précisément à la *pluralité* d'intérêts de groupes sociaux qui vivent des différences d'âge, de sexe, de conditions de travail, de cultures, de revenus, etc... (18).

Pouvait-on, pour autant, admettre l'existence de « *contradictions* » dans une société qui se veut harmonieuse ? Curieusement pour une doctrine se réclamant du marxisme, cette notion était exclue, et Christine Revuz observait, en 1980, que c'était bien là l'un des obstacles à la démocratisation : « Le débat peut être vif, les positions éloignées, mais il ne peut y avoir de systématisation de la pensée qui déboucherait sur une opposition frontale... Pour les dirigeants de l'URSS, la société soviétique est une société homogène qui ne saurait être traversée par des oppositions entre classes et couches sociales ».

« Frontale » ou pas, l'opposition politique au régime, au gouvernement ou même à certains aspects de sa politique, comme l'interdiction de certaines sectes religieuses ou l'intervention militaire à Prague en 1968, a été traditionnellement qualifiée de trois manières. Soit comme une trahison pure et simple, la transmission d'informations à des correspondants étrangers pouvant être assimilée à de l'espionnage. Soit comme le fruit d'influences extérieures hostiles : l'idée est fortement enracinée, que l'URSS est une forteresse socialiste encerclée d'ennemis qui ne songent qu'à la détruire. Une idée qui n'est pas sans fondement historique ! Pour rappel : dès 1918-1919, la coalition militaire dressée contre le jeune pouvoir soviétique, et la célèbre expression de Churchill « établir un cordon sanitaire autour de la Russie soviétique », bien avant que celle-ci ne s'entoure d'un « rideau de fer ». La croisade hitlérienne, encouragée par une partie des droites ouest-européennes dans l'entre-deux-guerres, et plus récemment l'encerclement militaire américain, les déclarations officielles, à Washington, quant à la volonté de déstabiliser l'Union soviétique, ne sont pas faits pour désarmer la méfiance. Au début des années 80, l'idéologie de mobilisation et les blessures d'amour-propre russe et soviétique ont pris plus d'acuité, avec des campagnes tels que le boycottage des Jeux olympiques de Moscou en 1980, la dénonciation (fondée, mais tellement exagérée, sélective, hypo-

(18) B.-A. Grouchine « Mnenija o mire et mir mnenii », Moskva 1967.

crite) des « violations des droits de l'homme » en URSS, la culture du mépris et de la haine dont témoignent des films du type « Aube rouge », « Rambo-Rocky » et autres « Amerika ». Dans la même période, de nouvelle guerre froide larvée, Moscou a vu reflourir une propagande non pas similaire (on n'y cultive pas la haine des autres peuples) mais tout aussi imprégnée de manichéisme et d'espionnage, détectant la « main de la CIA » derrière chaque dissidence, chaque mouvement de type « Solidarnosc », exactement comme chez nous, la « main de Moscou » est censée tenir les fils du « terrorisme international » ou des révoltes du tiers-monde.

Il existe, en URSS, une troisième façon de caractériser l'opposition : comme maladie mentale. Elle n'est pas réductible à une manœuvre policière plus machiavélique. Certains médecins, qui ont appliqué aux comportements oppositionnels les diagnostics de « paranoïa » ou de « schizophrénie » pouvaient s'inspirer de certains de nos vieux manuels de psychiatrie tout aussi prompts à médicaliser les opinions ou les comportements hors des normes. Il ne manque pas de Soviétiques moyens (de Soviétiques seulement ?) pour condamner « ceux qui suivent une autre route qu'eux » comme disait Georges Brassens dans « La mauvaise réputation ». Lorsque, en 1987, des Juifs partisans de l'émigration ou des Tatares de Crimée réclamant la restitution de leur république autonome (*) ont manifesté publiquement dans la rue, ils se sont fait agresser par des passants leur criant « honte » et « scandale ». Provocations policières comme l'ont suggéré des correspondants étrangers ? Peut-être. Mais pas nécessairement : l'indignation parfaitement spontanée pouvait suffire, et elle correspond aux sentiments profonds d'une grande partie de la population marquée par des dizaines d'années de lutte pour la survie, la sienne et celle de l'Etat, par l'intolérance à l'égard des « idées fausses » (une intolérance qu'on retrouve dans les milieux dissidents), offusquée par des actions dont on leur dit qu'elles se font en liaison étroite avec diplomates ou médias de milieux impérialistes ou sionistes.

Il faut se souvenir de cette charge d'histoire, de traditions russes et soviétiques, d'une nation si souvent portée aux passions extrêmes — dévouement à la cause, sacrifice de soi, foi démesurée en l'avenir ou autodestruction — d'un peuple volontiers convaincu de sa bonne foi et des hostilités (réelles ou imaginaires) du monde extérieur, pour saisir les données psychologiques de la « glasnost » : véritable catharsis de sentiments refoulés, passion soudaine de la critique déclenchant les contre-passions de l'autodéfense patriotique, difficulté d'apprentissage d'un débat d'opinions contradictoires.

(*) Ils en ont été privés en 1944 et déportés en Asie centrale suite à la participation d'une minorité de Tatares de Crimée aux activités de la police auxiliaire nazie. L'accusation portée alors contre tout un peuple (y compris ceux qui avaient combattu dans l'armée rouge) est considérée aujourd'hui, officiellement, comme non fondée.

Mais pour que les conflits d'opinions soient reconnus, il fallait, il faut que les « contradictions » soient admises : non plus comme expression de l'hostilité extérieure, comme survivance du passé ou anomalie mentale, mais comme mode d'existence normal de toute société. Ironie de l'histoire du marxisme, qu'un Etat se réclamant de lui ait tant de difficultés à reconnaître ce qui est au cœur de la dialectique marxiste : la contradiction !

UN PLURALISME DE FAIT

Or, le débat sur les « contradictions » s'est emballé en 1984 dans plusieurs revues théoriques, certains auteurs envisageant même — exemple polonais à l'appui — la possibilité de contradictions « antagonistes » sous le socialisme (19). Discussion plutôt scolastique, mais qui marque un déblocage important : « Au choc des contradictions, l'homme se perd, au lieu de se reconstruire et d'aller plus loin. La question est de savoir quelles contradictions existent sous le socialisme et comment les maîtriser avec le moins de douleur possible » (20).

Le *pluralisme* est encore qualifié, dans un ouvrage de 1984, comme relevant exclusivement de la « terminologie bourgeoise contemporaine » (21). Mais il y a vingt ans déjà, Boris Grouchine reconnaissait le « pluralisme » (en russe : *plioralism*) des opinions comme fruit de la pluralité d'intérêts et comme caractéristique d'un processus *permanent* de formation de l'opinion (18).

Répondant à une question de la revue britannique « Marxism to day » sur le pluralisme politique, Fedor Bourlatsky, commentateur politique de « Literatournaia Gazet » déclare :

La question n'est pas simple parce que le terme « pluralisme » n'est pas utilisé dans les pays socialistes, parce que pendant longtemps, nous avons critiqué les auteurs occidentaux qui nous attaquaient à ce propos. Mais je me souviens d'un discours d'Andropov où il a dit que si on définit pluralisme comme points de vue divers et alternatives différentes, la chose est commune chez nous (usual). Dans l'opinion publique et dans l'appareil, quand on prépare quelque chose pour la direction, il y a des points de vue différents, et on compare différentes variantes. Ce processus va se poursuivre et s'approfondir. Mais cela ne signifie pas qu'il y aura une opposition au parti ou à la société socialiste. Nous pensons à un pluralisme d'opinions sur une base socialiste.

(19) Voir J.-M. Chauvier « La société soviétique des années 80 : le temps des contradictions ? ». Le Monde diplomatique mars 1985, et G. Chiesa dans Cahiers marxistes, mars 1985.

(20) Guennadi Lissitchkine « Literatournaja gazeta » 21 novembre 1984.

(21) « Novye slova et znachenija » (dictionnaire). Moskva 1984.

Fruit d'un mûrissement de dizaine d'années avec ou sans reconnaissance officielle ou scientifique, avec ou sans « base socialiste », le pluralisme est un fait incontournable aujourd'hui (22). Pluralisme d'opinions, de tendances qui s'expriment publiquement à travers les institutions et les publications. Le fait le plus remarqué, dans la dernière période, est l'essor des *groupes informels* dans la jeunesse, surgis en dehors des structures et avec lesquels le Komsomol — de plus en plus éloigné des jeunes — tente de renouer le dialogue. Ce ne sont pas seulement les groupes « rock » bien connus, mais des écologistes, des « hippies », des pacifistes indépendants. Des mouvements très remarqués comme « Spasenie » (Sauvetage ou Salut) et « Pamiat » (Mémoire) se sont attachés à la défense des patrimoines architecturaux et des sites naturels menacés par l'aménagement industriel et urbain.

Au cours de l'été 1987, plusieurs journaux soviétiques ont dénoncé l'existence, au sein de Pamiat, d'un courant antisémite, obsédé par l'idée que la nation russe serait, bien avant la révolution et après elle, la cible d'un complot « judéo-maçonnique ». Certains nationalistes russes (dissidents ou non) attribuent aux forces maléfiques de l'extérieur les « malheurs de la révolution », du stalinisme, ou des dépréciations du patrimoine architectural de Moscou. Et comme par hasard, les coupables désignés ont des noms à consonnance juive. On se rappellera que le thème du complot « judéo-bolchévique » fut très à la mode après 1917 dans la presse de droite en Occident (à une époque où l'antisémitisme n'avait rien de honteux) et dans les milieux de l'émigration antisoviétique. Avant d'être dûment exploité par la propagande nazie. Il n'est pas surprenant que ce courant d'idées (comme beaucoup d'autres qui ont sommeillé, mais non disparu) fasse surface à l'occasion de la « glasnost ». Un nationalisme xénophobe peut se nourrir des désillusions et des peurs qui travaillent le peuple russe : « Nous avons supporté le plus lourd fardeau de la collectivisation, de la guerre, de l'exode rural. Notre cadre de vie traditionnel s'est effondré alors que d'autres peuples soviétiques, grâce au système, ont pu conserver le leur. Nous avons eu des millions de morts pour édifier ce pays, repousser l'agression, établir la sécurité en Europe orientale, jadis foyer de troubles et d'hostilités à notre égard... » Ce point de vue, moyennement répandu, répond aux sentiments antirusse des Polonais ou des Baltes, tout comme à la résurgence du nationalisme ukrainien, du sionisme ou de l'activisme islamique — eux-mêmes en réaction contre l'hégémonie politique ou linguistique russe. La crise des idées socialistes (et internationalistes) crée un vide où s'engouffrent les particularismes. Chaque peuple (y compris les Russes) a ses blessures et ses griefs. Une démocratie conséquente exigerait là aussi un débat ouvert. Un ensemble multinational

(22) J.-M. Chauvier « L'heure des réalités vraies en Union Soviétique. Ceux par qui le changement arrive ». *Le Monde diplomatique*, juin 1986.

comme l'Union Soviétique — dont les réussites en matière de coexistence inter-ethnique ne sont pas contestables — ne peut sans danger sérieux pour sa propre survie se payer le luxe d'ignorer ou de réduire à des schémas simplistes la résurgence des particularismes.

Enfin et surtout, l'opinion publique apparaît sous forme de regroupements d'intérêts et d'idéaux qui, par des actions systématiques et parfois de longue durée, parviennent à modifier d'importantes décisions politiques. L'exemple le plus marquant est celui de la bataille écologique.

— *La défense du lac Baïkal*, joyau de la nature sibérienne et d'une forte valeur symbolique, mobilise depuis plus de vingt ans savants, écrivains, médias et populations contre la pollution par un combinat de cellulose et d'autres industries et activités voisines. Après plusieurs succès dans la limitation des dégâts, les « écologistes » ont obtenu, au printemps 1987, l'adoption de mesures de protection comprenant une reconversion partielle (et insuffisante à leurs yeux) de l'usine.

— *Les menaces contre le lac Ladoga*, le plus grand d'Europe, situé près de Léningrad, ont suscité un mouvement de protestation récent, qui a obtenu la fermeture d'une usine de pâtes à papier à Priozersk.

— *Le projet de détournement des fleuves sibériens* pour les besoins de l'irrigation en Asie centrale a été renvoyé aux études. (Décision du bureau politique du 16 août 1986). Choix politique et économique significatif : celui d'investir dans la modernisation des réseaux d'irrigation, de mieux utiliser les eaux, plutôt que dans de colossales « transformations de la nature ».

Dans les trois cas, les « écologistes » se sont heurtés à des groupes d'intérêts technocratiques sectoriels.

Dans les trois cas, ils ont fait progresser l'idée d'un contrôle social sur l'environnement et d'une expertise écologique intégrée à la planification.

Dans les trois cas, et dans beaucoup d'autres, leur combat a coïncidé avec les intérêts globaux de la « perestroïka » — contre les gaspillages et les bureaucraties sectorielles.

Ces résultats témoignent de la renaissance d'une opinion publique — non seulement comme expression d'opinions, objet d'études ou « instrument » de la perestroïka, mais comme facteur autonome de la vie sociale.

recueilli sur le terrain : interviews à propos de l'opinion publique

rosine lewin

Deux interlocuteurs, cinq thèmes : voilà comment s'articule ce chapitre, construit à partir des rencontres à Moscou et Léninegrad.

le sociologue kohn, les jeunes et les femmes

La « spécialité » du sociologue Igor Kohn, c'est l'interdisciplinarité des sciences sociales. Son champ d'investigation peut-être le plus fréquenté : la psychologie des grands adolescents.

Les problèmes de la jeunesse sont avant tout, dit-il, des problèmes de société — et souvent ces problèmes concernent surtout les générations âgées. Il n'est pas facile d'être jeune, si on admet que l'accession à l'état adulte dépend de deux paramètres : la capacité de s'adapter au monde réel, l'autonomie — sans laquelle il n'y a pas de responsabilité.

Or, poursuit Igor Kohn, tout notre système d'éducation est organisé contre l'autonomie. Il encourage l'adaptation, décourage l'initiative. Ceux qui veulent devenir adultes y sont mal préparés; les autres ne le veulent pas. On prolonge ainsi l'adolescence, on surévalue la « subculture adolescence ».

La méfiance organisée envers tout ce qui n'est pas officiel s'est traduite par l'intégration, le conformisme (intériorisé ou non). Il ne faut pas en déduire que les groupes de jeunes qui ont fait surface au cours des dernières années sont des groupes d'opposition. Ils sont très divers : certains n'expriment qu'une subculture de jeunes, d'autres peuvent avoir une coloration religieuse d'autres encore antisociale. Je me réjouis de ce que le Komsomol a enfin compris que tous les jeunes ne sont pas

pareils, qu'il faut reconnaître les différences et traiter avec « les autres ». Face à la demande accrue de groupes informels visant à être enregistrés (afin de pouvoir éventuellement bénéficier d'une aide des pouvoirs publics) je crois que beaucoup dépendra du degré de bureaucratisme avec lequel ces demandes seront accueillies.

Il serait sot cependant de dissocier les problèmes tels qu'ils sont posés en URSS, des problèmes existant dans le reste du monde. Je considère qu'un certain retour à la tradition ne peut être compris si on ne le situe pas dans un cadre mondial, marqué notamment par la résurgence de diverses formes de fondamentalisme.

L'attrait exercé par le passé constitue à mes yeux une expression de ce que j'appelle la conscience utopique. L'utopie du paradis communiste, aujourd'hui discréditée, est une autre expression de cette conscience. Comme l'est l'utopie technocratique (entamée déjà, mais non discréditée) pour laquelle le progrès scientifique et technique est porteur à lui seul de toutes les solutions. Pour en revenir à l'utopie traditionaliste elle a été encouragée ici par des déceptions et par des interdits. Lorsque le présent est pesant et l'avenir agoissant, le « retour aux sources » semble la meilleure issue. Mais une chose est la mémoire historique, l'autre le refuge dans le passé, attitude le plus souvent dépourvue de toute référence et de tout sentiment de responsabilité envers l'avenir. C'est d'ailleurs ce qu'ont en commun les trois expressions de la conscience utopique : toutes trois s'en remettent aux autres pour décider et font fi de toute autonomie. Les tenants de l'utopie communiste s'en remettent aux « chefs », les tenants de l'utopie technocratique aux savants, et les tenants de l'utopie traditionaliste aux ancêtres.

Interrogé sur le sens et la portée du groupe « Pamiat », (« Mémoire »), Igor Kohn ne mâche pas ses mots. C'est, dit-il, un mouvement dirigé par des gens ouvertement antisémites, qui attribuent tous les malheurs de la Russie aux Juifs et aux francs-maçons. Mais il y a sans doute des adhérents à « Pamiat » qui ne partagent pas ces vues et qui ont été animés par le souci de préserver le patrimoine historique, de restaurer des monuments, etc. Ces objectifs sont parfaitement légitimes et il est vrai que la culture russe a beaucoup souffert de la guerre et de la répression. Mais ce qui doit être protégé avec autant de soins que nos vieilles églises, c'est le droit de chacun à s'exprimer, c'est le respect des différences. Nous n'avons pas de tradition culturelle de la tolérance. Le marxisme n'est pas une école de tolérance et le centralisme démocratique peut être dangereux. Je pense que des interdits prononcés à propos de manifestations religieuses ont eu pour effet de stimuler l'intérêt envers le phénomène religieux. Je ne rappellerai qu'un seul exemple d'interdit stupide : la partition des « Vêpres » de Rachmaninoff n'a été accessible longtemps qu'aux seuls professeurs de religion...

— Et comment voyez-vous les relations hommes-femmes ?

— La conscience de masse est sexiste dans ce pays, déclare Igor Kohn, apparemment peu troublé par l'énormité du constat.

Certes, 1917 a donné aux femmes des droits sans précédent et l'émancipation féminine a réalisé des bonds considérables dans les années vingt. Mais l'idée de l'égalité a été comprise comme impliquant l'uniformité, gommant les différences, sauf, bien entendu sur le plan de la reproduction. Ce fut une première faute idéologique. La deuxième faute, c'est que l'émancipation des femmes s'est opérée via les entreprises alors que la tradition patriarcale a longtemps continué de peser sur la famille. En réaction contre ce contraste lourd à porter, s'est développé un conservatisme féminin, soulignant certains « avantages » du passé et valorisant non pas le féminisme mais la féminité. La sociologie a très mal étudié ces problèmes auxquels le 27^e congrès du PCUS a enfin accordé de l'attention. De fait, au fil des ans, la famille est devenue matriarcale chez nous : c'est la femme qui y exerce les fonctions les plus importantes. Mais il n'existe pas encore en URSS d'étude sur le partage des rôles entre sexes, et aucune université n'a ouvert de chaire de sexologie. Le mot lui-même n'a fait son apparition chez nous qu'en 1984. Pour ma part, je ne connais pas de sociologue-femme spécialisée dans ces problèmes, mais deux philosophes s'en préoccupent et on peut espérer que pour l'étude du partage des rôles entre sexes, il y aura très bientôt un partage effectif entre chercheurs et chercheuses...

« je rêve d'écrire un livre sur trotski »

déclare y. pompeiev

Nous ne connaissons pas Youri Pompeiev, membre de l'Union des écrivains. Ingénieur de la construction devenu chroniqueur historique, Y. Pompeiev — 49 ans, cheveux blancs, allure sportive — s'est spécialisé dans l'étude de l'année 1917, qui le fascine. Il a publié sur cette année-clé deux ouvrages dans la revue Zvesda, et en prépare d'autres.

D'emblée, il aborde le problème dit des « taches blanches » (*) dans l'histoire de l'URSS. Parce qu'il est conscient de la nécessité d'en finir avec ces taches — falsifications et/ou escamotages — Youri Pompeiev accueille avec joie les changements en cours.

(*) Iouri Affanassiev, recteur de l'Institut des archives et de l'histoire de l'URSS, déclarait au cours d'un débat à Moscou (10 juin 1987) : « Notre histoire a été déformée de façon importante. Il faut supprimer les taches blanches. » Voir page 76.

— Sur l'année 1917, notre histoire regorge de stéréotypes, déclare-t-il. Certains d'entre eux ont été entretenus par de grands historiens, qui se facilitaient ainsi la tâche. Mais cette année extraordinairement dense a aussi fait l'objet d'interprétations diverses. Faut-il vous rappeler le rôle joué par les socialistes occidentaux et singulièrement par Vandervelde, venu ici en mai 1917 plaider contre une paix séparée entre les révolutionnaires russes et le Keiser ? Les sociaux-démocrates estimaient que les Russes n'avaient pas le droit de sortir de la guerre. Même beaucoup plus tard, Soljenitsyne n'a pas davantage compris l'impérieux besoin de paix de masses, surtout paysannes.

Sur la révolution de février, il y a aussi des visions différentes. Dans son récent ouvrage « Près de la dernière ligne », l'historien Pikoul voit dans un épisode mineur — l'accusation de trahison, articulée contre l'impératrice par la Douma — l'occasion manquée d'un grand tournant. Il escamote ainsi le rôle de la classe ouvrière. Bien plus, on pourrait en déduire qu'on eût pu éviter la révolution...

Des taches blanches, il n'en manque pas pour l'année 17. Nous ne disposons pas, par exemple, du protocole de la réunion du CC tenue le 15 septembre sans Lénine, et qui a discuté deux lettres de Lénine. Cela n'empêche pas des écrivains de chez nous d'évoquer cette réunion, c'est le cas entre autres de Sergueï Iessine et du dramaturge Chatrov. La pièce de Chatrov sur la paix de Brest est très intéressante. Elle a le tort à mon avis de réduire la lutte politique de l'époque à des affrontement entre fractions du Comité central. (**) Certaines taches blanches sont bien plus graves. Après 1917, nous biffons des dizaines de noms de militants, de dirigeants, comme s'ils n'avaient jamais existé. C'est affreux ! Un seul exemple : Chlapnikov, qui fut exclu du parti bolchevik en 1933 comme adepte de Trotski, est purement et simplement « biffé » en 1917, alors qu'il se trouvait au centre des événements à Petrograd.

A propos de Trotski lui-même, je voudrais dire combien je regrette de ne pouvoir accéder aux archives de l'Institut Hoover à la Stanford University des Etats-Unis. J'attends le visa et l'autorisation américains. J'ai dépouillé les matériaux disponibles chez nous pour 1917; ils ne peuvent modifier que des détails. Le comportement de Trotski est très intéressant en 1917. Je ne dis pas « positif » ou « négatif », mais très intéressant. Le personnage n'est pas simple; je raconterai un jour ses rapports avec Lénine. Une légende qui a cours ici lui attribue le rôle principal dans la

(**) « La paix de Brest », écrite en 1962, vient seulement d'être publiée dans la revue « Novyi mir ». Elle sera montée à Moscou pour le 70^e anniversaire de la révolution avec M. Oulianov dans le rôle de Lénine. Après ses 25 ans de « purgatoire », la pièce de Chatrov entend apporter à la jeunesse une histoire vraie et non pas dépersonnalisée ou triomphaliste.

révolution. A mon avis, c'est une évidente surestimation. Mais il n'en est pas moins absurde qu'on a effacé l'effigie de Trotski des photos de l'époque, comme s'il n'avait jamais existé. Je rêve d'écrire un livre qui s'intitulerait Trotski. Le seul obstacle immédiat, est que je ne peux consulter les archives de l'Institut Hoover.

La manière dont on enseigne l'histoire — notamment de la révolution — provoque de l'indifférence ou de l'agacement. Or, on pourrait recréer un vif intérêt pour cette histoire en la traitant de manière sérieuse, précise, claire. On y arrivera, même si quelques vieux savants « spécialisés » voient dans ce dessein un projet contrerévolutionnaire.

On apercevrait mieux ce que la notion de transparence doit à Lénine et à 1917 : on a publié à l'époque toutes les conversations sur la paix, on rendait public le montant des salaires ministériels... Sans faire de 1917 un modèle — trop de choses ont changé — il me paraît évident que le démocratisme de cette époque est une source d'inspiration pour aujourd'hui. On est fier actuellement de passer (petit à petit) à l'élection des chefs d'entreprise. Mais à l'époque, tous les postes de commandement dans l'armée étaient des postes élus ! Les soviets originaux étaient profondément démocratiques et vivants; ils ont dégénéré... Quant aux privilèges réservés à certaines catégories de citoyens, il me paraît important de les mettre en cause de manière fondamentale. Ces privilèges entraînent un éloignement et une ignorance du peuple et de sa façon de vivre. Ce serait une vraie révolution d'en finir avec des comportements qui séparent les « chefs » des gens ordinaires. Rien que de se servir des transports en commun ferait du bien à ces chefs !

Nous ne sommes qu'au début de la perestroïka. Il reste du chemin à parcourir...

CINQ THÈMES À PLUSIEURS VOIX

« créer une culture de dialogue, apprendre à discuter »

« Jadis, quand un visiteur étranger, par exemple américain, formulait une remarque critique sur les lenteurs de notre système de distribution ou sur l'absence de terrasses de café, même si ces remarques (fondées) étaient communiquées sans la moindre agressivité, il y avait une chance sur deux qu'il reçoive une réponse du genre : « Mais chez vous, on lynche les Noirs ». Nous devons nous entraîner à écouter nos interlocuteurs avec calme et esprit critique. Nous devons apprendre à échanger des arguments et des idées. » Le propos est d'un collaborateur du Comité central du PCUS, *Dimitri Moïssenko*.

Youri Bandoura, rédacteur en chef adjoint des « Nouvelles de Moscou ».

« Une des fonctions de notre journal — dont le tirage en russe est de loin supérieur aux différents tirages en langues étrangères (*) — est de réveiller le sens critique et de stimuler la participation des citoyens à la vie publique. Au fil des ans, l'habitude avait été façonnée de ne pas s'exprimer, de masquer ses opinions; jusqu'en 1985, on ne parlait pas publiquement des problèmes qui tourmentent les gens. C'est une habitude détestable, dangereuse. Il n'y a certes pas de voie royale pour développer la démocratie. Nous avons à mener un effort créateur de longue haleine. Je suis convaincu qu'il faudra du temps pour que chacun apprenne à discuter. Mais déjà des progrès sont perceptibles. Les gens parlent plus politique que naguère. Par contre, certains débats — par exemple sur la manière dont est écrite l'histoire de notre pays depuis 1917, ou sur le recours à la drogue — suscitent des chocs, des protestations parfois véhémentes. Nous ne devons pas nous en étonner, encore moins nous en indigner. Il y a tout un apprentissage à faire... ».

Vladimir Popov, vice-président de la TV soviétique.

« La nouveauté dans l'information télévisée n'est pas seulement d'ordre quantitatif, elle est aussi qualitative. Les anciennes barrières (non-déclarées, mais effectives...), les tabous, l'optimisme de commande — tout cela est activement combattu. On aborde tous les problèmes, même les plus douloureux. L'information contient plus d'éléments critiques. Elle recourt volontiers aux émissions en direct, dont le nombre a été multiplié par quinze en deux ans. Nous multiplions aussi les confrontations avec les auditeurs, qui interpellent ministres et responsables du parti. C'est salutaire tant pour ceux qui sont ainsi interpellés que pour le public. Des tables rondes avec des visiteurs étrangers, du niveau d'Egon Bahr ou Mrs Thatcher — sont entrées dans les mœurs; nos journalistes apprennent à dialoguer, à discuter avec des adversaires et avec des alliés. Tout cela est nouveau, tout cela alimente la démocratie. Des sujets aussi divers que l'économie, les droits de l'homme, le cinéma, le théâtre, la jeunesse font ainsi l'objet de questions/réponses en direct ».

Guennadi Pankov et *Vadim Kosnitchenko*, de « Leningradski Rabotchii », hebdomadaire du PCUS pour la région de Leningrad :

« Les enquêtes de nos journalistes et les lettres de nos lecteurs témoignent des progrès de l'esprit critique. Tout ne va pas comme nous voudrions et nous éprouvons le besoin de promouvoir le professiona-

(**) 250.000 exemplaires en russe, un million pour l'ensemble des éditions russe, arabe, espagnole, anglaise, française.

lisme, d'avoir des collaborateurs toujours plus compétents. Car les problèmes posés par le cours même de la « perestroïka » sont complexes. Par exemple, quand sous l'effet du contrôle d'Etat sur la qualité des produits, des lignes de production sont arrêtées dans certaines entreprises, des conflits naissent, des ouvriers sont lésés. Il ne suffit pas de décrire cet état de choses, il faut l'analyser, en écoutant les divers points de vue, en indiquant si possible des solutions. C'est dans ce travail qu'apparaît à quel point nous avons tous besoin d'apprendre ce que nous appelons la culture de la discussion. Apprendre à écouter, à ne pas schématiser, à ne pas flatter, à ne pas trancher... Nous avons beaucoup à apprendre...».

Valeri Gromov, rédacteur en chef des émissions pour la jeunesse à la TV de Leningrad.

« Une de nos émissions — « Vzglad » — organise des débats avec la participation de divers groupes de jeunes, qui sont nombreux dans notre ville, qu'il s'agisse de groupes Rock, de jeunes attachés à la défense de l'environnement et du patrimoine artistique, ou encore de groupes « anti-hippies ». Notre souci est d'expliquer à la population ce qui anime ces groupes, de montrer qu'il ne s'agit pas d'ennemis mais de jeunes qui ont par exemple trouvé dans la musique rock leur mode d'expression. Ces débats ont épouvanté certains téléspectateurs. Il s'en est même trouvé qui ont réclamé qu'on « liquide » les groupes. Dans le public jeune, les opinions sont très diverses. Nous n'ignorons pas qu'il y a dans ces groupes de jeunes des gens intelligents et sérieux, et d'autres qui le sont moins, qui sont tentés par une mode. Leurs mécanismes de regroupement sont très divers; leur recrutement s'opère autant dans les écoles et les instituts supérieurs que dans les entreprises. Nous sommes décidés à poursuivre ce type d'émission, qui constitue un entraînement à la démocratie. Les obstacles auxquels nous nous heurtons ? Il n'y a guère d'obstacles à la TV même, où la bureaucratie n'est pas pesante. Et les pouvoirs locaux nous aident sur le plan de l'intendance. C'est surtout avec nous-mêmes que nous avons encore des problèmes, car s'il est vrai que nous existions déjà avant le 27^e congrès, rien de tout ce que nous faisons n'était possible il y a trois ans et demi. Trois ans, c'est court pour acquérir une culture démocratique ».

Ajoutons à ces témoignages recueillis sur place, une déclaration du chanteur *Boulat Okoudjava*, deux autres de *Mikhaïl Gorbatchev*, et qui se rejoignent significativement.

« Nous devons modifier notre mode de pensée, notre conscience et former un système de respect de l'individu, dit Okoudjava. Après avoir appris à respecter l'individu, nous apprendrons à respecter l'humanité (...). Les gens sont dans le désarroi face aux possibilités nouvelles. Je

les comprends : les uns craignent qu'un jour, cela ne leur retombe sur la tête, les autres ont perdu l'habitude de travailler et il leur faut du temps pour « reprendre du poil de la bête ».

(Nouvelles de Moscou N° 13/1987).

M. Gorbatchev au congrès du Komsomol, avril 1987.

« Dorénavant, nous n'avons pas le droit d'admettre l'apparition de nouvelles sphères de la vie de notre société, de nouvelles organisations, de nouveaux hommes, de nouveaux responsables au niveau de district ou fédéral qui échappent à la critique et au contrôle. (...) La confiance dans la perestroïka sera sapée si nous ne venons pas à bout de notre ennemi qui est peut-être le plus dangereux, la poudre aux yeux, l'habitude qu'on a d'en jeter et qui, malheureusement, s'est profondément enracinée. ».

M. Gorbatchev à Leninsk, le 13 mai 1987.

« Le changement de climat social est l'une des conquêtes de la première étape de la restructuration. Nous assistons à une sorte de libération de l'énergie politique et sociale des Soviétiques. C'est avec intérêt que les gens participent désormais à toutes les affaires de la société, soulèvent et discutent courageusement et activement les problèmes de notre progression. Les dirigeants qui avaient encore récemment l'habitude de ne faire aucun cas des gens, d'en ignorer l'opinion et les suggestions, sont de moins en moins nombreux. Et là, tous les cadres dirigeants, ceux qui se trouvent à la tête des collectifs de travailleurs que ce soit dans la production, dans la science ou dans la sphère spirituelle, doivent faire cette conclusion : il faut apprendre à travailler dans le contexte de la démocratie, dans celui d'une activité croissante des gens. Nous n'allons pas abandonner cette voie. Nous n'avons tout simplement pas d'autre voie. »

pour ou contre la perestroïka ?

Dès qu'on aborde la question des diverses tendances de l'opinion vis-à-vis de la perestroïka, la réponse qui vient le plus fréquemment, c'est : « Il n'y a pas d'opposition à la perestroïka ». A y regarder de plus près, cela signifie : il n'y a pas une opposition politique déclarée.

La majorité des lettres de lecteurs envoyées aux rédactions de journaux appuient le mouvement de rénovation et de refonte, et insistent pour que ce mouvement soit poursuivi avec énergie, plus vite et plus activement. C'est ce qui nous a été dit aussi bien à Leningrad qu'à Moscou,

à la Pravda et aux Nouvelles de Moscou, à Ogoniok et à la Télévision. C'est aussi ce qui résulte de l'analyse faite par nos interlocuteurs des syndicats, du Komsomol, de l'Union des femmes, quand ils évoquent le courrier reçu ou les observations sur le terrain.

Mais tous ceux qui prennent l'initiative de s'exprimer, même quand on ne le leur demande pas, sont par définition des gens motivés. Ils représentent une sélection dans l'ensemble des citoyens.

Un récent sondage de l'Institut central d'études sociologiques indique que 94 % des personnes interrogées se prononcent en faveur de la perestroïka, 6 % contre. Pour sa part, Fedor Bourlatsky, commentateur politique de « Literatournaïa gazeta », déclare : « Je ne connais personne qui dise non à la restructuration » (débat organisé au printemps 87 par APN à Moscou).

Cela signifie-t-il qu'un soutien actif à toutes les mesures prises par le pouvoir soviétique est désormais garanti de la part d'au moins 94 % de la population ? Certainement non. Il y a des opposants, des opportunistes, des hésitants, des résistants, des gens qui ne comprennent pas ce qui se passe, des passifs, des indifférents.

Dans son rapport à la session plénière du Comité central du PCUS (juin 1987), Mikhaïl Gorbatchev constate une « contradiction entre l'exigence d'un renouvellement, d'un effort créateur, d'une initiative edificatrice d'une part, et d'autre part, le conservatisme, l'inertie et les intérêts égoïstes ». « Une des manifestations de cette contradiction réelle, a-t-il ajouté, consiste en la disproportion entre les actions des masses qui deviennent de plus en plus actives et le style bureaucratique encore vivace dans divers domaines de la vie et les tentatives de geler la restructuration ». Et d'évoquer les « intérêts passagers, étroits et même égoïstes de certaines personnes et de certains groupes ».

Quelles personnes ? Quels groupes ?

Lev Voznessensky, qui exerce à la TV centrale la fonction d'« observateur politique » pour les problèmes de la vie soviétique, nous a parlé d'un phénomène important aux effets contradictoires. Il s'agit du contrôle d'Etat sur la qualité (*). Objectif de ce contrôle, introduit au début de cette année, dans le cadre de la perestroïka : promouvoir les produits de qualité, stopper la fabrication d'articles invendables parce que obsolètes ou mal façonnés. L'action des contrôleurs est ravageuse. L'habitude de ne prendre en considération que la QUANTITE des marchandises produites et non leur qualité, cette habitude s'est enraci-

(*) Voir dans cette livraison, l'étude de G. Roland.

née de quinquennat en quinquennat. Elle a encouragé chez nombre de travailleurs une attitude de facilité, d'indifférence, de laisser-aller.

Parce que et emploi et salaire leur sont garantis, des ouvriers en sont venus à se moquer de leur travail et de la qualité de ce qu'ils produisent.

« Ce n'est pas leur responsabilité, souligne Lev Voznessensky, mais celle du Gosplan, des directions d'entreprise, de tous ceux qui ont dirigé des années durant le pays en ignorant les lois économiques, en recourant à des méthodes administratives. Le problème est gigantesque : il s'agit de donner aux hommes de nouvelles habitudes de pensée et de travail. »

Le problème est gigantesque et il est — depuis quelques mois — senti de manière très concrète par les ouvriers de ces entreprises ou de ces lignes de production auxquelles le contrôle d'Etat refuse le label de qualité. Ils sont invités à se recycler pour occuper de nouveaux postes de travail dans leur entreprise ou ailleurs; ou ils voient leur salaire baisser parfois sérieusement. *Guennadi Janaiëv*, secrétaire du Conseil central des syndicats, nous confirme que des difficultés ont surgi dans diverses entreprises, et notamment à l'usine de Bakou qui produit des climatiseurs pour toute l'Union soviétique. A la suite du contrôle, une ligne de production a été interrompue. Cela signifie « chômage technique » et recyclage des travailleurs après la mise au point d'un nouveau processus technologique.

A Leningrad, c'est dans une usine de construction de bateaux de sport qu'a surgi un conflit. Des normes strictes de qualité, assorties d'octroi de primes, ont été proposées pour élever la productivité. Une partie des salariés, payés à la pièce, se sont opposés à cette innovation, estimant leurs salaires menacés. En vérité, c'est le système des salaires (trop nivellés) qui, autant que la qualité des produits, se trouve au centre du problème. L'un et l'autre sont indissociables de la réforme de la gestion de l'économie : la restructuration chamboule décidément tout...

Une fraction de la classe ouvrière — fraction constituée surtout de travailleurs peu qualifiés — est donc momentanément victime du mouvement rénovateur. Momentanément, oui, car le mouvement a besoin d'eux et entend leur faire place, pour peu qu'avec l'aide de la société, ils acquièrent une meilleure formation technique et un sens plus net des responsabilités. Personne ne conteste néanmoins que pour l'heure, il y a perturbations et difficultés. Personne par ailleurs ne peut jurer que tous les travailleurs soviétiques sont disposés à travailler plus ou mieux pour vivre mieux, déclare Fedor Bourlatsky (interview à « Marxism to-day » février 87).

Des adversaires de la perestroïka, chacun sait qu'il y en a et qu'ils ne manquent pas de moyens. La sociologue *Tatiana Zaslavskaia* observait déjà l'an dernier : « Impossible aussi d'ignorer que certaines catégories d'individus s'écartent de l'intérêt collectif, quand elles ne vont pas à son encontre. Ce n'est pas par hasard qu'on parle tant des bureaucrates qui refusent de céder du terrain, qui freinent, voire sabotent les changements et qui continuent de placer les intérêts de leur administration, de leur région, ou tout bonnement leurs propres intérêts égoïstes, au-dessus de l'intérêt général. Sans parler des affairistes de l'« économie de l'ombre », des spéculateurs grands et petits, des revendeurs, des courtiers, etc... qui profitent des failles de notre mécanisme de gestion pour tirer de la population et de l'Etat des revenus illicites ». (**).

Voilà des personnes et des groupes qui, dans la réalité quotidienne, font obstacle au changement, parce que le changement, en rétablissant la justice sociale, les dépouillerait de leurs privilèges. Ne schématisons pas néanmoins : les adversaires du renouveau ne sont pas forcément des bureaucrates endurcis ou des politiciens corrompus. *Alexandre Bovine*, commentateur politique des « *Izvestia* », s'en explique dans une interview à Nina Bachkatov, du « *Soir* » (3 juillet 87). « A côté de ceux qui luttent pour sauver leur pouvoir ou leurs privilèges, il existe de nombreux citoyens sincères qui estiment que les réformes portent atteinte à l'essence du socialisme et qu'il faut se battre pour préserver celui-ci ». Il n'est pas possible d'évaluer le poids de ce type d'« opposants », mais on notera que dans son rapport du 25 juin dernier, Mikhaïl Gorbatchev a confirmé les ravages importants causés non seulement par l'incompétence et l'inertie, mais aussi par le parasitisme et la corruption — ravages à tous les niveaux du pouvoir, sans épargner le parti. C'est un des facteurs de la dépolitisation et de la crise morale de la société soviétique.

Un de nos interlocuteurs, le sociologue *Choubkine*, a déploré avec vigueur que la bureaucratie, « cette grave maladie de notre organisation sociale » ait fait l'objet de trop peu d'études. Pour lui, il est clair que « les forces les plus importantes qui sont opposées à la perestroïka sont dans la bureaucratie ».

La dynamique créée depuis deux ans tend à circonscrire ces forces, à les isoler. Cette dynamique répond à une aspiration profonde de la population. Mais dans la mesure où la population a vu — parfois de près — se déployer le parasitisme et la corruption, dans la mesure aussi où elle se souvient de tentatives antérieures de réformes, avortées celles-là, la confiance dans la perestroïka reste encore fragile. L'aspiration est une chose, la confiance en est une autre. Pour que cette dernière se con-

(**) *Kommunist*, N° 13/1986.

solide et s'amplifie, il faudrait des résultats rapides au niveau de l'approvisionnement, de la vie quotidienne. C'est bien évidemment à cela que pousse la direction du PC : *accélérer* est un des mots-clés du rapport Gorbatchev sur la réforme économique.

Avec plus ou moins d'ardeur, avec plus ou moins de talent, les médias s'efforcent d'impulser la dynamique du changement, de convaincre chaque citoyen de ses responsabilités personnelles pour assurer le succès de la perestroïka. C'est une immense bataille politique...

On a demandé au cinéaste Rolan Bykov quel avait été le plus grand jour de sa vie. Réponse : « Ce jour n'est pas encore arrivé. Quand je saurai que la perestroïka a gagné, ce jour sera arrivé. Si elle devait perdre, ce serait la tragédie de ma vie ».

en direct de leningrad

Nous évoquons ailleurs dans cette livraison (voir « L'alcoolisme, un problème politique ») l'intérêt de l'émission « Opinion publique » de la télévision de Leningrad.

Lors de notre séjour en URSS, Tamara et Volodia Maximov nous ont parlé de l'émission qu'ils préparaient pour le 9 juillet. Son thème : que faire pour assurer le succès de la perestroïka ?

Nous étions déjà rentrés à Bruxelles quand l'événement s'est produit. Un collaborateur de l'agence Novosti, Serguei Nenachev, nous a envoyé ses notes de téléspectateur. « Des caméras ont été installées sur deux places centrales de Leningrad. Devant l'une d'elles, les organisateurs de l'émission ont réuni des « réalistes » qui estiment qu'avant d'agir, il faut assurer des conditions socio-économiques bien définies, devant l'autre, des « enthousiastes » persuadés que l'heure est à l'action résolue ».

Plus de 1.500 personnes ont ainsi pris la parole en ville devant les micros « volants » et d'autre part, les gens téléphonaient au studio ou y envoyaient des télégrammes-express.

Echantillons des réflexions enregistrées : Grigori Rem, un « enthousiaste » réclame la création d'un Institut de l'opinion publique. Victor Tchernov, un « réaliste » déclare : « Commencer la restructuration par soi-même, c'est agir comme le baron von Munchhausen, qui a voulu s'arracher d'un marais par les cheveux ». L'« enthousiaste » Nina Bondarenko évoque le cas d'un directeur progressiste et efficace, qui a été relevé de ses fonctions parce que le collectif n'a pas compris ses idées novatrices. Un télégramme proclame : « Tant que des mesures sévères ne seront pas appliquées à l'encontre des bureaucrates adversaires des

innovations, la restructuration ne réussira pas ». Un autre télégramme en rajoute : « Il faut obliger les comités du parti dans les arrondissements à lutter contre la bureaucratie ». Beaucoup de citoyens s'intéressent aux groupes informels, à leur essor, à leur statut. Ce sera l'objet de l'émission suivante d'« Opinion publique ».

« Si depuis trente ans, on avait comme aujourd'hui, demandé l'avis des gens, il n'y aurait pas maintenant de mal social », dit l'un. « Il faudrait placer des caméras et des micros dans les entreprises, pour que les travailleurs puissent s'exprimer — et pas seulement les passants », opine un autre.

Mais en studio, on ne se borne pas à écouter; on s'efforce de répondre. Un groupe de sociologues participe activement au débat. L'un d'entre eux, Igor Travine, réagit à la suggestion de mener l'enquête directement à l'entreprise : « Il semble que la transparence et la restructuration soient pour vous des plantes exotiques qui, pour se développer, ont besoin des conditions particulières. En plus, à l'entreprise, les orateurs regarderont non seulement la caméra, mais aussi leur chef ».

Deux observations générales sont formulées par le staff des animateurs. Primo, les émotions débordent, les jugements sont trop catégoriques, les gens tolèrent mal l'opinion de ceux qui ne pensent pas comme eux. Secundo, « enthousiastes » et « réalistes » se recrutent dans toutes les couches de la société. Les gens de 31 à 45 ans sont les plus actifs; parmi les « enthousiastes », la majorité a vingt ans.

Encore une réflexion : certains ont trouvé que la transparence coûte trop cher : 60.000 roubles pour une émission télévisée leur paraît scandaleux. « Le jeu en vaut la chandelle », estime la majorité. A quoi les sociologues ajoutent : « Nous avons affaire à un phénomène nouveau, qu'on peut appeler la sociologie télévisée ou la télévision sociologique ». Ils sont contents !

« l'opinion publique, instrument de contrôle » quel contrôle ?

Lev Voznessenski accorde aux confrontations entre téléspectateurs et dirigeants politiques une très grande importance. Il nous a dit pourquoi, à son sens, cette pratique est porteuse d'avenir. « Nous voudrions que certaines de ces émissions-rencontres aient lieu chaque année et je vois comme thèmes prioritaires : la démocratie, la santé, la protection

de l'environnement. Si chacun sait, au niveau des responsables comme au niveau du public, que ces rendez-vous ont lieu, ils peuvent jouer le rôle de postes de contrôle social. J'entends que ces émissions peuvent donner à la population les moyens de contrôler l'action des ministres, des soviets, du parti. Déjà un certain nombre de ministères ont rendu obligatoire la fourniture de réponses aux questions posées par les téléspectateurs. Il faut aller plus loin et la pression populaire doit se systématiser et s'élargir. La transparence prendrait ainsi une nouvelle valeur. Déjà aujourd'hui les gens parlent plus de politique qu'il y a deux ans. La TV peut contribuer à donner consistance et poids à cette repolitisation »;

Même son de cloche chez *Youri Bandura*, rédacteur en chef adjoint des « Nouvelles de Moscou », en partant cependant d'une situation différente.

« Notre hebdomadaire est lu par 4 groupes de lecteurs différents : ceux de l'Union soviétique, ceux des autres pays socialistes, ceux du tiers monde, ceux des pays capitalistes. Il n'est pas facile de répondre aux attentes de tous. Le profil des NM en URSS est celui d'un hebdomadaire politique d'intérêt général. Nous pourrions vendre un million d'exemplaires dans notre pays, tant la demande est grande. Mais faute de ce tirage, le NM n'ont pas, en URSS, un lectorat stable. Nous nous efforçons donc de résoudre les problèmes d'équipement et de personnel pour jouer un rôle plus grand dans notre propre pays, cela nous paraît essentiel, car la perestroïka a besoin d'une opinion publique comme régulateur du mouvement social, comme stimulant du sens critique et de la participation des citoyens, comme instrument de développement de la démocratie. ».

Pour *Nina Zorina* du Komsomol de Leningrad, l'information est devenue un impératif pour la jeunesse. Elle précise aussitôt : « pas l'information à sens unique, bien sûr ! Une information qui va aussi de bas en haut, et qui ne se limite pas aux membres du Komsomol ». « Ainsi, poursuit-elle, notre dernière assemblée plénière a été préparée sous le signe de l'ouverture. Le rapport qui allait y être présenté a été publié une semaine plus tôt dans notre hebdo « Smena » avec invitation à tous les lecteurs de communiquer leur avis par téléphone ou par écrit. A la réunion même, de nombreux groupes « amateurs » étaient représentés. On a travaillé en 8 sections, limitant au temps minimum l'assemblée vraiment plénière. C'est une nouvelle forme de travail, fondée sur le dialogue, qui suscite de l'intérêt, réveille des énergies. Nous avons, en tant que Komsomols, pris part aux diverses délégations et pétitions de jeunes en vue de défendre le patrimoine culturel ou l'environnement. Nous voyons autour de nous se développer la confiance et la pratique de la démocratie. C'est ainsi que nous contribuons au succès de la perestroïka ».

Vice-directeur de la « Pravda », *O. Grigoriev* a rappelé le rôle constant du « courrier des lecteurs », qui a toujours été, dit-il, « un moyen de contrôler l'opinion publique ». Mais ce rôle a pris une ampleur sans précédent depuis deux ans. Le courrier connaît une « véritable explosion ». Non seulement le nombre de lettres a fort augmenté (700.000 déjà pour cette demi-année 1987, contre 600.000 en 86) mais leur caractère a changé. Maintenant la plupart des lettres concernent les problèmes de la restructuration, donc de l'ensemble de la société. Cet appui à la perestroïka de la part de l'opinion publique est le meilleur garant contre la bureaucratie ».

L'écrivain *Serguei Zalyguine* va plus loin. Nous ne l'avons pas rencontré, mais le texte qu'il a signé dans « *Novy Mir* » (N° 1-1987) constitue un document de poids à propos des « garanties » dont l'opinion publique peut être porteuse.

Ce texte commence avec un rappel de la décision prise le 16 août 1986 par le Bureau politique du PCUS — décision d'« interrompre » les travaux de détournement des fleuves sibériens. Le communiqué du Bureau politique se terminait par ces mots : « notre Etat a opéré un virage en faveur de l'opinion publique, un virage non seulement nécessaire, mais encore irréversible ».

Commentaire de Zalyguine : « S'il y a des changements, s'il y a une opinion publique renouée et active, cela signifie aussi que la société se divise entre progressistes et conservateurs. Ce clivage ne porte pas seulement sur la façon de juger le présent, mais sur celle de juger le passé et ce qui, dans ce passé, nous est utile ou néfaste. Cela signifie que qu'aujourd'hui nous avons un conservatisme bien de chez nous, un conservatisme socialiste et soviétique qui n'a rien à voir avec une séquelle du passé ». Ces conservateurs, estime l'écrivain, veulent « une société qui ne change pas. » (...).

Nous avons pu nous convaincre, poursuit-il, que l'absence d'opinion publique avantage en tout premier lieu les administrations qui oublient leur obligation première : « servir la société et non se servir elles-mêmes ». Et de conclure : « Plus les changements seront nombreux et plus l'opinion devra devenir active, et plus elle sera active plus les changements seront nombreux. »



On peut voir une reconnaissance légale du rôle de l'opinion publique dans un décret du 30 juin dernier qui dispose que les questions concernant les principales orientations de la vie politique, économique et sociale, l'exercice des droits constitutionnels, des libertés et le respect

des obligations par les citoyens soviétiques seront désormais soumises à une discussion à l'échelle du pays. Informations et débat sont prévus à divers niveaux, des assemblées de base (travailleurs/citoyens) aux instances de régions et de républiques.

la question morale

Il est malaisé de traduire le mot russe «doucha» (littéralement âme) et les adjectifs qui en sont dérivés quand ils sont utilisés à propos de la politique sociale, de la politique culturelle, voire de la gestion économique. Ce voisinage n'est cependant pas rare.

La «question morale» affleure dans bien des discours de M. Gorbatchev, dans les analyses de Tatiana Zaslavskaïa ou d'Alexandre Yakovlev, dans la presse, dans les propos de nos interlocuteurs. «Valeurs morales» ou «vie spirituelle» — on peut, selon les points de vue, estimer ces notions floues ou riches. Les Soviétiques les associent aux idées de justice, d'humanisme, de lutte contre la corruption, de droit à l'information, de civisme, de démocratie. Et parfois aussi de patriotisme.

Dans une plaquette éditée par l'agence de presse Novosti l'académicien *Dmitri Likhatchev* observe : «Nous n'avons pas perdu notre courage corporel, mais certains semblent avoir perdu le courage de l'âme et de l'esprit. Ces dernières années, nous avons particulièrement souffert d'un manque de conscience civique. Je ne veux pas dire qu'un très grand nombre de vices, de phénomènes se soient accumulés dans notre vie sociale; je ne veux pas dire que beaucoup de personnes se sont trouvées impliquées dans des machinations, dans des actions honteuses et que ces actions honteuses sont restées trop longtemps impunies. Nous avons souffert d'un manque de conscience civique parce que nous nous sommes tus. (...) Nous ne devons connaître qu'une seule crainte : celle du mensonge. C'est alors qu'une atmosphère morale saine règnera dans notre société» (1).

Guennadi Janaïev, secrétaire du Conseil central des syndicats nous a parlé du besoin qu'ont les syndiqués d'une «purification morale». Depuis les années soixante, nous a-t-il dit, nous avons accumulé tant d'éléments négatifs-bureaucratisme, corruption, écart entre actes et paroles, etc. que s'est développé «un véritable nihilisme social». Les gens ont eu conscience qu'une partie de la société vit en dehors de la légalité et de la morale socialistes. D'où le besoin aigu de restaurer et la légalité et la morale...

(1) «Le XXI^e siècle doit être le siècle de l'humanisme» APN 1987.

Pour *Lev Voznessenski* (TV centrale) le nouveau style des émissions télévisées qui mettent face à face dirigeants et dirigés, donnent de «nouvelles habitudes de pensée» et tendent à transformer moralement l'homme. On le voit : dans cette acceptation des mots, morale et démocratie vont de pair.

Vladimir Choubkine évoque lui aussi «la crise morale» de la société soviétique, en soulignant notamment l'effet qu'ont eu sur la jeunesse la bureaucratisation du Komsomol, la tendance technocratique du système d'enseignement. Un court moment, il nous rappelle ses vingt ans à lui — qui ont coïncidé avec le début de la guerre — «Il y avait alors une grande cohésion dans la jeunesse, dans la société». Mais le souvenir de la guerre n'est pas seulement lié à la conscience d'une cohésion nationale : aujourd'hui encore, dit Choubkine, les millions de vies humaines qu'elle a coûtés font partie de la mémoire collective : la jeunesse y est sensible et y puise des raisons de combattre la course aux armements.

A propos de cette mémoire que l'écrivain Proskourine appelle «une douleur», je voudrais dire combien il importe de visiter certains sites soviétiques. Le cimetière Pissarevski à Leningrad est un de ces sites. Les quelque 600.000 victimes civiles du siège de Leningrad — mortes de faim, de froid, de bombes — y sont ensevelies collectivement. Des pelouses à perte de vue. Un mémorial. Une flamme...

«Morale» encore, dans le commentaire des animateurs du journal «*Leningradski Rabotchi*» sur le procès (qui venait de commencer) des responsables de la pollution du lac Ladoga. «Les problèmes écologiques ont une profonde résonance dans l'opinion. Notre hebdomadaire en parle souvent, nous avons contribué à ce que se tienne ce procès. Non que nous soyons assoiffés de sang. Mais il est moralement indispensable que soient châtiées les entreprises et les administrations qui portent la responsabilité de la pollution du lac».

Et voici le témoignage de *A. Fedoulova*, vice-présidente du Comité des femmes soviétiques, très préoccupée par les problèmes de la famille. «Il y a souvent, nous dit-elle, une déchirure entre parents et enfants. Il arrive que même les mères ne communiquent pas avec leurs enfants. D'autre part, les tâches ménagères sont encore mal réparties au sein du couple. Nous voudrions parvenir, grâce notamment à l'action des Conseils de femmes, à ce que les époux soient des partenaires dans le ménage et pour l'éducation des enfants. Il y a là une mission morale à accomplir».

Quant à *Tatiana Zaslavskaïa*, président de l'Association soviétique de sociologie, elle écrit : «Hier encore, nous pouvions tolérer un point

de vue "purement professionnel" sur l'homme, l'incapacité de comprendre l'"aspect humain" du progrès scientifique et technique, son lien avec le monde spirituel. Aujourd'hui, l'heure est venue de connaître vraiment l'homme, de faire preuve du plus grand respect pour ses intérêts et aspirations, de savoir développer et éduquer ses besoins. Nous sommes entrés non seulement dans le monde des ordinateurs, de l'électronique, des robots, de l'informatique, de la biotechnologie, mais aussi dans celui du développement optimal de l'homme : de son cerveau et de son humanisme, de l'individualité et de la diversité de ses manifestations personnelles dans la sphère de la morale».

T. Zaslavskaïa estime que «l'ambiance du XXVII^e congrès du PCUS a été une remarquable leçon de moralité. (...) En fait, ajoute-t-elle, il n'est pas seulement question du développement moral, mais encore du renouveau, surtout moral, de l'individu» (2).

On pourrait s'étonner de la place accordée par T.Z. à l'individu. Un des grands mérites de cette sociologue est d'avoir — avant l'ère Gorbatchev — tenté une analyse fine de la réalité sociale de l'URSS. Elle distingue des différences d'intérêt et de situation au sein même de la classe ouvrière. Elle acte qu'existent en URSS à côté de travailleurs sérieux et dynamiques, des travailleurs irresponsables, d'autres qui sont passifs, d'autres encore qui s'efforcent d'obtenir des revenus illicites. Elle assigne comme objectif à la politique sociale du pays d'appuyer pleinement les meilleurs travailleurs, afin d'assurer la justice et de rétablir la confiance en la justice. Aussi T. Zaslavskaïa met-elle «le paquet» sur le facteur humain. Triomphe de l'individualisme ? Non, mais volonté de cerner le réel dans toute sa diversité, refus des mythes et du dogmatisme.

C'est *Alexandre Yakovlev*, membre (depuis juin) du Bureau politique du PCUS, qui a le plus nettement mis l'accent sur le facteur moral dans la restructuration.

Il y a consacré un discours aux militants du PCUS de la ville de Kalouga, discours répercuté par «Les Nouvelles de Moscou» (N° 31). Nous y puisons les extraits suivants :

L'essence de la plate-forme du XXVII^e congrès consiste aussi à orienter résolument la politique et la pratique en direction de l'homme, afin que le progrès matériel ne soit pas obtenu au prix d'un préjudice moral, de pertes spirituelles. (...) L'essence de la plate-forme du XXVII^e congrès réside également en ceci : l'accélération du développement social et économique est considérée comme une révélation de nouvelles possibilités du socialisme par les nouvelles possibilités de l'homme.

(2) «La restructuration commence par l'homme» APN 1987.

(...)

Il faut mettre fin de façon révolutionnaire à la pratique qui voulait que les uns prophétisent impérieusement et que les autres écoutent docilement. Le socialisme ne peut tolérer que les gens s'écartent de la solution des affaires de l'Etat, de la société, du collectif. Cela n'est plus du socialisme alors, mais quelque chose d'étranger à ses principes.

(...)

Aujourd'hui au centre de tout le travail — de tout et non d'une partie — doivent se trouver justement les caractéristiques sociales, spirituelles et morales de la société et de l'homme. Si l'on dit une chose et que l'on fait une autre, il ne peut y avoir de succès car il y a violation d'un des principes fondamentaux de la morale, de l'honnêteté politique.

Si pour gérer avec le maximum d'utilité pour la société, les cadres sont obligés de jongler, de manœuvrer, de faire toutes sortes de trucs avec les indices, cela veut dire que les réformes dans l'économie sont depuis longtemps venues à maturité, qu'elles frappent à la porte car l'économie socialiste n'a pas le droit d'être amoral.

Si une vague de médiocrité, de malveillance vis-à-vis de l'authentique innovation, de tout ce qui est talentueux et original croît, dans la culture, les arts, la science, le journalisme, la pédagogie, la médecine, des années et des décennies durant, c'est que la moralité socialiste est violée.

Et l'essence finale des réformes amorcées après le plenum d'avril, du point de vue de l'avenir, c'est le rétablissement de la morale partout en tant que loi immuable de la vie, c'est la consolidation de son importance dans la pratique. Il est indispensable d'extirper non seulement les cas et les récidives d'hypocrisie, de mensonge, de veulerie, de malhonnêteté etc., mais aussi d'éliminer tout ce qui les engendre et les soutient en tant que phénomène social.

La grande effervescence morale qu'ont acquise, ces derniers temps, les interventions critiques pendant les réunions du parti et des ouvriers, pendant les rassemblements dans les villages et dans les médias est donc logique. Une effervescence qui n'est pas habituelle et commode pour tous, qui effraye certains, disons-le franchement, par son énergie, sa force intérieure. Mais elle purifie également, ce qui importe tellement aujourd'hui.

(...)

L'éducation du sens de la propre dignité de l'homme est probablement l'une des tâches les plus urgentes.

(...)

*
* *
*

Pour en finir avec ce chapitre sur l'« âme » et la question morale, deux observations encore. Elles émanent de deux hommes de media, le vice-directeur de la Pravda, *Grigoriev* et le responsable des émissions pour la jeunesse à la TV de Leningrad, *Gramov*. Le premier nous a dit : « La perestroïka commence par soi-même. C'est le plus difficile ». A la question « Quels obstacles rencontrez-vous pour réaliser la transparence ? », le second a répondu : « Le principal obstacle est en nous-même ».

l'alcoolisme, un problème politique

Le thème de l'ivrognerie suscite peu de sourires et beaucoup de soucis. Chacun sait que le mal est ancien, massif, profond, et que des tentatives antérieures pour le combattre ont été vaines. Le prof. *Korobeinikov* nous a parlé d'une étude menée en 1977 sur l'état de l'opinion publique face à l'alcoolisme. Si 90 % des gens interrogés ont condamné l'alcoolisme « en général », le taux de la réprobation diminue sensiblement quand le problème est fractionné, et quand on demande par exemple de se situer par rapport à la consommation d'alcool lors d'une fête de famille.

Lev Voznessensky, de la TV centrale, nous a confirmé que l'alcoolisme est « une grande préoccupation pour tous ». Il est convaincu qu'on ne le combattrait pas efficacement en se limitant aux interdits et il n'est pas loin de penser qu'on a mis quelque démesure dans les interdits. La solution est ailleurs : dans la prévention, c'est-à-dire dans l'organisation des loisirs et du cadre de vie. A l'évidence, c'est une solution qui dépasse le court terme.

A Leningrad, une des émissions de la série « Opinion publique » de Tamara et Volodia Maximov a été consacrée à l'ivrognerie. Avec des effets en direct qui ont dû frapper quelques consciences... Pendant que se déroulait l'émission, qu'étaient répercutés sur ordinateur les milliers d'avis, fournis par téléphone ou par télégramme, que se déroulaient les plaidoyers des « avocats », des caméras filmaient l'atterrissage de pivoets dans les services de garde des hôpitaux ou dans les postes de police de la ville. Il y a eu ainsi en 3 heures 464 cas de flagrant délit projetés sur le petit écran des Leningradois.

Les femmes sont « demandeurs » en matière de lutte contre l'ivrognerie. Des dizaines de milliers de lettres demandant que des mesures soient prises contre l'alcoolisme ont été reçues en 1985 au Comité des femmes soviétiques. Dans son interview à l'Unità (18 mai 87), M. Gorbatchev a déclaré que « les femmes exigent même la prohibition » de l'alcool. Les raisons invoquées, on les devine : comme partout au monde quand sévit l'ivrognerie, les femmes en sont doublement victimes : par la violence physique, par une diminution des ressources du ménage. Cette pression de l'opinion féminine (mais pas seulement d'elle) a été suivie d'effets. Des mesures sévères — hausse des prix de la vodka et du vin, ouverture des magasins pendant un nombre d'heures limité, contrôles routiers plus drastiques, sanctions en cas d'ébriété sur les lieux du travail, etc. Tant et si bien qu'en 1986, la consommation des spiritueux a baissé presque de moitié par rapport à 1984. L'absentéisme a diminué, les accidents du travail et de la route aussi. C'est ce que constate une résolution du Comité central du PCUS de juin 1987. La même résolution ajoute néanmoins qu'« on n'a pas réussi pour l'instant à constituer partout un large front de lutte contre l'abus de l'alcool » et elle acte les retards et carences de diverses organisations du parti lui-même.

Alevtina Fedoulova, vice-présidente du Comité des femmes soviétiques, nous a dit que l'ivrognerie continue à préoccuper beaucoup les familles; les Conseils de femmes récemment créés ont parmi cent autres missions, celle de retrouver la piste de maris/pères alcooliques en goguette et qui refusent de participer à l'entretien de leurs enfants. Elle nous a dit sa vive répulsion pour les femmes qui s'adonnent à l'alcoolisme, cela pour des raisons de morale et de santé. Il arrive d'ailleurs que les mères ivrognes se voient retirer la garde de leurs enfants. Mais cela étant dit, il reste que l'alcoolisme est plus massivement masculin que féminin.

Pour *Guennadi Janaiëv*, secrétaire du Conseil central des syndicats, la lutte contre l'ivrognerie fait partie du travail d'éducation dévolu aux syndicats. A l'entreprise, des brigades ou groupes de travailleurs tentent d'assumer cette responsabilité en traitant avec les personnes concernées. On ne se fait cependant pas trop d'illusions. S'il est vrai que l'absentéisme et les accidents du travail ont diminué, la courbe n'est pas constante. Le marché noir et les distilleries clandestines posent un problème sérieux. Bref, le diagnostic est partout le même : il faudra du temps pour venir à bout de ce fléau. Il faudra, déclare le PCUS, « un travail opiniâtre et continu », bien au delà de méthodes uniquement coercitives et administratives. Ce qui est en cause, c'est le développement de l'infrastructure sociale, c'est l'offre culturelle, l'organisation des loisirs. Élément de la perestroïka, l'éradication de l'alcoolisme est un objectif politique capital.

Tirage de quelques journaux centraux

(en millions d'exemplaires)

<i>TROUD</i> (syndicats)	18,5
<i>PRAVDA</i> (parti)	11,5
<i>KOMSOMOLSKAIA PRAVADA</i> (jeunesse)	13,5
<i>IZVESTIA</i> (gouvernement)	7
<i>LITERATOURNAIA GAZETA</i>	3

Tirage de quelques revues centrales

(en millions d'exemplaires)

<i>La santé</i>	16,6
<i>L'ouvrière</i>	15
<i>La paysanne</i>	14,5
<i>Science et vie</i>	3,5
<i>Le communiste</i>	1
<i>Le crocodile</i>	5,6

les jeunes et les médias

hubert cambier

« Ça bouge en URSS », titraient en mai dernier les CM. Du côté de la jeunesse, on pourrait même dire que ça frétille...

Qu'on se tourne vers l'explosion des groupes rock ou vers la manifestation (ambigüe) des Liouberys (*), qu'on écoute ces « jeunes anciens d'Afghanistan » ou qu'on assiste à l'aggiornamento du Komsomol (l'organisation des jeunes communistes), qu'on suive le mouvement des jeunes bâtisseurs ou les groupements de jeunes chercheurs : c'est à tous les tournants qu'on voit la jeunesse se manifester.

La « *Komsomolskaia Pravda* » se met à la pointe de la glasnost sociale, avec ces thèmes qui dérangent — prostitution, toxicomanie. Les écrans cinématographiques affichent film sur film à ce propos, avec une audience jamais démentie. Les émissions télévisées soi-disant spécialisées pour la jeunesse font un tabac : 150 millions de spectateurs. Qui dit mieux ? Bref, il est difficile de percevoir le processus social qui a lieu aujourd'hui en URSS sans cette omniprésence de la jeunesse.

Encore qu'à cibler le sujet sur la jeunesse seulement, on risque de rater la réalité. D'un côté, ce sont bien les jeunes qui se manifestent, mais de l'autre, c'est aussi la société qui semble découvrir ses jeunes. Car la société soviétique a vécu longtemps sur une image d'Epinal de la jeunesse. Les jeunes, c'étaient les « pas - encore - adultes - qui - doivent - respecter - les - adultes ». Tout se passant comme si la société avait changé et que la génération précédente n'avait pas su en prendre la mesure. Continuant à utiliser les catégories et l'idéologie d'antan, elle se trouverait aujourd'hui prise au dépourvu par ses jeunes, « ce monde différent, avec ses propres règles, indépendant » (Karen Chakhnazarov). Dire que ça bouge aujourd'hui du côté de la jeunesse, c'est peut-être dire avant tout que ça bouge dans une société qui tente de regarder sa jeunesse comme elle est réellement, et avec un parti-pris de confiance.

(*) Le terme de Lioubery s'est imposé à partir des jeunes d'une ville périphérique de Moscou adeptes du sport et de la culture physique, et qui estiment faire œuvre utile en se bagarrant contre punks et rockers, assimilés à des exemples de décadence occidentale.

Les jeunes s'affirment d'abord sur le plan social, dans leurs sphères d'activité de tous les jours : clubs informels, mouvements spontanés, musique, participation à la démocratisation de la vie de l'entreprise (l'élection du directeur dans une entreprise de mini-bus, près de Riga, a été lancée à l'initiative des jeunes travailleurs). Non que le débat politique n'y soit pas présent. Mais il est second. Ou, pour mieux dire, la jeunesse a à redécouvrir aujourd'hui le sens de la politique, après ces longues « années de stagnation » qui ont pesé aussi sur le Komsomol lui-même. Un Komsomol qui a la lourde tâche de frayer la voie d'une réflexion, d'un engagement, d'une prise en mains — à la fois sociale et politique — par la jeunesse de ses conditions de vie, de ses loisirs, du développement de la société. Et qui le signifiait lors de son dernier congrès en affirmant bien haut la volonté d'être une organisation *politique*, pas seulement sociale, de la jeunesse.

« Les jeunes et les médias » a un peu à voir avec tout cela, notamment parce que les rapports entre les premiers et les seconds ne se réduisent pas à un reflet, pas plus qu'à une passive consommation. Les médias (j'insisterai surtout sur le cinéma et la télé, mais la presse écrite et parlée a un rôle fort proche) jouent en ce moment en URSS un rôle essentiellement actif : animer, interpeller, provoquer. Information ou fiction, les films, les reportages qui ont tant de succès, l'ont d'abord été parce qu'ils dérangent. Et parallèlement, du côté de la jeunesse, on ne se contente pas de visionner ou de lire, on veut participer. Le courrier des lecteurs et des spectateurs se fait plus abondant que jamais, change de nature aussi (il devient plus politique, formule des propositions). Certaines émissions donnent lieu à des mobilisations (par exemple pour la protection des monuments et des sites). Bref, ce lien qui se constitue aujourd'hui entre médias et jeunesse me paraît suffisamment significatif pour que j'essaie de ressaisir à partir de lui les questions qui se sont posées aujourd'hui dans ce processus mouvementé de la perestroïka, entre jeunesse et société.

CINÉMA : LES ENFANTS D'UNE CERTAINE GÉNÉRATION

« Plumbum — les jeux dangereux », du dramaturge Alexandre Mindadzé et du réalisateur Abdrachitov, sortait ces derniers mois sur les écrans moscovites. Avec une audience exceptionnelle pour un film qui « traite de la jeunesse ». Un film assez représentatif de la production actuelle, sélectionné par l'Union des cinéastes pour la représenter au prochain Festival de Venise.

De prime abord, l'histoire paraît assez simple. Le héros (ou anti-héros, prenez-le comme vous voulez), un adolescent d'une quinzaine d'années (Plumbum de son surnom, et pour en avoir une idée, il suffit

de s'imaginer les caractéristiques du métal du même nom), se retrouve par hasard dans une patrouille de volontaires sociaux (qui s'offrent comme auxiliaires de la milice pour maintenir le bon ordre public). Il prend apparemment goût au jeu, où il entre un peu comme on entre en religion. « Débarrasser la ville de sa boue sociale » sera désormais la mission à laquelle il sacrifie tout : parents, relations, voire son identité même. Parce que pour mieux piéger les délinquants, clochards, spéculateurs... il commencera par se faire des leurs. Sans hésiter, à capter leur confiance ni à lier amitié... pour mieux dénoncer par la suite. Un peu machiavel, un peu apprenti-sorcier. L'histoire bien entendu finira mal. Au cours d'une « poursuite-règlement de comptes » (toujours pour la bonne cause évidemment) la copine de Plumbum, assistante enamourée avant tout naïve, perd pied, s'écrase... et finira la trista comedia. Histoire simple qu'on peut prendre au premier degré (ce que certains jeunes ne manqueront pas de faire, considérant Plumbum comme un héros justicier sans peur et sans attaches)... ou au deuxième, au troisième... Et là, on voit toutes les valeurs vaciller. Valeurs sociales : qu'est-ce que cela veut dire débarrasser la ville de ses braconniers, clochards, délinquants ? Qu'est-ce que ce quadrillage social volontaire qui cerne chacun, amis, parents, familiers... ? Valeurs morales : peut-on ainsi jouer double, triple jeu ? Etre bon écolier, bon fils d'une part, partager la vie de trafiquants de l'autre, et se faire flic du même pas ? Impossible de « subir » alors ce film sans un profond sentiment de malaise : où est le bien, où est le mal ? Qu'est-ce que le bien, qu'est-ce que le mal ? Les points d'interrogations se multiplient et ne se laissent guère couler si facilement dans l'un ou l'autre train de réponses rassurantes.

Un film sur la perestroïka, « Plumbum » ?

Le mieux était de poser directement la question à Vadim Abdrachitov. « Il faut voir "Plumbum" comme le septième film d'une série consacrée à nos contemporains. Dans le précédent, "La parade des planètes", il était surtout question de la génération des années de stagnation, des années septante. Cette fois-ci, nous voulions nous centrer sur les enfants de cette génération. La source du film, poursuit Abdrachitov, remonte à l'époque où on considérait l'homme comme un rouage du mécanisme de l'Etat, les intérêts de chaque citoyen dépendant des intérêts de l'Etat. Plumbum est de son temps, participe d'une certaine philosophie. Il porte en lui une idée claire, un idéal si on veut, et à partir de là, rien ne peut l'arrêter. Il capte la confiance des gens et les trompe. Apparemment son projet est positif : nettoyer la ville de sa fange sociale. Mais qu'est-ce que cette activité à laquelle il consacre toute son énergie ? Il fait violence à des gens qui ont leur vie, leur histoire... Le film a été réalisé à l'époque où écrivains et sociologues parlaient de la passivité de la jeunesse. Le diagnostic n'est que partiellement vrai. D'ailleurs, à cet âge physiologiquement, comment rester passifs ? Ils agissent.

La vraie question est de savoir comment ils agissent, au service de quoi et sous quelles formes leur force s'emploie. Il nous a semblé important de poser cette question au travers de *Plumbum* qui n'est pas un personnage réel, bien sûr, mais qui rassemble des traits typiques d'une génération — celle qui ne s'interroge pas sur le bien ou le mal de son action. »

« *Plumbum* » n'est pas le seul film qui jette un regard interrogateur sur la jeunesse. Citons, parmi les plus récents, « *Le garçon de course* », de Karen Chakhnazarov, primé au récent festival de Moscou.

L'histoire en est banale. Vania (seize ans à peu près) est le fils d'un ménage divorcé. Echouant à des études entreprises sans goût, il trouve une place (qui le passionne aussi peu) dans un bureau comme garçon de courses. Il débouche ainsi dans une famille « bien » où se noue une amourette avec la jeune fille de la maison, séduite par son allure contestataire. Le jeune personnage — on ne parlera certes pas de héros — est traité avec une ironie très fine; il tourne en dérision comportements, habitudes sociales, formules toutes faites — avec d'autant plus de facilité que se révèle le « pas de sens » des valeurs, des idéaux auxquels on prétend les raccrocher. Cynique, amoral, le jeune Vania ? Oui, si on entend par là qu'il opère comme révélateur du vide moral, de la perte d'âme de la société dans laquelle il évolue. Le film, me dira le réalisateur, « tente de ressaisir toutes les facettes, les ambiguïtés, les contradictions de la vie elle-même ». Et se moque doucement de la génération actuelle comme de la précédente.

Autre exemple, cette fois entre le documentaire et la fiction : « *Le cambrioleur* », de Vadim Ogorodnikov. Documentaire, lorsqu'il balade sa caméra sur le milieu un peu perdu d'un appartement communautaire d'une famille complètement éclatée — entre un père qui « vit sa vie » en toute irresponsabilité, un fils chanteur de rock qui proclame ses propres choix « sans avoir rien à foutre de cette société », un autre fils qui erre de l'un à l'autre, avec la volonté de comprendre, sans jamais se faire juge. Documentaire aussi quand il nous plonge dans le milieu des rockers de Leningrad, des motards, de ces jeunes en quête d'une activité, avec juste ce qu'il faut de marginalisme pour organiser leur contremonde, leur contre-culture. Sans férocité, mais sans guère de principes. Mais fiction aussi, ce film, quand il pousse ses personnages à bout. « *Génération perdue* », résumera, lapidaire, le réalisateur.

Parmi les documentaires, il faut évidemment re-citer « *Est-il facile d'être jeune ?* », de Youri Podnieks, qui tourne dans les milieux de la jeunesse balte (**). La question posée par ce film est : quelle place sociale reconnaît-on aux jeunes ? Comment peuvent-ils se prendre au sérieux

(**) Voir *CM* n° 151.

dans une société qui ne les prend pas au sérieux ? « Que doivent-ils faire de leur énergie ? » demande Youri Podnieks. On leur dit d'étudier; mais les autres générations n'ont-elles rien à faire de l'énergie des jeunes ? »

DES QUESTIONS, PLUS QUE DES RÉPONSES

« On s'intéresse de plus en plus aux problèmes de la jeunesse. Ce sont les temps qui veulent ça. La jeunesse est un monde que nous devons essayer de comprendre. Auparavant, ce n'était pas possible. On produisait sur la jeunesse des films roses, amusants, un peu solennels ou moralisateurs. Le processus de la perestroïka nous oblige aujourd'hui à regarder les problèmes en face ». C'est K. Chakhnazarov qui parle.

Si le genre se renouvelle, c'est d'abord dans le sens du cinéma-vérité, qui pose des questions et amène le spectateur à affronter une réalité d'autant plus inconfortable qu'elle est aussi sa réalité. C'est une première coupure opérée au cours des deux dernières années : finis les héros positifs, les contes amusants, les modèles tout faits. Aujourd'hui, le cinéma sur la jeunesse force la réflexion : pourquoi les jeunes sont-ils comme ils sont ? Qu'expriment-ils d'autre que l'état de la société qui les a éduqués ? Le regard porté par la jeunesse sur le décalage entre valeurs affichées et vie réelle, ce regard ne met-il pas en cause la société ?

La plupart des films que nous voyons aujourd'hui ont été mis en chantier bien avant avril 1985, il y a même quatre ou cinq ans. Ils aident à comprendre que si la perestroïka a (à l'évidence) des raisons et des objectifs économiques, elle en a aussi d'ordre moral. A cet égard, les manifestations de la jeunesse auront été un des plus puissants révélateurs. Le cinéma, le théâtre ont été des instruments de « transparence » avant la lettre; l'enseignement, le Komsomol ont reçu largement leur part dans ces opérations de dévoilement/interpellation.

Le cinéma, un média passif, s'adressant à des individus dans un mode unidirectionnel ? Ce serait compter sans l'énorme impact des discussions en famille, entre jeunes, à l'entreprise... Et ce serait faire fi du climat général de mobilisation que connaît l'URSS actuelle. Une mobilisation où la TV joue aussi un rôle important.

TV : UN DÉBAT QUI DONNE PRIORITÉ AUX JEUNES EUX-MÊMES

« Il y a deux ans, avant de partir, je n'aurais jamais cru que la TV puisse être aussi intéressante à regarder qu'elle l'est maintenant ». Alio-

cha, parti travailler deux ans en Algérie, insiste : « Tu devrais regarder, il y a des émissions passionnantes ». Il ne restait plus qu'à suivre son conseil.

Deux émissions tiennent le hit-parade de la TV pour la jeunesse : *Mir y molodioj* (le monde et la jeunesse) — trente-cinq minutes/semaine, et sa séquence « approfondie » — une heure trente tous les deux mois, appelée *12^e étage* parce que l'équipe de réalisation travaille au dernier étage de Gosteleradio. Leur audience est estimée à 150 millions de spectateurs. Elles touchent donc bien plus que la jeunesse, à moins d'admettre la définition de Hergé : « De 7 à 77 ans »...

Le monde et la jeunesse se présente comme une sorte de rubrique-reportage, une espèce d'Antenne-Soir s'attachant plus particulièrement à des thèmes intéressant la jeunesse : débats au sein du Komsomol, carnaval, étudiants américains en URSS, nouvelles approches de l'histoire, questions écologiques, prostitution, Afghanistan... Tout cela alterne avec des séquences musicales, où les groupes rock se taillent la part du lion.

Vladimir Mokousev, réalisateur-producteur de l'émission, s'explique sur les raisons du succès de « Le monde et la jeunesse » : « Des raisons



de style et de contenu, dit-il. Côté style, nous donnons un rythme rapide à l'émission, quatre à cinq minutes par sujet, entrecoupées de séquences musicales. Nous laissons surtout parler directement les personnes concernées. Nous demandons au journaliste de s'effacer, lui, derrière ce que les gens, les jeunes, peuvent très bien dire ou montrer eux-mêmes. Des raisons de contenu aussi. Nous voulons aborder tous les sujets, sans accepter de tabous particuliers. Et nous voulons les aborder de façon aussi critique qu'ils méritent de l'être. Si les jeunes sont mécontents de l'attitude des dirigeants, du fonctionnement du Komsomol, ils le disent. S'il faut aborder le problème des maisons de jeunes, les difficultés pour organiser les loisirs ils le disent. C'est la jeunesse telle qu'elle est qui s'exprime. Auparavant, on divisait toujours la jeunesse en deux parties : les "jeunes bien" qui étaient au Komsomol, qui concevaient leurs loisirs dans les formes organisées; les autres jeunes, que l'on voyait errer en rue, se rencontrer sous les porches, sur les escaliers, et qui conçoivent leurs loisirs par eux-mêmes. Nous, nous avons refusé ce clivage, nous voulons faire parler *toute* la jeunesse, donc surtout cette majorité de la jeunesse qu'on appelle la jeunesse "de l'escalier". »

Douzième étage a vocation de traiter un sujet de façon plus approfondie, en fait d'organiser un forum public sur un thème choisi. D'un côté, il y a les jeunes — de tel groupe, telle entreprise, telle école. De l'autre, des responsables publics, dirigeants de ministères, personnalités sociales ou culturelles. Le dialogue s'organise à deux niveaux : les jeunes dans leur milieu, les personnalités invitées en studio. Entre eux, un « télépont », ou sorte de duplex. Téléphones, interpellations des téléspectateurs interagissent à leur façon. Exemple d'émissions ? Les loisirs, les chantiers du Komsomol, les programmes scolaires, la protection du patrimoine architectural, l'attitude des jeunes au travail, la possibilité pour les adolescents de travailler...

Exemple plus précis : la réforme de l'enseignement, qui se traîne depuis 1983. Invités par « *Douzième étage* », les professeurs les plus actifs, véritables « croisés » de la réforme, posent des questions telles que « Pourquoi ceux qui mènent dans leur classe des expériences pédagogiques, ont-ils tant de mal à les faire connaître ? Tant de mal à trouver des éditeurs pour les livres qu'ils proposent ? Pourquoi, alors qu'on parle de nouveaux manuels, le calendrier nous mène-t-il à l'orée du XXI^e siècle ? ».

Lors d'une première émission, les représentants des ministères sont dans leurs petits souliers. On programme une deuxième émission, où les problèmes sont traités plus largement, en demandant aux responsables quels engagements ils prennent. Une manière de secouer la baraque et d'ouvrir au public un domaine traditionnellement réservé aux seuls experts, nous dit le réalisateur. Qui ajoute : « Ne croyez pas que

tout se déroule toujours facilement. Il arrive que des responsables, secoués une fois, hésitent à affronter les téléspectateurs une seconde fois. On ne se bouscule pas au portillon, de ce côté-là. Mais cela montre que la TV peut jouer un rôle vital dans la critique et contre la bureaucratie ».

FAIRE COLLER LA PRATIQUE A LA THEORIE

Le succès de *Le monde et la jeunesse* ne tient pas à des astuces techniques. En fait, il s'agit d'un projet politique — au sens large du terme. « Notre émission est militante, elle milite pour que la pratique dans notre société réponde à la théorie, pour que nous nous débarrassions de tout ce qui est routine, stéréotypes, bureaucratie. Notre émission peut être considérée comme un exemple de glasnost en acte. Au lieu d'attendre des directives venues d'en haut, c'est la possibilité donnée à chacun de s'exprimer, c'est l'intelligence respectée chez chacun », commente V. Mokousev.

Projet politique donc, ancré dans une prise en compte nouvelle de la jeunesse. « Nous constatons que la jeunesse évolue rapidement, nous dit encore V. Mokousev. Le courrier que nous recevons en témoigne. Des tas de lettres commencent par la phrase : « Je n'ai jamais écrit à la TV, mais votre émission m'oblige à prendre mon stylo... » Suivent des réflexions, le récit d'expériences — qui montrent l'effet d'activation sociale et politique assumé par la TV.

Quant aux rapports entre « *Le monde et la jeunesse* » et le Komsomol, ils ont été un peu difficiles au début, car cette organisation attendait de la télévision que celle-ci la mette en valeur, elle et ses dirigeants. Ce style désuet est abandonné. La TV répercute le point de vue des jeunes, des dirigeants du Komsomol, des leaders de groupes informels. Quand surviennent des événements comme ceux du Kazakstan, on en parle et chacun voit bien qu'il y a des problèmes dans l'éducation internationaliste des jeunes ».

COPERNIC AU KOMSOMOL ?

Il se passe bien des choses au Komsomol. Alors qu'il y a cinq ans, l'accent avait été mis sur « le perfectionnement de l'activité » de l'organisation, toutes les responsabilités étant assignées au centre, le congrès d'avril 1987 a mis l'accent sur l'activité de la base, primant celle du sommet. Révolution copernicienne ? Oui, dans l'esprit de ceux qui ont pris l'initiative. Mais, personne ne s'en étonnera, la responsabilisation des

instances, la libre confrontation, l'ouverture, la lutte contre la bureaucratie — tout cela représente un long combat. De nombreuses initiatives sont néanmoins en cours et le processus de renouvellement/rajeunissement des cadres qui a eu lieu avant et pendant le congrès est prometteur. Le mouvement actuel de création des groupes d'intérêt, de clubs informels, clubs de réflexion, rencontre un accueil favorable à bien des niveaux du Komsomol. Ainsi, les groupes qui se sont constitués à Moscou pour la purification des fleuves, pour la protection des monuments, pour permettre aux adolescents de travailler, etc., pourraient voir leur action soutenue et prolongée par le Komsomol. Quand Mikhaïl Gorbatchev déclarait au congrès d'avril des jeunes communistes que la perestroïka a besoin de la jeunesse, qu'il n'est « pas de transformation sociale possible pour affronter le XXI^e siècle, sans la participation active, créatrice de la jeunesse », il ne tenait pas un propos démagogique : moins qu'une gageure, cette participation active est une nécessité pour le PCUS. Mais mobiliser la jeunesse pour la perestroïka demande d'autres qualités que la bravoure et l'héroïsme. Il s'agit de nourrir les capacités critiques, de stimuler le sens des responsabilités, d'inculquer le refus de la facilité et des simplismes. Il s'agit d'alimenter la réflexion sociale et la pratique de la démocratie. Rien de tout cela n'est aisé ou linéaire. C'est ce que refusent de voir les « Liouberys » qui croient trouver dans leurs poings des solutions à leurs problèmes. Le phénomène n'est pas propre à la jeunesse : les écrivains qui appellent à un « Stalingrad sur le front culturel et moral » ne réagissent pas autrement. Est-il permis de rappeler que toutes les façons simplistes d'appréhender les problèmes, toutes tentatives de répondre aux questions du développement social par le recours aux recettes préfabriquées, manichéistes, ne sont qu'une manière de caricaturer le socialisme ?

UNE RÉFLEXION SUR L'HISTOIRE

Que les thèmes intéressant la jeunesse dépassent et de loin le cadre scolaire, en voici encore une preuve. A l'écran de *Le monde et la jeunesse* est apparu l'autre jour *Youri Afanassiev*, recteur de l'Institut d'histoire et des archives de Moscou. L'homme ici est connu pour sa volonté de sortir l'Histoire de ses ornières. « Il faut, dit-il, donner à la jeune génération la possibilité de se faire une idée objective de notre passé, de Staline comme de beaucoup d'autres. Si nous voulons mettre fin à la passivité sociale, il nous faut d'abord la vérité sur la société dans laquelle nous vivons. C'est là, à vrai dire, un des points décisifs pour comprendre notre avenir socialiste. »

J'avais cependant été surpris de voir insérée dans une émission pour la jeunesse une discussion sur l'Histoire. *Youri Afanassiev* m'a convaincu — ils vous convaincra sans doute — que j'avais eu tort.

« Ces derniers temps, d'après ce que je peux en juger, s'affirme un intérêt croissant pour l'Histoire. Il y a de plus en plus de publications. Je suis intervenu plusieurs fois dans des clubs de discussion, au musée académique, au musée polytechnique, devant de jeunes intellectuels, de jeunes cinéastes... Ce thème retient l'attention des auditeurs, mêmes jeunes, pendant trois quarts d'heure. L'Histoire revient chez nous à l'avant-plan de la vie sociale. C'est peut-être une chose banale, mais aux tournants décisifs, il y a toujours un intérêt accru envers l'Histoire. De plus, nous savons bien que ce n'est pas la première fois que nous proclamons notre volonté de commencer une vie nouvelle. Les gens veulent savoir pourquoi ça n'a pas réussi dans le passé, analyser les causes des échecs, comprendre ce qu'on entend par « déformations du socialisme », repenser toute la voie parcourue pendant septante ans ».

On parle bien sûr de révolution à faire ou à poursuivre aujourd'hui en Union Soviétique, mais en insistant sur la dimension sociale de cette révolution. Comment parler de démocratie si on ne met pas en jeu les questions de participation réelle de l'ensemble de la population aux activités les plus concrètes comme les plus générales de la société ? Comment parler de libertés sociales, du citoyen, si chacun, comme citoyen ou comme travailleur, n'a pas les capacités de s'éduquer à la démocratie, de développer sa propre réflexion critique, d'être en position de pouvoir mûrir ses choix ?

Dans cette démarche-là, on l'a vu, les médias ont un rôle à jouer qui dépasse la simple dimension de « moyens de communication ». En même temps, ils ne peuvent réellement jouer leur rôle d'éveil, d'animation, d'éducation critique de la jeunesse comme de la population que dans une société qui fait le pari de la maturité de sa population.

Pari à suivre donc.

cinéma - les sentiers d'une réforme en chantier

françoise nice — didier schretter

Chaque année, alternativement en région flamande et francophone, le Musée du cinéma organise un séminaire d'été. L'édition 87 fut consacrée à l'œuvre d'Eric Rohmer et au renouveau du cinéma soviétique. A la suite de leurs reportages de février et de juillet consacrés au cinéma soviétique, Françoise Nice et Didier Schretter ont été invités à y présenter un exposé. L'article qui suit en est une version remaniée.

Lorsque nous avons rencontré le premier secrétaire de l'Union des cinéastes Elem Klimov pour la première fois en janvier à Paris et que nous lui avons annoncé notre venue à Moscou et Léninegrad le mois d'après, il eut une réaction surprenante. « C'est difficile d'écrire sur ce sujet. Tout va si vite, tout change d'une semaine à l'autre », nous déclara-t-il.

Ce n'est qu'aujourd'hui que nous mesurons la portée de son propos. Parler de la « glasnost » (transparence) et de la « perestroïka » (restructuration) comporte trois types de difficultés. Tout d'abord celle qui tient aux limites de nos compétences. Nous ne sommes pas des spécialistes de l'esthétique du cinéma soviétique, simplement des amateurs de longue date de la culture russe et soviétique. Comme tant d'autres spectateurs, nous sommes attirés et intrigués par l'originalité du langage cinématographique soviétique, et curieux de ce que le cinéma peut révéler sur cette société.

Pendant des années, notre curiosité fut attisée par la rareté des productions soviétiques diffusées dans nos salles. A la faveur de la « glasnost », une série d'œuvres tournées au cours des vingt dernières années voient enfin largement le jour tandis qu'apparaissent de nouveaux réalisateurs. Même avec les compétences requises, l'exercice nous paraît prématuré de vouloir définir un « nouveau cinéma soviétique ». S'il est une caractéristique du renouveau du 7^e art soviétique, c'est sa diversité.

UN RÔLE D'AVANT-GARDE

En janvier Elem Klimov insistait sur la rapidité des changements. Cet été à Moscou, lui-même et d'autres soulignaient les résistances au changement, les difficultés auxquelles se heurte l'essai de réorganisation radicale du processus de création cinématographique. Rome ne s'est pas faite en un jour, il en ira de même pour le renouveau du cinéma soviétique. Les nouveaux longs métrages marqués du sceau « perestroïka et glasnost » ne devraient pas apparaître avant 1989. De ce fait tout exposé sur le renouveau du cinéma soviétique risque de n'en donner qu'un aperçu conjoncturel, rapidement dépassé. De même avons-nous voulu éviter de nous attarder sur les aspects politiques de cette entreprise de rénovation du cinéma. Que l'on sache que c'est un combat politique comme un autre, avec ses victoires, ses défaites, ses compromis, ses moments d'incertitude.

Mais l'on ne peut pourtant éviter de parler politique. Plus que d'autres disciplines artistiques, le cinéma s'est vu confier un rôle d'avant-plan dans l'ensemble de réformes du socialisme soviétique entrepris depuis l'élection de Mikhaïl Gorbatchev à la tête du PCUS. Et si l'on s'intéresse à l'écran, il est aussi nécessaire et passionnant de s'intéresser à ce qui se passe dans la salle, et de toucher ainsi aux rapports entre l'art, la culture, les publics, le média « cinéma » et le pouvoir.

Nous commencerons cet exposé à partir du film *Les adieux à Matorra*. L'histoire du film et de son réalisateur Elem Klimov sont à plusieurs titres révélateurs du bouleversement culturel que vit l'URSS depuis le début des années 80.

Tout d'abord le film. Sa réalisatrice, Larissa Chepitko meurt, en début de tournage avec plusieurs membres de l'équipe dans un accident de voiture. Son époux Elem Klimov décide d'achever le film en restant fidèle aux indications de Larissa.

Adapté d'une nouvelle de Valentin Raspoutine, *Les Adieux à Matorra* se déroulent dans un village sibérien qui doit être inondé par la construction d'un barrage alimentant une centrale hydroélectrique. Le scénario décrit la tragédie des personnes évacuées, le seul personnage à ne pas mettre en doute le projet et le progrès qu'il représenterait étant le responsable local du Parti. A dominante tragique, le film n'exclut pas le recours à la comédie, voire à la satire pour tourner en dérision des comportements autoritaires ou bureaucratiques. On est loin, dans ce cas, du langage allégorique souvent employé dans le cinéma soviétique pour déjouer la vigilance de la censure. En liaison avec la tradition russe d'attachement de l'homme à la nature et au cosmos, *Les adieux à Matorra* font le procès de mesures dites de progrès et d'intérêt collectif mais qui abou-

tissent à priver les gens de leurs racines, des liens qu'ils ont lentement tissés avec leur environnement.

Ce film d'inspiration écologiste et où apparaît l'importance de la religion valut à Elem Klimov et son équipe d'être accusés de « positions réactionnaires ». De même la spiritualité qui se dégage du film fut-elle épinglée. « On nous déclara : dans ce film on aperçoit la quatrième dimension », raconte Elem Klimov : « Nous ne savions pas s'il s'agissait d'un compliment ou d'une critique. Pour sa part, l'équipe de tournage était plutôt fière d'avoir su porter à l'écran cet aspect de l'œuvre littéraire de Raspoutine ». Ralenti en cours de tournage, le film fut achevé en 1981. Mais ce n'est que récemment qu'il a rencontré le public, en ne totalisant que 4,5 millions d'entrées. Battant en brèche l'exaltation positiviste du progrès technique la sortie des *Adieux à Matoria* fut contemporaine du débat sur le projet de détournement des fleuves sibériens. A la suite de l'intervention de nombreux écrivains, notamment de Valentin Raspoutine, le projet fut abandonné au début de l'année 86.

Depuis, Elem Klimov est devenu premier secrétaire de l'Union des cinéastes. En mai 86, deux mois après le Congrès du PCUS, le 5^e congrès de l'Union des cinéastes fut le premier à ouvrir le débat en son sein, à renouveler les deux tiers de la direction de cette association artistique regroupant réalisateurs, techniciens, acteurs, critiques de cinéma. Avec cette nouvelle direction sonnait l'heure de la « glasnost » et de la « perestroïka ». Cela commença par un vif débat, et Elem Klimov, qui n'était d'ailleurs pas candidat — « s'il l'avait été, il n'aurait pas été élu tant était grande la méfiance vis-à-vis de la direction sortante », rapportent d'aucuns — fut porté à la tête de l'Union, en reconnaissance de son long combat contre la censure et la bureaucratie. Né en 1933, il travailla tout d'abord à l'Institut d'aéronautique de Moscou, puis s'orienta vers le cinéma, opérant une reconversion professionnelle qui n'est pas rare en Union soviétique. Un de ses films d'études *Soyez les bienvenus ou entrée interdite aux étrangers* décrivait la vie dans un camp de pionniers fut saluée par le réalisateur Sergueï Guerassimov. Il tourna ensuite *Les aventures d'un dentiste*, un parmi les films restés au placard. Outre un documentaire intitulé *Sport, sport, sport*, son film *Raspoutine, l'agonie* fut tourné en 74-75, présenté au festival international de Moscou en 81, mais ne recontra le grand public qu'en 1985. Au même moment, son dernier film *Va et regarde* (ou la barbarie nazie en 1943 en Ukraine vue par le regard d'un enfant) se voyait récompensé du grand prix du festival de Moscou.

Trajectoire révélatrice que celle d'une Larissa Chepitko dont furent bloqués *Les débuts d'un siècle inconnu* tournés en 1967 avec Andreï Smirnov; trajectoire édifiante que celle d'un Elem Klimov qui n'a pas tourné plus de cinq films en vingt ans. « Ceux que vous voyez aujourd'hui

à l'avant-plan, ce sont ceux qui ont été empêchés de travailler pendant vingt ans », soulignait Rolan Bykov, un des meilleurs acteurs soviétiques, également scénariste (huit textes refusés) et réalisateur.

Son film récent *L'épouvantail* a d'ailleurs suscité d'âpres polémiques : Bykov s'y attaque au mythe de l'enfance angélique.

RENCONTRER LE PUBLIC

Présidée par un homme au passé symbolique, ayant lutté pied à pied contre la censure et préparé l'actuel renouveau, tandis que Tarkovski se résignait à l'exil, une des premières initiatives de l'Union des cinéastes fut la création de la Commission des conflits. Composée d'artistes et de représentants du ministère — le Goskino, ou Comité d'Etat pour le cinéma —, présidée par le jeune critique Andreï Plakhov, cette commission a entrepris de sortir les films restés sur les étagères. « Nous nous attendions tout au plus à une quinzaine de films interdits au cours des vingt dernières années », racontait, en février dernier, le critique Viktor Demine. A notre stupeur, nous en avons découvert une soixantaine, et de tous genres : des longs métrages de fiction mais aussi du documentaire et des dessins animés ». En juillet, le chiffre cité était de 130. Il pourrait encore s'élever, en fouinant dans les rayons des studios ou des services du Goskino.

Le travail de la commission des conflits, sa volonté de rendre justice au nom du principe « tout film tourné doit rencontrer le public » nous a valu la découverte de cinéastes venus au cinéma dans les années 60 et 70 tels Alexeï Guerman, Kira Mouratova, Elem Klimov. D'autres réalisateurs tels Tanguiz Abouladzé, Gleb Panfilov n'étaient pas des inconnus, mais bien certaines de leurs œuvres, *Le Repentir* et *Thème*.

Pour le spectateur occidental, le renouveau du cinéma soviétique équivaut à cette victoire remportée contre la censure. Mais il ne s'arrête pas là. Car la censure ne s'est pas limitée, loin de là, aux interdictions de tournage ou de diffusion.

« C'est malgré ce système de production cinématographique, contre ce système que se sont faits les meilleurs films », expliquent aujourd'hui les protagonistes du changement. « Pour obtenir le feu vert du Goskino, il fallait franchir quatorze niveaux administratifs », se souvient Rolan Bykov. Ainsi, dans le système de planification centralisée du Goskino, le « rédacteur » (le responsable de la censure) de tel studio devait commencer par en référer à Moscou. Cela prenait du temps et de l'énergie. En conséquence de quoi, il commençait par dire « non »... Ainsi raconte-t-on cette anecdote célèbre. Un rédacteur se voit refuser

un scénario. Après discussion, on lui demande de modifier un chapitre. « Pourquoi ? », demande-t-il. « Vous parlez de poitrine » — « Et alors ? » — « de poitrine ronde, le terme est trop suggestif » — « Bien répond l'auteur, mais avez-vous déjà vu des poitrines carrées ? ».

Dans de telles conditions de bureaucratie et de conformisme culturel et idéologique, nombreux furent ceux qui se résignèrent. Outre les modifications de scénario, les coupures dans les films, la censure s'exerçait encore au moment de la diffusion. L'exemple des vingt copies du *Miroir* de Tarkovski est connu. La pénurie, de pellicule et de matériel, les rationnements divers (l'essence), bref, l'ensemble des contraintes économiques faisaient le reste.

Tous ces facteurs ont ainsi constitué un engrenage redoutable aboutissant à ce que la cinématographie soviétique perde la puissance artistique qui fit sa réputation d'Eisenstein à Chalatazov (*Quand passent les cigognes*, Palme d'Or du Festival de Cannes en 1958).

Mais paradoxalement, sous l'angle des recettes, le cinéma soviétique des années Brejnev semblait bien se porter. Ce n'est qu'en accédant au pouvoir qu'Elem Klimov et ses amis se sont aperçu que cette prospérité reposait sur des chiffres manipulés. Les recettes provenaient en grande partie des comédies importées du style *Les Ripoux* ou *Angélique marquise des anges*. De même étaient falsifiés les chiffres des superproductions soviétiques, du style des œuvres pompières du Boun-dartchouk de la dernière heure.

Il appartient aux historiens, aux économistes, aux sociologues et aux politologues d'expliquer comment un tel système a pu se perpétuer aussi longtemps, abusant aussi plus d'un observateur étranger persuadé que le socialisme soviétique surmonterait sans problèmes les difficultés passagères rencontrées au cours de son édification. Les analystes les plus documentés pourront aussi expliquer comment en l'espace de quatre ans à peine, la résignation, le consentement plus ou moins volontaire à l'ordre (et au désordre) établi ont fait place à la radicale remise en cause et au tourbillon culturel auxquels on assiste aujourd'hui.

DECALAGE AVEC LA REALITE

Vu du point de vue du cinéma, du théâtre et des médias, nous avons surtout pu prendre la mesure d'une véritable crise des valeurs de la société soviétique. Au fur et à mesure que se développait le niveau d'instruction mais aussi le pouvoir d'achat de la population, l'ensemble des valeurs morales et idéologiques qui avait soudé la population soviétique pendant la guerre et la reconstruction, qui s'était maintenu tout comme



Interroger la société soviétique à travers sa jeunesse. Un extrait du film Le garçon de courses de Karen Chakhnazarov.

le modèle culturel de « réalisme socialiste », s'est trouvé en décalage progressif avec la réalité. Restait pour les spectateurs le choix entre des comédies insipides et des superproductions exaltant l'esprit de sacrifice dans les circonstances exceptionnelles de la guerre ou de la Révolution. Et de temps à autres, l'un ou l'autre film d'auteur de qualité...

Alexeï Guerman, Sergueï Soloviev, Vadim Abdrachitov, pour les aînés, Youris Podnieks, Karen Chakhnazarov, Valéri Ogorodnikov pour les plus jeunes dénoncent aujourd'hui cette tradition de l'« embellissement de la réalité », de négation des contradictions au nom de la perfectibilité intrinsèque du socialisme. « Dans les champs on accrochait les vaches aux barbelés parce qu'elles vacillaient de faim, mais nos films étaient pleins de cosaques sentimentaux ». C'est avec ces mots que l'écrivain et réalisateur Evguéni Evtouchenko résume cette tradition soviétique héritée de la période stalinienne, de Jdanov en particulier.

Conscients de ce que les ravages de la censure résultaient d'un ensemble de facteurs cumulant leurs effets, l'Union des cinéastes a entrepris une réorganisation globale de la production cinématographique. Celle-ci est ambitieuse dans la mesure où elle embrasse toute la sphère d'activité du 7^e art, depuis l'organisation du travail dans les studios jusqu'aux mécanismes de distribution, en passant par la formation des réalisateurs, les rapports avec la télévision et la presse. Elle impressionne l'observateur étranger par sa cohérence, sa volonté de ne rien laisser à l'écart.

REFORME AMBITIEUSE

Pour mesurer le caractère ambitieux de la réforme du cinéma, il convient de rappeler quelques données.

Sur une population d'environ 279 millions d'habitants, on estime le public adulte à 150 millions de personnes. Celles-ci ont à leur disposition 175.000 unités de projection. Ce ne sont pas toujours les modernes complexes où sont diffusés plusieurs films tout au long de la journée. Ce sont aussi les salles de projection des usines, des kolkhozes, des clubs de loisirs, des maisons de repos, ou encore, les écrans ambulants dans les zones reculées. Une distribution à la hauteur peut atteindre 1.800 copies, comme cela est le cas avec le dernier film de Riadzanov, *Mélodie pour une flûte oubliée*. Un chiffre que l'on peut comparer aux vingt copies qu'obtint *Le Miroir* d'Andreï Tarkovski, ou, plus récemment, aux 600 copies pour *L'Epouvantail* de Rolan Bykov.

Il n'y a pas seulement l'étendue du pays, il y a encore ses structures fédérales, ses 150 nationalités. Si le russe est parlé par 70 % de la population, environ 50 langues sont officiellement pratiquées. Dans ce cadre, chacune des quinze républiques possède son studio (— Mosfilm, Gruziafilm, Armenfilm, Kazakhfilm, etc...) auquel il faut ajouter les studios spécialisés, par exemple celui de l'Institut de cinéma à Moscou — le Vgik —, le studio Gorki autrefois spécialisé dans les films pour la jeunesse, et ceux de la télévision. Au total, l'URSS possède près de quarante studios d'où sortent chaque année quelque 300 longs métrages et 1.400 courts métrages. En 1986, l'URSS a produit 156 longs métrages de fiction, 112 téléfilms et 37 documentaires. Bien qu'en plein essor, le cinéma des républiques reste loin derrière les productions décidées au niveau national à Moscou.

La place de cinéma coûte en moyenne 20 kopeks, soit 4 tickets de métro. Dans ces conditions, on estime qu'un film moyen est remboursé avec 17 millions d'entrées. Signalons que les prévisions annoncent 25 millions d'entrées pour *Le Repentir*, à comparer au best-seller que fut *Moscou ne croit pas aux larmes* avec 30 millions d'entrées.

En 86, l'URSS a importé 116 films étrangers, échangés avec les pays socialistes ou payés en devises. Elle a vendu quelque 500 films à l'étranger, dont certains en copies vidéo. Sans nous attarder sur cet aspect, signalons que le Goskino et l'Union des cinéastes veulent rattraper le retard accumulé et ont acheté des films tels *Vols au-dessus d'un nid de coucou*, *Amadeus*, des films de Fellini. De même ont-ils réorganisé le département chargé d'acheter les films à l'étranger. Ainsi la transparence ne se limite-t-elle pas aux productions soviétiques. C'est le sens de l'Initiative soviéto-américaine qui a été lancée conjointement aux Etats-Unis

et en URSS en juin, après la rencontre de mars entre des professionnels du cinéma des deux pays. Au cours de leurs discussions, les délégations avaient convenu de la nécessité de collaborer pour dépasser les stéréotypes réciproques. A l'opposé de la série télévisée *Amerika* plusieurs accords de coproduction ont été conclus. Elem Klimov tournera avec des confrères américains une adaptation du célèbre *Maître et Marguerite* de Mikhaïl Boulgakov, écrivain aujourd'hui réédité en URSS. Stanley Kramer fera un film inspiré de la catastrophe de Tchernobyl.

Libération des films interdits, ouverture aux productions et aux coproductions avec l'étranger illustrent le parti-pris de «glasnost». Par ailleurs, les nouveaux responsables du cinéma estiment que le seul critère décisif doit être la qualité artistique des projets de films. Dans le même esprit, ils ont entrepris de limiter les pouvoirs écrasants du Goskino. Organisme qui contrôlait autrefois tous les maillons de la production le Goskino sera chargé de superviser l'organisation administrative de l'industrie cinématographique.

En séparant plus nettement responsabilités artistiques et administratives, l'Union des cinéastes n'a pas choisi de déclarer la guerre au ministère, même si la négociation de la réforme n'est pas aisée. De nouvelles formes de collaboration devraient voir le jour de manière à favoriser l'autonomie des collectifs créatifs. Chaque studio doit élire sa direction, seule habilitée à décider les plans de tournage.

Démocratie, pluralité d'expression pourvu qu'elle soit de qualité, encouragement de l'esprit d'initiative et de responsabilité, simplification des échelons de décision... ce schéma autogestionnaire se complète du principe d'autofinancement.

Mais l'introduction du principe de concurrence entre studios comporte certains risques. Ainsi réalisateurs et équipes des studios pourraient-ils se mettre à rivaliser en tournant les productions les plus commerciales. Ce serait contraire au but recherché, celui de réconcilier grand public et art de qualité. Pour parer à ce danger des fonds spéciaux ont été prévus pour les réalisateurs débutants et pour le cinéma d'auteur.

Ne laissant rien au hasard la réforme concerne également la direction de l'Institut du cinéma, le contenu des deux revues de cinéma, les rapports avec la télévision. De même, le secrétaire d'Etat responsable du Goskino Filip Yermach, a-t-il laissé sa place, en décembre '85, à Alexandre Kamchalov, l'ancien responsable des questions culturelles au sein du PCUS. Il est considéré comme un ami des professionnels du cinéma et semble se rallier aux vues de l'Union des cinéastes.

En juillet 87, l'ensemble des mesures de réforme était sur le point d'être voté. De même Elem Klimov se satisfaisait-il de l'appui du Parti et du gouvernement, et d'un intérêt croissant de la part du public.

Tel est le schéma général. Reste à se poser les questions des limites à cette ambitieuse réforme. Secteur culturel occupant une position d'éclaireur dans la lutte pour la « perestroïka » et la « glasnost », le cinéma est évidemment le secteur où l'on en aperçoit les premières difficultés.

« Nous manquons de responsables associant qualités artistiques, compétences de gestion et valeur politique et morale », soulignait tel employé de l'Union des cinéastes. « La censure a baissé ses exigences, mais pour le reste, la réforme se heurte à de nombreuses résistances », ajoutait-on.

TROIS TYPES DE RESISTANCES

Selon les déclarations faites par Elem Klimov au cours du festival, elles sont de trois types. De type politique et bureaucratique avec les opposants de la « perestroïka » et de la « glasnost » qui bataillent pour conserver leurs privilèges. Sans expliquer ouvertement leur désaccord, ils tentent de saboter la réforme.

Il y a encore des résistances de type psychologique, ajoutait-il. Ainsi des studios ont renouvelé leur direction, mais ne savent pas comment s'y prendre pour travailler de manière autogestionnaire. « Enfin, précisait-il, il y a la montagne de paperasserie et de procédures administratives dont on ne se débarrasse pas en un jour ».

Dans ces conditions, chacun insistait sur le temps nécessaire avant que les réformes et les nouvelles manières de travailler n'entrent dans la réalité. Supposant un changement de mentalité, la réforme semblait aussi se heurter l'été dernier au scepticisme sinon au cynisme d'une partie de la profession. Attitude qui s'explique par la méfiance quasi atavique vis-à-vis de beaux discours non accompagnés d'actes et de résultats immédiatement mesurables.

Tel est le processus. Telle est la bataille en cours. Reste à tenter d'apercevoir ses effets sur le contenu des œuvres.

Il y a eu *Le Repentir* de Tengviz Abouladzé, *Le Thème* de Gleb Panfilov, les films d'Alexei Guerman, la rétrospective Tarkovski et la première projection officielle du *Commissaire*, le seul film jamais réalisé par Alexei

Askoldov et interdit pendant vingt ans. Ces films témoignent de la vitalité du cinéma soviétique. mais ils ne sont pas à proprement parler le « nouveau » cinéma soviétique. Mais s'agissant des nouveaux films ?

Il est encore trop tôt pour en juger, soulignent les responsables de la réforme. « Il faut trois ans pour faire un long métrage, attendez 1989 ».

Néanmoins des tendances peuvent être dégagées, non pas au niveau du style mais plutôt en regard des sujets traités et de la manière de les aborder.

Les projections de documentaires organisées au siège de l'Union des cinéastes tout au long du 15^e festival international de Moscou ont ainsi révélé aux spectateurs étrangers l'existence d'un cinéma-vérité, en rupture radicale avec la tradition d'embellissement de la réalité. Abordant des sujets à caractère social, mettant en cause des responsables, ces films provoquent des réticences lorsqu'il est question de les diffuser en télévision, expliquait Elem Klimov. Avec Youris Podnieks (*Est-il facile d'être jeune ?* projeté au printemps au grand stade sportif Loujniki de Moscou sur décision du PCUS mais absent de la sélection officielle des documentaires au cours du festival de juillet...) est apparue une nouvelle génération de documentaristes pratiquant la « caméra-vérité ».



Tengviz Abouladzé

Provoquant des réactions extrêmes, ces films viennent nourrir le débat artistique, renouvelé sous bien des aspects. « Auparavant nous écrivions tous le même article », confie Georgui Kapralov, journaliste de longue date à *La Pravda*. C'est ainsi par exemple qu'un documentaire intitulé *Le jugement dernier* et qui rapporte le témoignage d'un criminel condamné à mort a provoqué un débat sur l'objectivité. Le film n'interfère-t-il pas dans l'indépendance nécessaire au travail des tribunaux ? Choisi parmi d'autres le condamné à mort ne bénéficie-t-il pas d'un privilège de défense ? Ne risque-t-il pas d'« interpréter » son rôle et d'ainsi susciter la compassion du public ?

Des problèmes similaires apparaissent dans le débat consécutif aux longs métrages de fiction tournés par de jeunes réalisateurs (Valéri Ogorodnikov, Karen Chakhnazarov, Sergueï Bodrov) et centrés sur le malaise de la jeune génération. Si le rock a maintenant droit de cité en Union soviétique, tourner un film sur le sujet avec des musiciens de groupes informels ne rencontre pas l'approbation générale. Ainsi fut-il reproché au réalisateur du *Cambrioleur* de faire de la publicité pour ces groupes tandis que certains des musiciens reprochaient à Valéri Ogorodnikov d'avoir entouré leur témoignage d'une morale trop rose, trop gentille, dans l'esprit des comédies et études de mœurs dont le public soviétique est friand.

DU ROSE AU NOIR ?

Ces réactions sont révélatrices du débat qui agite aujourd'hui l'intelligentsia et les milieux culturels. Après des décennies d'embellissement de la réalité, ne risque-t-on pas l'excès inverse, une vision exagérément noire de la réalité ? Alors que le cinéma s'est vu reconnaître la mission d'entraîner le grand public à regarder la réalité et l'histoire avec un regard neuf, une tendance à la « pessimisation » pourrait affaiblir l'effort de promotion des réformes gorbatchéviennes.

Ces quelques indications témoignent de ce que la « perestroïka » et la « glasnost » ne sont en rien une voie royale pour le changement. Ouvert et franc, le débat sur la réforme s'avère difficile, conflictuel, porteur d'une douloureuse remise en question du passé et d'interrogations angoissées sur l'avenir.

Eloigné des réalités soviétiques, le spectateur occidental ignore cette donnée. Il pourrait craindre une nouvelle « instrumentalisation » de l'art au service de la politique. Sans pouvoir préjuger du succès ou de l'échec des réformes entreprises en Union soviétique, nous croyons que cette appréhension n'est pas fondée. Des garde-fous ont été établis qui semblent garantir aux créateurs la place qu'ils devraient occu-

per dans toute société. Ni des marginaux livrés à eux-mêmes et pouvoir discrétionnaire des sponsors publics ou privés, ni les porte-drapeaux publicitaires de la raison ou du pouvoir d'Etat. Mais des communicateurs spécifiques nécessitant indépendance et dialogue étroit avec l'ensemble de la population.

Née d'une résistance de longue haleine aux pouvoirs multiformes de la censure et de la bureaucratie, la réforme du cinéma a posé quelques jalons pour un renouveau de l'art filmique. Mais le processus en cours connaît des difficultés, rencontre des résistances à la mesure de ses ambitions, s'accompagne d'un tourbillon culturel où s'expriment aussi des courants réactionnaires. Surgi des flancs d'une Union soviétique que certains croyaient à jamais frappée d'unanimité sinon d'immobilisme, la réforme culturelle ne dispose pas d'un vade-mecum. Elle est ainsi ouverte aux risques de dérapage, et l'on pourrait craindre un isolement des milieux du cinéma s'ils étaient privés du soutien du pouvoir et du large public.

Tel ne semblait pas être le cas en juillet dernier, les responsables de la réforme du cinéma veillant scrupuleusement à faire comprendre et partager le sens de leur entreprise. Et l'on était frappé par la façon dont la profession lie sa destinée, le devenir de l'art à ceux de la société soviétique, renouant ainsi avec la tradition antérieure à octobre 1917, qui vit l'intelligenstia engagée côte-à-côte avec les ouvriers et les paysans acquis à la cause révolutionnaire. Seule une telle alliance nous semble fonder l'espoir suscité par la tentative de réforme du 7^e art.

« Pour connaître ce qu'est le Russe, il faut savoir ce qu'est l'homme », disait Dostoïevski. Peut-être pourrait-on aujourd'hui renverser les termes et dire « Pour connaître ce qu'est l'homme, sans doute conviendrait-il de comprendre ce qu'est le Russe »...

Indications bibliographiques

Les titres qui suivent ne fournissent pas une bibliographie sur l'URSS, qui exigerait à elle seule des volumes.

Nous relevons quelques ouvrages accessibles, relativement récents, qui peuvent à notre sens éclairer les mouvements actuels de la société soviétique.

Et pour commencer, un roman : « *Les rêves de la louve* », par Tchinguiz Aitmatov.

Faire d'une louve le héros d'un roman. Opposer au courage et à l'intelligence du fauve la violence destructrice et imbécile dont est capable l'homme. Donner au sentiment religieux un large espace romanesque où il trouve à s'exprimer. Montrer la réalité, en URSS, de la diffusion de la drogue et l'étendue de la corruption... Il fallait un immense talent, une autorité déjà solide — ceux de Tchinguiz Aitmatov — pour lancer ce défi. Il fallait la « perestroïka » pour l'accepter.

« *Les rêves de la louve* » (en russe : Billiot) est paru à Moscou au cours de l'été 1986 et continue de susciter controverses et débats. Les Editions Messidor ont eu la bonne idée de le publier en français. S'il n'atteint pas constamment le niveau du précédent roman de T.A., « *Une journée plus longue qu'un siècle* » (une œuvre étincelante à cheval sur légendes et futurologie) « *Les rêves de la louve* » captivera le lecteur occidental. Et l'étonnera très probablement...

« *La formation du système soviétique* » par Moshe Lewin. L'intérêt considérable de cette étude, c'est qu'elle porte sur les liens entre une civilisation paysanne de naguère et l'URSS d'aujourd'hui. M. Lewin n'est pas « kremlinologue », mais spécialiste américain de l'histoire sociale de la Russie et de l'Union soviétique. Cette histoire, il la scrute avec sérieux, sans se presser de livrer de diagnostics. Il pose surtout des questions. Invoquant Fernand Braudel, (« la révolution de 1917 n'est pas une coupure totale dans le destin de la civilisation russe »), il redonne leur relief à une série de facteurs de longue durée : la tradition étatiste et bureaucratique, la culture paysanne, la religion populaire... Il tente de rassembler « les traits intéressants produits par des siècles d'enfantement de la Russie ». Ce regard pénétrant — jamais malveillant — éclaire les bouleversements proprement sismiques de la société soviétique dans les années trente — et aussi les bouleversements actuels et leur dynamique.

(Chez Gallimard — bibliothèque des histoires 1987).

A lire aussi, avec grand profit : « *Les Soviétiques des années 80* », par Basile Kerblay et Marie Lavigne. Deux spécialistes français réputés pour leur sérieux, passent en revue en trois chapitres, les grands problèmes politiques, économiques et sociaux. Le rôle du parti communiste, la nomenklatura, l'armée, mais aussi « l'irréductible secteur agricole » et les rythmes de croissance, le niveau de vie, la mobilité sociale et les traditions familiales, tout cela est abordé avec clarté et sans simplisme.

(Chez Armand Colin — Actualités, 1985).

Trois ans plus tôt, Jean Radvanyi publiait aux Editions sociales « *Le géant aux paradoxes — fondements géographiques de la puissance soviétique* ». Tous les problèmes que la nouvelle équipe au pouvoir a pris à bras le corps sont déjà apparents : retards structurels de la planification, croissance extensive, goulets d'étranglement, poids de la centralisation administrative, perspectives et besoin de démocratie. Géographe marxiste, l'auteur a su donner vie aux contradictions de la société soviétique.

Gérard Streiff, qui fut correspondant de « L'Humanité » à Moscou, a publié l'an dernier chez Messidor « *La dynamique Gorbatchev* », qui se veut une redécouverte de l'URSS, à la faveur du « changement de cours ». De la léthargie au bouillonnement, il montre la profondeur de la rénovation en cours.

Tout à fait récent, mais pas encore traduit en français, « *L'URSS que cambia* » est signée conjointement par Roy Medvedev et Giuletto Chiesa. Le premier est un historien soviétique contestataire (pas « dissident »), le second est correspondant à Moscou de l'Unità, quotidien du PCI. Leur dialogue porte sur le pouvoir, la perestroïka, l'information et l'opinion publique, la tragédie de Tchernobyl, les forces de changement. Pour ceux qui lisent l'italien, une source vive de propos peu conformistes.

(Editori Riuniti — Politica e società Roma 1987).

Parus dans les CM :

- | | |
|---|------------|
| — Débats en URSS sur les contradictions de la société soviétique
par Giuletto Chiesa | N° 133 |
| — Les crises économiques de type soviétique
par Gérard Roland | N° 139/140 |
| — URSS : défi à l'immobilisme
par Christian Vandermotten | N° 142 |
| — Ça bouge en URSS
par Rosine Lewin | N° 151 |

**dimanche 25 octobre
à bruxelles**

**MANIFESTATION
NATIONALE**

**D E S A R M E R
POUR
D E V E L O P P E R**

**NON AUX MISSILES
LE DESARMEMENT
MAINTENANT!**

livres

essai sur la destruction des villes et des campagnes

par rené schoonbrodt

Voilà sans doute un essai qui ne laissera pas le lecteur indifférent. Il étonne, bouscule, interpelle... Le titre est éloquent : pour René Schoonbrodt, depuis la Seconde Guerre mondiale, on assiste (notamment) dans notre pays, à la destruction des villes et des campagnes. Responsable de ce processus : l'accumulation du capital, qui détermine non seulement un certain type de croissance, mais aussi les relations sociales, l'organisation de l'espace.

C'est donc à un concept d'économie politique « marxien » que l'auteur se réfère pour expliquer la dévastation de nos cités, la dénaturation de nos villages. Plus généralement, il reprend dans sa grille de lecture des 40 dernières années l'idée que ce sont les facteurs économiques qui déterminent l'évolution de la société, de la ville. De surcroît, face à la dérive néo-libérale, il affirme clairement la nécessité d'une alternative et la nécessité de luttes collectives, intersectorielles, globales.

Ces éléments sont à coup sûr très intéressants. Nous ne suivons cependant par René Schoonbrodt dans les développements de son analyse. Très schématiquement, il entend démontrer que les investissements privés et publics réalisés dans les villes et les campagnes — et qui ont conduit à l'appauvrissement culturel de la société globale — l'ont été avec l'assentiment de toutes les forces politiques et sociales, avec l'appui actif et intéressé des promoteurs, architectes et urbanistes, avec la collaboration des diverses administrations concernées, des commerçants. Un vaste consensus interclassiste couvre donc l'opération de destruction, toujours en cours d'ailleurs. La « doctrine fonctionnaliste » figure parmi les principaux accusés, de même que « le système de pensée des élus ».

Cette coalition quasi sans faille au service de l'accumulation du capital nous laisse perplexes. Certes, on peut constater un consensus qui englobe aussi des forces de progrès autour de plans d'aménagement du territoire dont l'effet est de chasser des habitants de condition modeste du centre des villes et qui permettent à des promoteurs de devenir encore plus riches et plus puissants. Nous ne contestons pas cette réalité. Mais nous ne négligeons pas pour autant les contradictions et tensions au sein de l'appareil d'Etat et parmi les mandataires publics. Nous n'attribuons pas à tout ce monde-là le dessein de servir le grand capital. Même ceux qui s'y prêtent n'en ont pas forcément conscience.

R.S. acte quelque part que la transformation du système capitaliste n'est pas à l'ordre du jour. Nous convenons avec lui que l'heure n'est pas venue, en

Belgique, de passer au socialisme. Mais comment espère-t-il faire mûrir la perspective transformatrice si le rapport des forces est celui qu'il dépeint ? Qu'on nous comprenne bien : il ne s'agit pas de masquer des réalités parce qu'elles pourraient être décourageantes, mais il s'agit d'affiner l'analyse pour qu'elle colle mieux aux réalités.

René Schoonbrodt a cent fois raison de mettre en cause la « morale de la jungle » des néo-libéraux et leur frénésie dérégulatrice. C'est précisément contre cette morale et ces pratiques qu'il nous paraît possible d'unir des forces très diverses, pas encore disponibles contre le système capitaliste. Il y a là une divergence stratégique que nous tenons à ne pas escamoter. L'union très large dans les « mouvements urbains » a d'ailleurs montré une certaine efficacité à enrayer le consensus « social-démocrate et keynesien ». R.S. est bien placé pour le savoir. Pourquoi cette union connaît-elle des difficultés ? Ou l'auteur renonce-t-il à lui fixer un projet ?

Par ailleurs, la conception de la culture que développe l'auteur n'emporte pas toujours l'adhésion, tant est décisif pour lui le poids de la tradition. Et il y aurait beaucoup à dire à propos de la notion d'« urbanité », séduisante mais floue. Faut-il vraiment « reconstruire » l'urbanité où s'agit-il de la conquérir ? C'est un des innombrables problèmes soulevés par l'essai, foisonnant d'idées, de René Schoonbrodt.

rosine lewin

Chez Mardaga, 1987, — 190 pages — 169 FF.

comprendre le recours aux médecines parallèles

C'est sous ce titre que se tiendra à Bruxelles les 3, 4 et 5 décembre 1987, un colloque qui bénéficie d'un comité de patronage et d'un conseil scientifique prestigieux, et d'un comité organisateur où se retrouvent des personnalités de l'université libre de Bruxelles, du GERM et du CRIOC.

Le programme des matinées comprend des conférences, tables rondes et panels. Celui des après-midi, des tables rondes et ateliers, sur les thèmes suivants : jeudi 3 : comportements ; vendredi 4 : savoirs ; samedi 5 : politiques.

Adresse du secrétariat scientifique : Mme Madeleine Moulin, Centre de sociologie de la santé, 44, avenue Jeanne — 1050 Bruxelles. Tél. : 02/642.34.51.

Inscriptions (avant le 30 septembre) Mme Marie-Paule Declercq, rue du Gouvernement provisoire, 29 — 1000 Bruxelles. Tél. : 02/219.67.66.

de marx au marxisme

collectif sous la direction de georges labica

«*De Marx au marxisme*» réunit un ensemble de travaux présentés dans le cadre du séminaire qu'anime Georges Labica au Centre d'Histoire des Sciences et des Doctrines du CNRS (1). Dans l'avant-propos qu'il lui consacre, Georges Labica dresse la perspective dans laquelle s'est écrit cet ouvrage : loin des «conduites de deuil qui caractérisent la crise du marxisme dans sa particularité française», dit-il, ces contributions participent d'une reprise de la pensée critique dans le champ du marxisme. «C'est l'inquiétude, l'étonnement et l'invention qui relancent les savoirs endormis», ajoute-il avec cette pointe de fermeté : «Nous congédions les herméneutes patentés».

Ces textes se sont-ils pensés à la hauteur de cette ambition ? Rien n'est moins sûr.

L'élégance toute rhétorique du titre dissimule quelque peu la modalité dominante des contributions qui sont pour la plupart des textes de philosophie. Il ne s'agit certes pas de le regretter, mais le sachant, de convenir d'emblée de quelques critères qui permettent d'évaluer la pertinence d'une intervention philosophique sur les objets que revendique le marxisme. Dans un livre naguère consacré au «*statut marxiste de la philosophie*» (2), Georges Labica rapportait une juste formule de Brecht, que voici : «Contrairement à l'idéalisme, le matérialisme doit constamment vous dire ce qui peut en sortir ; à l'idéalisme, il faut demander d'où il sort» (3). La question ne peut être mieux posée quant à ce qui peut sortir de ces pages et qui fasse avancer les savoirs dans le marxisme.

Les problèmes relatifs aux rapports qu'entretient le marxisme avec la philosophie ne sont pas simples. Il n'est cependant pas impossible de s'appuyer sur quelques acquis que partagent ceux qui, comme Lucien Sève (4), légitime-

(1) «*De Marx au marxisme*», recueil dirigé par Georges Labica et préparé par Mireille Delbraccio. Editions du CNRS, Paris 1986.

Outre les contributions recensées, le livre propose des articles de Jacques Texier (*La division du travail dans la société ou la production comme sujet social (Introduction de 1857 aux Grundrisse)*), de Johannes Rohbeck (*Problèmes philosophiques du concept de travail*), d'Alain Gouhier (*Contradictions, aliénations, situations-limites*), de Marc Sautet (*De la docte ignorance*), de Jean-Pierre Delilez (*La transition démocratique*) et de Claude Roche (*Une interprétation de la crise parallèle de la pensée économique marxiste et non marxiste*).

(2) Georges Labica, «*Le statut marxiste de la philosophie*» Editions Complexe, coll. Dialectiques, Bruxelles 1986 (Diffusion PUF).

(3) Bertholt Brecht, «*Ecrits sur la politique et la société*», l'Arche, Paris 1970, page 113.

(4) Lucien Sève : «*Une introduction à la philosophie marxiste*», Editions Sociales, coll. «Terrains», Paris 1980, en particulier 253 à 335 sous le titre «*Marxisme et philosophie*».

ment l'idée d'une philosophie marxiste et quelques autres qui, après Louis Althusser, pensent plutôt en termes de pratique marxiste dans ce champ (5).

Une première donnée concerne la distinction entre les régimes discursifs de l'*idéologie*, de la *philosophie* et des *savoirs scientifiques* parmi lesquels l'on compte ceux du matérialisme historique. Sans doute ces domaines ne sont-ils pas autonomes et les interférences entre eux doivent-elles être l'objet d'une vigilance épistémologique sans faille; il n'en demeure pas moins que *la philosophie ne dispense d'elle-même aucune connaissance qui concrétise un savoir positif dans le cadre des pratiques scientifiques*.

Ce que l'on demande dès lors à la philosophie marxiste, ou, si l'on préfère, à sa pratique spécifique, c'est de satisfaire à deux exigences.

L'une porte sur son terrain propre: on y attend de sa compétence qu'elle soit d'une grande clarté dans le partage des thèses du matérialisme et de l'idéalisme et l'analyse de leurs rapports.

L'autre exigence se porte plutôt aux limites de son terrain: elle laisse espérer que l'intervention philosophique pointe *au delà de sa compétence* les enjeux scientifiques sur lesquels elle pèse.

Bref, le tranchant marxiste d'une thèse philosophique est toujours double, tourné à la fois vers ses propres objets catégoriels, et vers ceux que lui disputent les savoirs venus de la pratique scientifique dans le réel.

Or il faut le constater: les leçons de cet ouvrage sont, de ce double point de vue, fort inégales.

L'importance de ces questions, nulle autre peut-être que la contribution de Pierre Kahn n'est en mesure de nous la faire mieux comprendre. Son étude est consacrée à ce qu'il propose d'appeler «*L'épistémologie stalinienne*», désignant par là «le discours sur la science tenu à partir de 1948 par le PCF, et qui tourne autour de l'opposition «science bourgeoise/science prolétarienne».

Pierre Kahn livre une chronologie des circonstances et des thèmes qui ont conduit à la double conviction que l'on sait: la réduction de la science au statut d'une superstructure idéologique et la nécessité d'une prise de parti en épistémologie. L'apport de son étude concerne plus particulièrement l'analyse qui nous est donnée du contexte spécifiquement français dans lequel il faut comprendre le développement d'un ensemble de phénomènes que l'on attribue d'ordinaire à l'autoritarisme des thèses venues d'Union Soviétique. Pierre Kahn montre que les marxistes français engagés dans le débat n'ont jamais cédé sur la positivité du discours scientifique et que de ce point de vue, loin de rejoindre la tradition antirationaliste du mitchourinisme russe, ils pensaient plutôt dans la perspective d'une continuation des Lumières.

(5) Cf. l'ouvrage de Hubert Cambier et Philippe Fraschina «*Pour une pratique marxiste de la philosophie*», coédition de la Fondation Joseph Jacquemotte et de Contradictions, Bruxelles 1983.

Cela dit, l'ensemble des contributions peut se partager entre celles qui se sont donné un objet choisi parmi les problèmes de l'histoire de la philosophie et quelques autres qui affichent une autre prétention.

Citons parmi les textes du premier type une étude, par Matthias Tripp du «*Statut de l'analyse du matérialisme français dans la Sainte Famille*» : elle met en évidence le caractère moins rigoureux que polémique de l'usage par Marx des catégories du matérialisme dans sa manière de les tourner comme des armes idéologiques contre la philosophie de la conscience de soi de Bruno Bauer.

On lira aussi une analyse du «*Concept de matérialisme de Horkheimer*», par Saen-Yang Kha, une autre consacrée, par Gérard Bensussan à «*Moses Hess, l'interdit de la représentation*».

Ces textes honorent assurément le contrat de lecture qu'ils établissent. On peut cependant se poser la question de leur prise de parti dans le matérialisme. Ainsi l'étude par Gérard Bensussan de la pensée de Hess, si elle nous aide à comprendre la critique hessienne des modalités médiatrices de la représentation politique, demeure d'une discrétion un peu gênante sur les catégories dans lesquelles est pensée cette critique et il faut douter que la perspective d'un devenir Un de l'humanité par la concorde et d'une subsumation de toutes les divisions par la grâce de l'Etat nous fasse avancer d'un pas en direction des problèmes concrets que pose la division gouverné/gouvernant. Tout indique même une fâcheuse régression dans un mysticisme de type eschatologique. Sans doute est-ce suggéré, mais avec une bien curieuse sympathie qui hésite à prendre un peu de distance avec ce qui fonctionne comme un exemplaire travestissement philosophique des questions politiques liées à la lutte des classes.

D'autres textes, nous l'avons dit, ont une ambition qui les fait traiter des concepts eux-mêmes du marxisme. Ce sont notamment ceux qui travaillent l'interminable question des rapports entre Marx et Hegel. Voyez par exemple la contribution de Jacques D'Hondt sur «*Marx et le concept hégélien du travail*».

Loin de moi l'idée de tenir pour rien cette question importante, mais il faut bien le constater, fût-ce avec un rien d'humeur : la problématique est devenue pour certains une mine spéculative, au sens où le mot désigne un lieu que l'on exploite. La pensée hégélienne ne peut être évitée par la recherche marxiste, c'est vrai, *mais pour en sortir* : «d'un seul bond» (6), conseille Marx qui ne l'avait pas moins lu. Une contribution comme celle de Jacques D'Hondt conduit-elle vers cette issue ? Non pas. Elle opère au contraire une régression des concepts marxistes vers leur équivalence spéculative dans les catégories hégéliennes. L'objet de cet article, en effet, est d'exhiber dans le texte de Marx les éléments d'une analyse du travail «considéré indépendamment de toute forme sociale de production historiquement déterminée» et, par ce biais, de démontrer tout ce que Marx doit à Hegel : «La présente étude se propose de montrer (...) que l'analyse du travail lui-même (Die Arbeit selbst), chez Marx, doit beaucoup à l'analyse de la relation téléologique, chez Hegel», écrit-il.

(6) L'expression est celle de Marx dans l'«*Idéologie allemande*», page 269 de l'édition des «Editions sociales», Paris 1968.

Souvenons-nous ici de Brecht : quel peut être l'intérêt, dans la perspective d'un renouveau de la pensée marxiste, de ces analyses *qui entreprennent inlassablement une généalogie involutive du marxisme* ? Veut-on un exemple de ces manières spéculatives ? Il n'en est de plus éloquent que l'acharnement mis par Jacques D'Hondt à réduire le concept marxiste de *force de travail* à l'opposition aristotélicienne entre l'*acte* et la *puissance* ou à l'articulation des deux moments hégéliens de l'*en soi* et du *pour soi* : voilà comment on nous propose de penser désormais la mise en œuvre de la force de travail dans le procès de valorisation du capital. *Toute la pensée de Marx s'est construite contre ces catégories génériques* : on peut donc s'inquiéter de voir un ouvrage dédié au marxisme accueillir sans réserve la belle obstination de Jacques D'Hondt à n'en rien savoir.

Spinoza compte, on le sait, parmi les philosophes de l'absolu et la proposition qu'à faite naguère Louis Althusser de jouer Spinoza contre Hegel (7) ne manque pas d'intérêt. Tel est aussi celui de la contribution de Bruno Thiry : « *Désuotopie et transition : l'actualité de la politique spinoziste selon A. Négri* ».

L'article se livre à une analyse des appuis que prend Antonio Negri sur le spinozisme pour penser, selon ses propres termes, « une véritable philosophie de la transition vers une société totalement et radicalement constituée sur la liberté ». L'entreprise n'hésite pas, semble-il, à s'encombrer de quelques notions étrangement anachroniques. Lisez plutôt ces étonnants propos : « Ces deux spécifications (*du concept de limite*) ne sont pensables rigoureusement dans leur unité que si l'analyse les réfère à la *thèse principale de Spinoza, celle de la détermination du rapport de production par la force productive (...)* ».

Je le demande encore : quel est le gain cognitif pour le marxisme d'une telle pratique des catégories *mixtes*, sinon l'espoir d'un bénéfice culturel et quelque peu intimidatoire que l'on tire à soi du discours philosophique entendu comme réserve discursive. Faut-il passer par Spinoza pour problématiser la catégorie de société civile telle qu'elle a été reçue par Marx de Hegel ? Le *conatus* spinozien aide-t-il à mieux comprendre le procès historique que la dialectique hégélienne de l'Esprit ? L'enjeu est certes d'opposer une métaphysique à l'autre et de se déprendre avec Spinoza du messianisme téléologique qui constitue le noyau mystique de l'idéalisme hégélien. Mais la stratégie philosophique de Négri joue non moins Spinoza contre Marx lui-même : non pas en intervenant sur les rapports entre Marx et Hegel, ce qui appartient au champ philosophique lui-même, mais en résorbant le marxisme tout entier dans la problématique philosophique et en tentant à partir de là de lui faire porter connaissance sur les problèmes historiques concrets que posent les transitions entre les formations sociales. L'enjeu en somme pour Négri est de fonder sur la métaphysique de Spinoza un spontanéisme du mouvement des masses qui l'aide à formuler une critique de la forme parti comme instrument de consolidation de l'hégémonie...

Cette visée politique nous est mieux expliquée par la remarquable contribution de Nicole-Edith Thévenin sur cette question venue de l'opéraïsme italien des années 1960 et animée par Mario Tronti et Antonio Negri : « *Peut-on parler de "subjectivité ouvrière"* ».

(7) Cf. l'ouvrage de Pierre Macherey « *Hegel ou Spinoza* », Editions François Maspéro, Paris, 1979.

L'exposé s'attache à clarifier un débat que Nicole-Edith Thévenin situe avec une grande intelligence de ses enjeux. Elle nous aide ainsi à suivre le surgissement idéologique de la notion et les oppositions qui éloignent les thèses de ces deux théoriciens sur des questions qui touchent au procès de la lutte des classes.

Les développements de Nicole-Edith Thévenin sont exemplaires d'un traitement marxiste d'une problématique philosophique dont elle situe les limites au delà de laquelle le discours verse en idéologie, « *cette manière*, dit-elle dans une jolie formule, *de sauter par dessus son ombre* ».

La catégorie de « subjectivité ouvrière » par laquelle Négri pense le destin d'une classe sous l'aspect d'un Sujet autonome voué au surgissement historique, cette notion n'échappe ainsi pas à son analyse comme fonction idéologique qui expose à tous les risques de l'illusion : « Elle fait croire à ce qui *doit* arriver en escamotant ce qui est. Elle tente de simplifier et donc de condenser dans l'imaginaire ce qui se dérobe dans le réel, de donner un pouvoir *immédiat* en désespoir de cause ».

Voilà, n'en doutons pas, de fortes lignes.

C'est, on le constate, un ensemble très contrasté que propose ce volume. Il ressemble en cela à toutes les publications plurielles : quelques textes sont remarquables, l'intérêt de plusieurs autres est des plus minces.

On peut cependant s'autoriser quelques exigences de rigueur quand un livre se présente sous l'aspect d'une entreprise de ressaisie critique des concepts opératoires du marxisme. Il n'est ainsi pas irraisonnable d'attendre qu'une intervention marxiste sur le terrain de la philosophie témoigne d'une grande rigueur sur les enjeux du matérialisme et qu'elle ait le souci de tester ses propres capacités à initier des travaux qui se donnent l'objectif léniniste d'une analyse concrète des situations concrètes.

On peut déplorer que cet ouvrage déçoive quelquefois cette attente. L'annexe relative aux travaux de l'U.A. 1986 de Philosophie Politique Economique et Sociale nous apprend que ces contributions écrites ont fait l'objet d'un exposé dans le cadre des Tables rondes du séminaire de Georges Labica et qu'elles ont offert l'occasion d'un débat. Il faut sans doute voir là une cause de l'effet de relative déception que produit la publication de ces textes en dehors de la discussion qui les a suivis. Une chose, en effet, est de conduire une discussion serrée qui permet d'aiguiser les analyses; autre chose est de publier des études sans autre prétexte que leur réunion, un jour, dans une série de débats.

jean-claude raillon

Une réduction des subsides de la Communauté française, liée à des difficultés à trouver des ressources propres, a approfondi le déficit de notre association.

Depuis une dizaine d'années, l'activité de la Fondation s'est considérablement développée et vous avez été des milliers, à travers la partie francophone du pays, à nous soutenir par votre participation active à toutes nos animations ou par votre simple présence à l'une ou l'autre de nos activités.

Pour continuer notre action culturelle que vous jugez intéressante à poursuivre et à renforcer, nous avons besoin d'être aidés, d'une manière urgente, par 200 amis.

Nous vous proposons de nous aider financièrement par l'achat d'un COLIS-CADEAU de livres édités

par la Fondation, pour la somme de 1.000 FB (valeur réelle : 1.925 FB).

Votre aide ne sera donc pas à fond perdu. Elle nous permettra de renflouer sensiblement les caisses en réduisant notre stock de livres encore immobilisé.

LE COLIS-CADEAU COMPRENDRA LES CINQ

OUVRAGES SUIVANTS :

- 1) "ISABELLE BLUME " Entretiens recueillis par José Gotovitch (425 FB).
- 2) "LE PCB DE 1921 A 1944 " Actes d'un colloque réalisé en 1979 (350 FB)
- 3) "POUR UNE PRATIQUE MARXISTE DE LA PHILOSOPHIE " par Hubert Cambier et Philippe Fraschina (300 FB)
- 4) "LE BORINAGE, LA GREVE DES MINEURS DE 1932 ET LE FILM DE JORIS IVENS ET HENRI STORCK " par Bert Hogenkamp et Henri Storck (600 FB)
- 5) "JOSEPH JACQUEMOTTE " Recueil de ses principaux écrits (250 FB)

+ Versez la somme de 1.000 FB au compte +
+ 001-1838658-02 de la Fondation +
+ Jacquemotte, rue des Foulons, 40 - +
+ 1000 Bruxelles, avec la mention +
+ " COLIS - CADEAU " +

S. O. S.
POUR LA
FONDATION
JACQUEMOTTE
—
CAMPAGNE
DE
200.000 FB



Outil d'analyse marxiste de la société
actuelle, les **CM** entendent

- contribuer à un nouvel élan
de la gauche et de ses valeurs
- participer à l'élaboration
d'alternatives mobilisatrices
à la politique néo-libérale;
- développer la réflexion
et les échanges de réflexion
à propos des voies d'accès à
une société socialiste en Belgique

(Ré)abonnez-vous sans tarder
700 F l'an pour la Belgique
800 F l'an pour l'étranger
C.C.P. 000-0188745-80
de la Fondation J. Jacquemotte,
1000 Bruxelles

Les «Cahiers marxistes» sont déposés dans les librairies suivantes :

DU MONDE ENTIER
rue du Midi 162
1000 Bruxelles

CERCLE D'ÉDUCATION
POPULAIRE
rue des Deux Eglises 128
1040 Bruxelles

F.N.A.C.
City II, rue Neuve
1000 Bruxelles

PRESSES UNIVERSITAIRES
DE BRUXELLES
av. Paul Héger 42
1050 Bruxelles

LE LIVRE ROUGE
Bd. Lemonnier 171
1000 Bruxelles

LIBRAIRIE LEFÈBVRE
Rue des Colonies 7-9
1000 Bruxelles

TROPISMES
Galerie des Princes 5-11
1000 Bruxelles

LIBRIS - 44
Passage 44 (bd. Botanique)
1000 Bruxelles

LIBRAIRIE BIBLIO
rue de la Régence 53
4000 Liège

LIBRAIRIE ANDRÉ LETO
rue d'Havré 9
7000 Mons

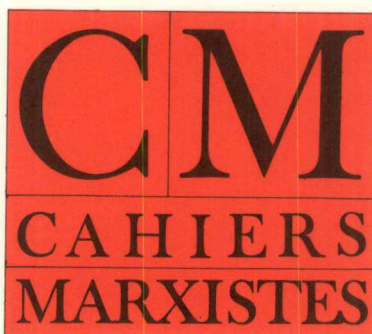
KRITAK
Vesaliusstraat 1
3000 Leuven

LIBRAIRIE DÉRIVE
rue des Augustins 17
5200 Huy

CLUB ACHILLE CHAVÉE
rue Hamoir 93
7100 La Louvière

L'ÎLE LETTRÉE
faubourg d'Aréval, 2
6720 Virton

LIBRAIRIE L'AVENIR
rue St Léonard 102
4000 Liège



Avec l'appui de la Commission française de la Culture de l'agglomération
bruxelloise

Adresse: 20, av. de Stalingrad — 1000 Bruxelles
CCP 000-0188745-80 de la Fondation J. Jacquemotte

Prix: 120F.